DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

ÉCHANGES N° 130 — Automne 2009

ÉCHANGES

N° 130 — Automne 2009 — 3 euros

bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

La crise économique. En France, le rôle des « amortisseurs » sociaux, p. 3 ◆ En **Espagne**, palliatifs improvisés, p. 9 ◆ Aux **Etats-Unis** : conséquences sociales, retructurations et mesures d'adaptation, p. 17 ◆ **Or et dollar,** les reliques de la barbarie capitaliste, p. 36
Dans les publications : France, p. 8 ; Espagne, p. 14 ; la crise, p. 44

◆ **Corée du Sud.** La défaite de la grève de Ssanyong Motors, p. 46 ◆ **Allemagne** Manifestation et grève de la faim de travailleurs intérimaires licenciés par Volkswagen, p. 54
◆ **Espagne** Accidents et morts sur les postes de travail, p. 56
Dans les publications : luttes, p. 59

Correspondance. « Nous nous efforçons de briser la séparation idéologique entre théorie et pratique… », p. 63 ◆ Enseignants : « Un mouvement de résistance, mais allant dans un sens plutôt réactionnaire… », p. 64 ◆ « Un futur parti mondial de la révolution… », p. 66 ◆ « Cassez-vous ! », p. 67 ◆ Traductions de « Ceux d'en bas », p. 68

Dans les **publications** : théorie, histoire, p. 69

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

à Rennes

Alphagraph, 5 rue de l'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266
succ. C. – Montréal, Québec
Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION

S'appuyant sur leur expérience de militants,de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosophes et historiens du travail, Martin Glaberman et Seymour Faber décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme (« Le travailleur en guerre contre lui-même»), ils dépeignent les comportements des ouvriers, sous l'angle du rapport capital-travail.

La traduction publiée en feuilleton dans *Echanges* a été révisée.

Editions Acratie, 164 p., 17 euros. Prix spécial abonnés d'Echanges : 10 euros.

Un blog sur les luttes :

http://spartacus1918.canalblog.com/

BROCHURES DISPONIBLES

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internatinale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classse ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

XXe siècle présente les ouvrages suivants :
– *La France en guerre 1954-1962, Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne* (Autrement) ;
– *Les Deux Tendances du Front Populaire, chocs et contre chocs* (L'Harmattan) ;
– *Bordeaux et la Commune 1870-1871* (Editions Fanlac) avec le récit par Paul Lafargue de son séjour à Paris du 7 au 18 avril ;
– *An American in Hitler's Berlin : Abraham Plotkin's Diary, 1932-1933* (University of Illinois Press) ;
– *De l'exode à l'exil. L'internement des républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège de février à septembre 1939* (Sudel).

Juifs et anarchistes

◆ « L'anarchiste et le juif, histoire d'une rencontre » : le n° 35 du « bulletin de critique bibliographique » *A contretemps* (septembre 2009) s'ouvre sur une réflexion suscitée par la traduction française des actes du colloque Anarchistes et juifs, tenu à Venbise en mai 2000 ; cet article pose plusieurs questions – sur le sens d'une « convergence d'imaginaires » entre les univers juif et anarchiste, sur le sionisme... et surtout sur l'absence de plusieurs thèmes : la résurgence à plusieurs époques de l'antisémitisme dans le mouvement anarchiste (qui accueillit Rassinier dans ses rangs de 1954 à 1961), l'impensé (jusque dans ce colloque) libertaire sur l'extermination des juifs d'Europe, l'ignorance du fait palestinien (les juifs qui arrivent en Palestine sont-ils des réfugiés [ainsi pensait Ida Mett] ou des colons ?), l'absence de références aux sépharades, et l'absence des femmes (sinon une brève évocation de trois anarchistes qui revendiquèrent leur judéité sans pour autant se sentir concernées par le nationalisme juif). *A contretemps* publie ensuite cinq contributions au colloque sur la « double identité », qui ne figurent pas dans le recueil des éditions de l'Eclat, et un texte de Paul Avrich sur « L'anarchisme juif aux Etats-Unis », puis recense plusieurs ouvrages (*Rédemption et utopie, le judaïsme libertaire en Europe centrale*, de Michaël Löwy, *Le Yiddishland révolutionnaire*, d'Alain Brossat et Sylvia Klingberg, *Etre juif aussi, réflexions d'un athée anarchiste*, d'Arturo Schwartz.
En conclusion de ce numéro,sous le titre « Défaire le nœud coulant », *A contretemps* tente de définir une position face au conflit du Moyen-Orient, en mettant en garde « certaines publications libertaires » contre le fait qu'elles opèrent « subrepticement, un progressif alignement sur l'un des deux blocs nationalistes en conflit ». L'avènement d'un Etat palestinien lui semble inéluctable, sans qu'il s'agisse de « se satisfaire d'une telle perspective » qui seule pourtant permettra à la « question sociale de reprendre ses droits ». Car comme le rappelle une citation de Louis Mercier Vega : « C'est la guerre sociale que nous menons, et non la guerre entre nations ou entre blocs. »
***A Contretemps*, c/o Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75020 Paris. acontremps@wanadoo.fr et http://acontretemps.org**

EN FRANCE, LE RÔLE DES « AMORTISSEURS » SOCIAUX

Chute de la production, chômage croissant... la France est bel et bien touchée par la crise mondiale. Mais la distribution des prestations sociales permet encore de limiter les réactions

PARLER de la France aujourd'hui contraint à évoquer les problèmes d'ensemble du capital dans le monde et la manière dont ils se traduisent au niveau de l'Union européenne avant de devenir des problèmes franco-français. Les impératifs viennent, pour la France, de l'extérieur et imposent des solutions dont le sens est le même pour des territoires ou des secteurs différents, malgré des formes et des caractères adaptés au développement économique et aux spécificités de chacun.

D'une certaine façon, un Etat comme la France se trouve dans la situation d'une entreprise qui doit définir sa politique et ses orientations en relation avec ce qui s'impose de l'extérieur : la compétition internationale sur son propre marché national, l'innovation et les nouvelles techniques de production, la marché financier maître d'un côté du crédit et de l'autre des exigences du profit.

La lutte de classe – la résistance sous toutes ses formes aux conditions d'exploitation de la force de travail – voit elle aussi ses modalités déterminées de l'extérieur, mais elle procède de façon inverse. Elle est d'abord individuelle, particulière, locale, localisée, parcellisée... Et si elle franchit ce stade d'isolement et de particularisme, si elle s'étend, cette extension se construit autour de projets plus vastes que ce qui l'a motivée au départ. Elle peut se faire de différentes façons, soit par la simultanéité de multiples luttes similaires, qui ne sont pas forcément reliées entre elles mais créent un problème global, soit par le regroupement de luttes diverses autour d'une stratégie unique, qui peut conduire à un affrontement direct avec le système d'exploitation. Dans tous les cas, le mouvement part de la base, de l'intérieur vers l'extérieur.

Dans la France d'aujourd'hui, nous retrouvons ces deux termes : d'un côté les manifestations de la crise mondiale dans le système économique français, de l'autre les luttes qui expriment les résistances de base aux effets qu'elles peuvent avoir, non seulement sur les travailleurs mais aussi sur l'ensemble de la population.

Quels que soient les problèmes nationaux (les plus importants n'étant pas ceux dont

une propagande nous abreuve abondamment), la France n'est plus qu'un élément de l'Union européenne, qui fixe les règles essentielles de son fonctionnement économique et social et qui assure une partie importante de ses échanges économiques. Ces règles ne sont que ce qu'impose l'évolution du capitalisme au niveau mondial.

UNE ÉVOLUTION PROFONDE DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DU TRAVAIL (qui reste la base même du système capitaliste) a été subie ces trente dernières années par l'Europe, comme par la France. Pour compenser la baisse globale du taux de profit, des transformations importantes ont visé à abaisser le coût du travail dans tous les secteurs d'activité.

A côté de l'installation, sur la chaîne de production traditionnelle, de processus automatiques qui ont individualisé les postes de travail, cette même chaîne de production fordiste traditionnelle a envahi des secteurs comme les industries alimentaires, l'habillement ou l'électronique ; mais au même moment, sous d'autres formes, l'informatisation a détruit le procès de travail dans tout le secteur des services, introduisant un même type d'individualisation. La conséquence générale a été non seulement un bouleversement des structures auxquelles se rattachaient les résistances de classe, mais aussi un changement d'évaluation de la qualité de la force de travail et du salaire en découlant.

Ces transformations dans les modes de domination et d'utilisation de la force de travail ont été concomitants avec, aux mêmes fins, divers mouvements dans les structures des entreprises capitalistes elles-mêmes. D'un côté on a assisté à une concentration des entreprises, animée par de puissants leviers financiers, de l'autre à une multiplication extrême de la sous-traitance, dans une multitude d'entreprises de toutes tailles réparties sur le territoire national autant que dans le monde entier (on parle alors de délocalisations). Les formes juridiques, la taille, l'emplacement, les tâches de ces entreprises sous-traitantes pouvant évoluer parfois très rapidement en fonctions des impératifs de la concurrence donc du profit (même le syndicalisme à été réformé, pour ce qui concerne sa représentativité [1]). La motivation restant d'abaisser les coûts de production, on a vu ainsi se développer de grandes différenciations dans les statuts des travailleurs concernés ; cela rejoignait l'introduction de telles différenciations dans les entreprises elles-mêmes – maisons mères ou sous-traitants – avec des travailleurs permanents (CDI en France) et des travailleurs temporaires (CDD ou intérim en France). Au titre de « gestionnaire national » d'un capitalisme mondial, l'Etat français (au sein de l'Europe) doit gérer des « problèmes » de main-d'œuvre pour le compte de ce capital global, notamment la précarité sous toutes ses formes (incluant la gestion du chômage, l'adaptation du contrat de travail – CDI, CDD, intérim, emplois services, emplois jeunes, etc., sans compter l'immigration).

Les structures d'encadrement de la force de travail dans les grandes concentrations ouvrières, les définitions des conditions de travail dans le système fordiste n'étant plus en adéquation avec la nouvelle organisation du capital ni avec les nouvelles méthodes

(1) Voir « La loi sur la représentativité et l'indépendance des syndicats », *Echanges* n° 129, été 2009, p. 6.

n'y a rien à négocier », « 1 500 balles tout de suite », « cadences – 20 % », «Inscris tes propres revendications sur ta pancarte personnelle », « Ne reste pas passif dans le troupeau des grévistes »...

Ike, une lutte de dix ans

◆ La société textile Confecciones Gijón, dans la région espagnole des Asturies, employait, à la fin des années 1970, 680 personnes, principalement des femmes, pour fabriquer plus d'un million de chemises par an. A la fin des années 1980, touchée par la restructuration mondiale de l'industrie textile, elle n'emploie plus que 280 personnes pour une production de 200 000 chemises. En 1983 les ouvrières décident de lutter pour la défense de leurs postes de travail. Le n° 160 (4e trimestre 2009) de la revue *Gavroche* retrace ce combat (dans un article remanié de *La Question sociale* n° 2, lui-même conpte rendu du livre *IKE, retales de la reconversión*). Elles se heurtent aux partis de gauche, au pouvoir à Madrid et dans la région, et aux grands syndicats qui acceptent en 1990 le énième plan social proposé par les autorités régionales, qui avaient repris l'entreprise en 1987. La lutte – arrêts de travail, occupations temporaires, manifestations (avec de violentes charges policières), barricades de pneus enflammés, enfin occupation totale du site – qui durera quatre ans –, vente de stocks, présentation aux élections, bataille en justice. Face à l'administration, aux repreneurs fantômes mais subventionnés, elles finissent par bloquer la vente à l'encan décidée par la justice, s'adjugent les biens et, en mars 1994, « obtiennent satisfaction au moins sur un point, à savoir que "dans une situation de faillite, les biens de l'entreprise doivent aller aux travailleurs". » Les biens seront rapidement revendus et les bénéfices partagés entre tous les salariés de l'ex-entreprise IKE, qu'ils aient ou non participé à l'occupation des lieux. *Gavroche* ajoute à l'article de *La Question sociale* des « paroles des ouvrières » tirées de *IKE, retales de la reconversión.*

La grippe... espagnole

◆ A l'heure où l'on s'alarme de la grippe A, la « revue d'histoire populaire » *Gavroche* revient, dans son n° 160 (4e trimestre 2009), sur une autre pandémie, celle de la grippe espagnole de 1918-1919, dont périrent en à peine deux ans entre 20 et 30 millions de personnes, dont les trois quarts en Asie – quand on évalue à 13 millions le nombre de morts dus aux quatre ans de combats de la première guerre mondiale. On l'appela espagnole car seule la presse de ce pays, resté neutre, pouvait publier des informations relatives à cette maladie. Le taux de mortalité du milliard de grippés (50 % à 70 % de la population mondiale) de 1918-1919 a été de 3 %, soit 20 fois plus que dans les grippes « normales », et les morts ont été surtout, de façon exceptionnelle, de jeunes adultes. Sans distinction de continent, d'ethnie ou de niveau technique de civilisation – ce sont les fortes concentrations urbaines et industrialisées qui furent les plus touchées, et sans distinction de classe sociale. Les malades périrent en fait plus des complications pulmonaires induites par la grippe que du virus lui-même (de type H1N1), complications qui sont aujourd'hui soignées par les antibiotiques, inexistants alors.

Histoire sociale

◆ Le n° 32 du *Bulletin du Centre d'histoire sociale du*

sés de Roland Simon (Théorie Communiste) en Avignon établis et annotés par les Chemins non tracés. Nous reviendrons sur cet ouvrage.

Victor Serge

◆ « Une réponse de Victor Serge à Trotsky » dans *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* n° 7 (septembre 2009). Victor Serge (1890-1947) y répliquait à un article de Trotsky paru dans *La Lutte ouvrière belge*. Rédigée en mars 1939, mais les trotskystes refusant de la publier, elle ne parut qu'en avril de la même année, en France, dans *Juin 36*, l'organe du Parti socialiste ouvrier et paysan, sous le titre « Leur morale et la nôtre ». Elle avait déjà été reprise en 1973 en annexe au texte de Rudolf Rocker, *Les Soviets trahis par les bolcheviks (La Faillite du communisme d'Etat)*, cahier Spartacus n° B53.

Anselmo Lorenzo, aux origines de l'anarchisme espagnol

◆ Une brève note de lecture dans le n° 357 (juin 2009) de l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, *CNT*, signale la parution d'une compilation par l'historien Francisco Madrid, une première, des essais et articles d'Anselmo Lorenzo, un des fondateurs en juillet 1870 de la Fédération régionale espagnole de l'Association internationale des travailleurs, proche des idées bakouninistes : *Anselmo Lorenzo, el proletario militante*, Virus editorial, 2008.

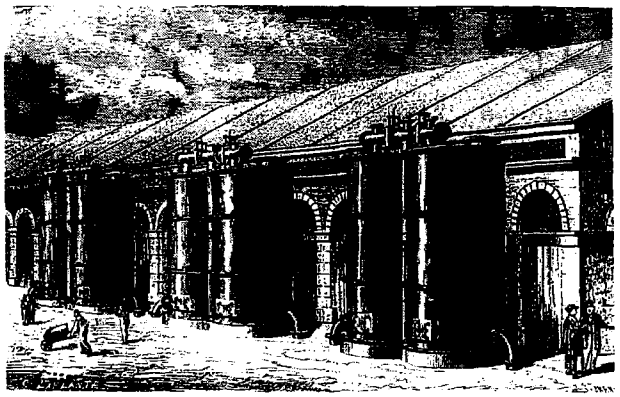


Fig. 50. — Vue d'ensemble des colonnes à coke.

De la Perse à l'Iran

◆ « Douze textes marxistes d'aujourd'hui et d'hier sur l'Iran et sur la Perse », dans *Présence marxiste* n° 78-79 (septembre 2009).

Suède 1909

◆ « La grève générale d'août 1909 en Suède », supplément à *Présence marxiste* n° 78-79 (septembre 2009).

Mai 68

◆ Une « Historiographie de mai 1968 en langue anglaise » de l'historien américain Michael Seidman dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 94 (avril-juin 2009).

Peugeot 1989

◆ « Il y a vingt ans, le dernier automne chaud de Peugeot », dans *Alternative libertaire* n° 187 (septembre 2009), sous la plume de Marcel Durand, ouvrier (aujourd'hui retraité) de Sochaux, auteur de *Grain de sable sous le capot* (rééd. Agone, 2006) : en 1989, la dernière grève massive de Peugeot, à Sochaux et à Mulhouse où la Forge est occupée pendant dix-neuf jours. Alors que les syndicats se contentent de demander une augmentation de salaire, un Comité des ouvriers en colère lance des slogans : « Il

de travail, tout le système social édifié depuis la fin de la seconde mondiale est devenu obsolète et doit être transformé. Mais cela ne peut se faire que progressivement, en raison à la fois de la résistance des structures établies et de celle des travailleurs concernés (certaines tentatives d'attaques frontales précises, comme le CPE [contrat première embauche] ayant déclenché une réaction inattendue). C'est ainsi que l'on a vu disparaître tout le système de conventions collectives de branches d'industries qui avait été élaboré après la dernière guerre ainsi que tout récemment, avec la réforme déjà évoquée de la représentation syndicale, le niveau d'intervention des intermédiaires syndicaux dans la gestion de la force de travail. Correspondant d'une part à l'émiettement des lieux de travail et, dans ces lieux, à une gestion du travail individualisée de la force de travail détachée d'un contexte global, un clivage s'établit entre le niveau de base et les appareils. Mis à part des mouvements souvent organisés par les centrales syndicales, puissants mais sans lendemain, ces transformations dans les conditions d'exploitation de la force de travail ont suivi leur cours inexorable.

IL EST DEVENU NÉCESSAIRE, PARALLELEMENT, DE RÉDUIRE LES ÉLÉMENTS DU SALAIRE DIFFÉRÉ (les avantages sociaux), ainsi que la ponction sur les profits et la production servant à financer l'appareil d'Etat et à l'orienter plus efficacement dans l'intérêt du capital – toujours en relation avec la nécessité de baisse du coût du travail sous la pression globale du capital (maintenir ou augmenter sa rémunération) et à la pression individuelle et collective sur les salaires directs. On assiste ainsi depuis des années, en France (mais pas seulement), à une réduction voire à un démantèlement de ces coûteux avantages sociaux et, sous couvert de « modernisation », à une réorganisation des services de l'Etat vers une orientation plus nette dans l'intérêt présent du capital, voire une prise de possession directe par les privatisations.

Là non plus il ne s'agit pas d'une attaque frontale, mais d'une sorte de grignotage permanent sous des prétextes divers (le vieillissement de la population pour les retraites, le déficit pour la Sécurité sociale, l'inefficacité pour l'enseignement, etc.). Là aussi, mis à part des luttes contingentes de catégories de travailleurs plus directement concernés, cette « remise en ordre » a poursuivi sa marche inexorable.

La crise économique est venue quelque peu bousculer ce qui paraissait une « vitesse de croisière » pour les dirigeants de tous bords et de toutes fonctions. Paradoxalement, dans la mesure où elle stoppe, pour des raisons financières, les élans iconoclastes contre l'« Etat-providence », c'est-à-dire contre les garanties sociales, elle permet le maintien des amortisseurs qui, pour le moment, atténuent l'impact social des ravages sur l'activité économique.

Le même paradoxe se retrouve dans la mise au placard du projet d'introduire en France le système anglo-saxon des crédits hypothécaires – afin de financer ainsi la consommation avec le produit de la spéculation immobilière, permettant d'éviter que la dette des ménages ne fasse exploser le système bancaire et de préserver l'épargne individuelle, en en faisant un autre amortisseur à la crise.

Pourtant un autre aspect de la crise introduit une menace d'affrontement social que les gouvernements et le capital avaient

réussi à endiguer et à contourner. La chute de la production mondiale touche évidemment la France, avec son cortège de licenciements non plus pour cause de sous-traitance et de délocalisation mais par la mévente des marchandises. Un secteur est touché, mondialement mais particulièrement en France, celui de l'automobile qui concentre ici plus de 10 % de l'activité industrielle (les deux grandes entreprises encore basées en France, PSA et Renault, ont vu leurs ventes chuter de près de 40 % en un an). Ce ne sont pas tant les maisons-mères qui sont touchées : depuis longtemps elles ont multiplié la sous-traitance, au besoin dans des filiales dont l'intérêt a été de les dégager de toutes obligations contractuelles et de se débarrasser des problèmes de gestion de la main-d'œuvre ; l'utilisation de travailleurs temporaires leur a permis aussi de limiter les questions de variations de production et le coût des journées chômées indemnisées.

Par contre des conflits ont surgi, depuis plus d'un an, à mesure que se développait la crise, chez les équipementiers, sous-traitants des grandes entreprises du secteur – ou usines nationales de trusts automobiles ou équipementiers internationaux. Les fermetures d'usines ou les réductions d'activité dans tout ce secteur de l'automobile ont entraîné des conflits particulièrement durs avec des méthodes de lutte peu usitées dans la période récente (occupations, séquestrations et molestation de dirigeants, menaces de destruction d'usine et/ou de matériel, destruction de marchandises). Une des raisons, non seulement de la montée de telles luttes mais aussi de leur caractère insolite, c'est le manque total de souplesse dans la gestion de la main-d'œuvre dans les maisons-mères comme dans des coins reculés de France où une seule usine était devenue la principale source de travail et d'activité locale. La perspective de tout perdre, malgré les amortisseurs sociaux faisait qu'à la violence économique répondait la violence des travailleurs.

A ce sujet, on peut signaler l'absurdité d'une revendication avancée par toute la gauche et les gauchistes divers : l'interdiction des licenciements lorsque les entreprises font des bénéfices : d'une part a contrario, ces licenciements deviendraient « normaux » si l'entreprise faisait des pertes (ce qui est facile à réaliser par des manipulations financières et comptables), d'autre part la « bonne gestion » capitaliste à long terme suppose la recherche prévisionnelle des meilleurs investissements avec des provisions extraites des bénéfices et une baisse constance des coûts de production y compris par des opérations sur les effectifs ou les transferts de production.

Une autre des caractéristiques de tous ces conflits autour des licenciements réside dans les revendications : en général celles-ci se bornent à exiger, non la reprise d'activité, mais une indemnisation au-delà des indemnités légales prévues en cas de licenciement économique. Tout se passe comme s'il s'agissait de tenir en attendant que l'orage soit passé, faisant en quelque sorte foi dans les paroles des dirigeants que tout est fait pour que la crise ne soit que passagère. Mais là se révèle de grandes inégalités car les possibilités d'action et la combativité ne sont pas partout identiques. Il y a parfois une grande distance entre ce que les travailleurs de Continental à Compiègne ont obtenu (50 000 euros) et les quelque 10 000 acquis ailleurs ou même rien d'autre que le tarif légal. Cela dépend de la combativité des travailleurs concernés mais pas seulement : la dimension de l'entreprise, son intérêt commercial à résoudre le conflit rapidement, ses positions

Terrorisme ou lutte armée...

◆ Les camarades de la revue allemande *Wildcat* écrivent dans leur n° 84 (été 2009) que, depuis les années 1980, ils se sont toujours préoccupés d'analyser la lutte armée en Allemagne afin de lancer un débat qui n'a jamais eu lieu. Dans nos comptes rendus de lecture, nous avons à de nombreuses reprises mentionné leurs articles à ce sujet. Dans ce n° 84, un entretien avec des anciens membres des Cellules révolutionnaires, disparues vers la fin des années 1980 : « Nos conceptions n'étaient plus adéquates... ». Pour de plus amples informations : www.freilassung.de (en allemand)

La fin du capitalisme et la révolution

◆ Un plaidoyer de Paolo Giussani contre toute illusion keynésienne de réformer le capitalisme dans le n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat*. L'auteur voit dans la crise économique actuelle le cours du capitalisme vers sa mort annoncée, mais le coup mortel ne lui sera porté que lorsque les travailleurs cesseront de faire confiance à l'Etat ou au patronat pour régler la question sociale et prendront eux-mêmes leur sort en mains.

◆ « Le programme de la révolution communiste » LPDRC, BP 80231, 13268 Marseille Cedex 08 – http//www.Groupe-Communiste-Mondial.org

Alors, ça vient ?

◆ «Questions sans réponses », qui ouvrait notre n° 129, est reproduit intégralement dans le n° 207 (août-septembre 2009) de *A contre-courant*, qui soulevait la même interrogation, mais limitée à la France, sous le titre « Qu'est-ce que tu fous, vieille taupe ? » dans son n° 206.

Les post-modernes contre la réalité

◆ Un article du n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat* prédit un « Retour de la réalité » et la « fin du post-modernisme » en conséquence de la crise économique actuelle. Depuis les années 1960, ceux que l'on appelle les post-modernes, arguant que la réalité n'est qu'apparence, ont substitué le nom à la chose. Constituant plutôt un courant hétéroclite qu'une école de pensée, ils affirment que ce sont les concepts qui donnent leur sens aux choses. Pour eux, les interprétations linguistiques les plus alambiquées valent arguments : certains intellectuels débattent, par exemple, aujourd'hui encore, de la malfaisance du travail en avançant que le mot vient du bas latin trepalium, qui désigne un instrument de torture, sans savoir de quoi est faite la vie quotidienne des travailleurs salariés. Roland Barthes (1915-1980), Michel Foucault (1926-1984) et Félix Guattari (1930-1992), pour ne citer que les Français les plus connus, ne sont pas sans héritiers. Malgré quelques critiques acérées venues des milieux intellectuels – l'auteur de l'article rappelle par exemple la supercherie montée en 1996 par le mathématicien américain Alan Sokal (voir Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Le Livre de poche, 1999) pour démontrer l'inanité du discours post-moderne – et malgré l'optimisme de l'auteur de l'article lui-même, les post-modernes font toujours florès à l'université et dans certains milieux de gauche dans le monde entier.

Ultragauche

◆ Vient de paraître une *Histoire critique de l'ultra-gauche, trajectoire d'une balle dans le pied* (Senonevero), transcription d'expo-

Poncifs féministes

◆ Un panégyrique féministe dans deux articles du mensuel *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* n° 7 (septembre 2009) : « La parité au gouvernement, des promesses au reniement » et « Beauvoir, Marcuse... sur les valeurs dominantes sexistes ». Des positions qui reprennent les thèmes du féminisme politique français des années 1970, en lutte pour le pouvoir, que l'on ne s'attendait pas à trouver dans une revue se réclamant du « marxisme et plus particulièrement du luxemburgisme ». Que changerait au capitalisme une obligation de mettre au moins 50 % de femmes au gouvernement ainsi que le réclame le premier article (p. 7) ? Tout comme l'emploi de handicapés, les entreprises de réinsertion ou l'entrée de banlieusards dans les grandes écoles, la revendication à la parité sexuelle répond à un besoin du capital. Quant au second article, il reprend des poncifs tels que « la lutte pour l'égalité comprend nécessairement la lutte contre le sexisme » (p. 9), ou bien mâle égale esprit de compétition et violence, etc. (p.11/12). A propos de la quête d'une égalité abstraite entre inégaux (hommes et femmes, mais aussi hommes entre eux et femmes entre elles) on aimerait plutôt lire sous la plume de marxistes des réflexions reprenant ces mots de Marx en les développant : « Le droit égal est (...) toujours (...) le droit bourgeois. (...) le droit devrait être non pas égal mais inégal » (*Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand de Gotha*). Au lieu des platitudes du « socialiste marxiste August Bebel » ; ou pire encore de Simone de Beauvoir, dont *Critique sociale* n'hésite pas à écrire de son ouvrage *Le Deuxième sexe* (1949) qu'il est « Le *Capital* du féminisme » (p. 10). Il est vrai que certains non-lecteurs, ou mauvais lecteurs, de Marx n'ont toujours pas compris que dans la pentarchie marxiste-léniniste (Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao) un seul s'est déclaré clairement comme n'étant pas marxiste, Marx. A l'instar de Simone de Beauvoir, enthousiasmée tour à tour par la Russie de Staline ou la Chine de Mao, une large palette de féministes fait preuve d'une fascination pour les pouvoirs autoritaires et d'une volonté de censurer toute critique. Comme l'écrivait Annie Lebrun, en 1977, dans *Lâchez tout* : « ce ne sont pas les femmes qui me dérangent mais la bêtise » (*Vagit-prop, Lâchez tout et autre textes*, éd. Ramsay/J.-J. Pauvert, 1990, p. 127).

J.-P. V.

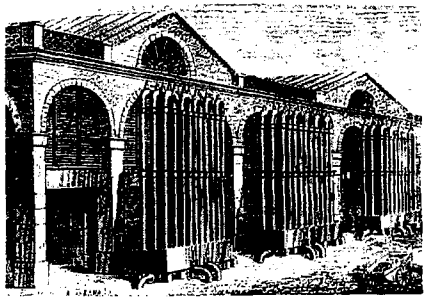


Fig. 27. — Jeux d'orgues.

financières, l'intervention éventuelle du pouvoir politique soucieux de son influence dans le secteur, éventuellement celle des bureaucraties syndicales, tout cela peut jouer également un rôle dans le fait que certains travailleurs obtiennent plus que d'autres tout en recourant à des moyens similaires.

DANS CES CONFLITS, LE ROLE DES CENTRALES SYNDICALES A ÉTÉ PLUS que traditionnel ; pour être récurrents et malgré quelques tentatives de les faire se rejoindre, ils n'ont pourtant pas dépassé leur stade local et même limité à une seule entreprise.

D'un côté, à la fois pour paraître soutenir ces mouvements et en même temps canaliser un mécontentement évident de l'ensemble de la population devant les mesures parcellaires du pouvoir, les syndicats ont organisé des manifestations nationales qui, répétées et de moins en moins suivies, ont bien rempli leur rôle de décourager toute velléité d'un mouvement plus large. Ce qu'ils ont pu faire sans trop de mal car le risque d'extension des mouvements de résistance n'existe pratiquement pas, malgré les efforts des marginalités syndicales et des groupes politiques dits « révolutionnaires ».

D'un autre côté, s'ils n'ont pu prévenir le caractère violent et illégal de ces conflits concernant les licenciements et fermetures d'entreprises, et bien que n'osant pas les condamner en public, ils ne les ont pas vraiment soutenus, ce qui a, dans certains cas, donné force à la répression patronale ou politique.

Dans ces conflits on peut voir une relation dialectique entre la base et les sommets bureaucratiques : si pendant un temps, au début de la lutte, une partie des travailleurs en révolte impose un tour plus radical, la section syndicale ou un comité de grève intersyndical reprend à son compte cette radicalité en la canalisant, réintroduisant de ce fait l'influence de l'appareil syndical. Il en est pourtant résulté souvent un clivage entre la base syndicale et la hiérarchie bureaucratique, qui se répercute dans des luttes d'influence de clans au sein des appareils, mais repose aussi sur des situations de fait. Cela rejoint ce que nous avons pu dire sur la gestion de la force de travail au niveau de l'entreprise. Les conflits que nous venons d'évoquer se règlent au cas par cas, au-delà de l'application des règles légales, ce qui explique les différences signalées dans ce que les travailleurs concernés peuvent obtenir.

Engagés depuis des années dans une gestion « responsable » de la force de travail au niveau professionnel et politique national, et ayant de ce fait contribué aux « réformes », les syndicats éprouvent de grandes difficultés à trouver des réponses à la crise et aux réactions ouvrières contre ses conséquences. Cela leur est d'autant plus difficile que les deux principales centrales, CGT et CFDT, collaborent étroitement à une évolution applaudie par le gouvernement et le patronat visant à trouver des « interlocuteurs valables », en nombre limité à la fois pour des question de coûts et de facilité, dans les différents organismes de représentation et de discussion. Il est bien évident qu'une radicalisation de la lutte de classe, même limitée à des méthodes de lutte et à la base des entreprises, ne correspond nullement à cette position.

D'un autre côté, tout ce que les syndicats peuvent offrir, ce sont des solutions

pour « sortir » de la crise qui ne seraient qu'un replâtrage du système capitaliste, différent des solutions des sphères gouvernementales et capitalistes. Ce faisant, ils renforcent la propagande officielle, à laquelle n'adhèrent que trop les travailleurs, qui affirme que la crise ne va pas durer, que dans un temps plus ou moins long on retrouvera « la croissance », et qu'il s'agit seulement de « tenir ».

Un problème qui se pose aux travailleurs du monde entier, mais dans des conditions différentes. Pour la France, eu égard à cette question, un mouvement de lutte dépend des possibilités pour une masse croissante de chômeurs de conserver assez longtemps les garanties permettant de ne pas tomber dans la misère. Cela dépend d'une part d'un financement qui va s'amenuisant avec une activité économique réduite et d'autre part de la situation économique internationale. Et là, personne ne se risque à faire des prévisions.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS

◆ Pour le détail des luttes, nous renvoyons au bulletin *Dans le monde une classe en lutte* (voir en dernière page).

◆ Le « récit d'un camarade français » sur les luttes ouvrières en France en avril et mai 2009 : « "Bosnapping" et autres événements en France », dans la revue allemande *Wildcat* n° 84 (été 2009), souligne l'écart entre l'image radicale des luttes ouvrières en France et leur caractère principalement défensif contre licenciements et fermetures d'usines. Une image propagée par les médias qui ont amplement couvert les séquestrations de cadres alors qu'elles n'ont concerné qu'un petit nombre d'entreprises (11 cas selon l'auteur) et n'ont jamais mené à des violences extrêmes.

Fig. 14. — Vue d'un railway souterrain.

◆ « Suicide à France Telecom » dans *CQFD* n° 70 (septembre 2009).

◆ « Magnat dissout 48 emplois dans l'acide tartrique » sur une fermeture d'usine et une occupation d'une vingtaine de jours dans *CQFD*, n° 70 (septembre 2009).

◆ « La CGT Goodyear interpelle Bernard Thibault », dans *Regroupement communiste* n° 28, juillet 2009 (Association des amis du Manifeste, BP 60005, 17101 Saintes Cedex).

◆ « Chez Goodyear, ça sent le pneu brûlé », dans *Alternative libertaire* n° 186 (été 2009).

◆ « Les "Continental" : victoire à la Pyrrhus ? », dans *A contre courant* n° 206 (juillet 2009).

◆ « Automobile, la rentrée la plus chaude », dans *Alternative libertaire* n° 187 (septembre 2009).

DANS LES PUBLICATIONS

Transports

◆ Les changements radicaux dans le transport des marchandises permis par la généralisation du conteneur et l'intermodalité (le fait qu'un conteneur puisse être chargé indifféremment et successivement sur un camion, un train, un bateau...) ont changé le travail tout au long de la chaîne et entraîné une renégociation des conditions de travail, comme en a témoigné la paralysie des ports de la côte ouest des Etats-Unis en 2002. Dans cette révolution logistique, le groupe de distribution Wal-Mart a joué un rôle majeur, par exemple en exigeant de tous ses fournisseurs, à partir des années 1980, l'utilisation du code-barres, indique un texte publié par le trimestriel *Offensive* dans son n° 23 (septembre 2009), traduit de *Wal-Mart, the face of twenty-first century capitalism* (The New Press), 2006). La multinationale accorde la priorité

à la logistique, utilisant la transmission électronique des données (réduisant les coûts des commandes et de la facturation), se débarrassant des intermédiaires, ayant ses propres camions et ses propres systèmes informatiques, afin de répondre rapidement aux commandes et diminuer les stocks – en outre la forme cubique des magasins Wal-Mart permet de combiner magasin et entrepôt, supprimant ainsi encore un acheminement, et permettant de proposer « des prix bas toute l'année ».

Librairie associative à Angers

◆ **Ouverture de la librairie associative « Les nuits bleues », 21 rue Maillé à Angers, qui recherche tous documents et soutien.**

Classes

◆ dans *Alternative libertaire* n° 186 (été 2009), un dossier « Le retour des classes sociales ».Nous ne savions pas qu'elles étaient parties... Parmi les articles de ce dossier : « Le prolétariat » – il « n'a jamais été aussi nombreux, aussi diversifié, et aussi peu conscient de sa propre force » –, « Le patronat » – « la bourgeoisie, soudée et conciente de ses intérêts, sait manœuvrer et se recomposer pour maintenir sa domination » – et un extrait de la plate-forme d'Alternative libertaire sur « Le futur du mouvement ouvrier » (1993).

Anarchisme et lutte de classe

◆ « La lutte c'est classe... contre classe », affirme le titre d'un article du dossier « Construire l'anarchie » que la revue trimestrielle *Offensive* n° 23 (septembre 2009) consacre à l'état de la pensée libertaire – une affirmation que ne partagent pas tous les anarchistes, comme le rappelle cet article. Parmi la dizaine de textes qui composent ce dossier, signalons « Le mythe de la révolution », qui malgré ce titre estime que « l'une des grandes forces du mouvement libertaire est d'avoir maintenu vivante l'idée même de révolution » ; « Même les bornes ont des limites », qui s'interroge sur la transgression, l'autonomie... et sur le retournement d'idées «libertaires » aujourd'hui largement promues par le capitalisme.

*le 20 septembre ; elle n'ajoute rien à la précédente, c'est pourquoi nous ne la reproduisons pas ici (nous en enverrons copie à tout lecteur qui nous en fera la demande). Nous ne mentionnerons donc plus les publications des nexialistes de Carcassonne à partir de ce numéro d'*Echanges. *L'adresse des nexialistes demeure : Underbelly Institute, c/o Vincent Dupont, 10 rue Bara, 11000 Carcassonne.*

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir, définitivement, ne plus encombrer notre boîte aux lettres de votre merde.

On vous envoie, à ce sujet, en avance, la circu générale qui doit sortir en décembre. Cassez-vous ! Vous puez trop ! On ne veut plus entendre parler de vous. Retournez pisser de la copie avec Quadruppanni (*sic*) qui fait des piges pour le torchon du stalinien Siné, et

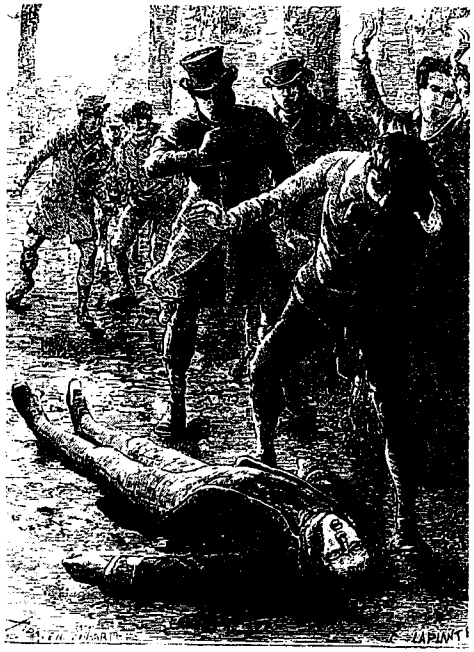


Fig. 20. Mort de Philippe Lebon

Alain Birh (*resic*). Thomas Sauvadet, le raciste antiprolétaires ghettoïsés et qui n'aime pas les fumeurs de shit, qu'il aille se faire mettre ! On l'oblige pas à tirer sur nos tarpés.

Aucun arbre de ma planète ne mérite de mourir pour voir imprimées vos pompeuses sottises.

Entartons, entartons, les pompeux cornichons !

V. D.

Traductions de « Ceux d'en bas »

D'un libraire de Paris

A la suite du compte rendu de lecture de l'ouvrage de Mariano Azuela, Ceux d'en bas *(éditions Les Fondeurs de briques, 2007), paru dans* Echanges *n° 129, l'animateur de la librairie parisienne Le Point du jour (adresse en p. 2 de ce numéro d'*Echanges*) nous a envoyé le 31 juillet un courriel qui apporte les précisions suivantes :*

A propos de la critique de la réédition de *Ceux d'en bas* de Mariano Azuela par Les Fondeurs de briques (n° 129, p. 60) :

Une nouvelle traduction, semble-t-il due à Albert Bensoussan, est parue en mars 2009 aux éditions de l'Herne (coll. « Carnets », gravures de Diego Rivera et José Clemente Orozco, 267 p., 12,50 euros).

Il faudrait donc comparer cette nouvelle édition à la traduction des Maurín.

L'ouvrage présenté par l'éditeur :

http://albertbensoussan.com/albert bensoussan.htm

Ce site semblant vide, on peut lire ici sa biographie :

http://www.bibliomonde.com/auteur/albert-bensoussan-303.html

Salut,

P. B.

LA CRISE ÉCONOMIQUE

EN ESPAGNE, PALLIATIFS IMPROVISÉS

Les jongleries gouvernementales, dans l'attente d'une improbable reprise de l'activité

LES MESURES ANNONCÉES PAR LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL S'INSCRIVENT DANS UNE STRATÉGIE QUI, d'une part, intensifie le processus d'expropriation directe et indirecte de certaines fractions de la population salariée et, d'autre part, utilise les prestations sociales comme un moyen de maîtriser la détérioration des conditions de vie résultant de l'escalade du chômage.

L'interruption du dit dialogue social au début de l'été 2009, à l'initiative du patronat, montre manifestement, au-delà de la mise en scène théâtrale du colloque à trois (syndicats, employeurs, gouvernement), les limites des mesures palliatives articulées à la situation générale de crise économique et sociale qui, en Espagne, revêt des caractéristiques plus sévères que dans certains pays de l'Union européenne. L'activité économique espagnole de ces dernières décennies repose largement sur le tourisme (la première « industrie » nationale), la construction (et le rôle que joue la spéculation immobilière dans le financement des municipalités et des partis politiques), sur les fonds de cohésion de l'Europe et sur la dette publique et privée. Tous ces facteurs (à l'exception des fonds européens pour lesquels le gouvernement espagnol a obtenu une prolongation jusqu'en 2013, mais dans une proportion moindre que les années précédentes) ont été fortement touchés par la crise, ce qui a conduit à une augmentation spectaculaire du chômage (17,9 %) (1), à l'insolvabilité croissante des familles et à la hausse en flèche du déficit (à la fin de 2009 il devrait dépasser 10 % du produit intérieur brut [PIB]).

La situation affecte directement les intérêts des patrons comme ceux des syndicats : crise d'accumulation pour les entreprises, accompagnée de difficultés à obtenir des crédits (les fonds transférés par l'Etat aux banques ne se traduisent pas en lignes de crédit aux entreprises, ce qui a d'ailleurs soulevé des protestations des employeurs « productifs ») et forte hausse de la perte de représentation et du rôle des syndicats (taux de syndicalisation autour de 17 %) alors que

(1) Selon l'Enquête sur la population active au 2e trimestre 2009, celle-ci s'élevait à 23,082 millions d'habitants, dont 18,945 millions étaient occupés. Les chômeurs étaient 4,137 millions (17,92%). En outre, des sources du ministère du Travail ont souligné que les bénéficiaires d'allocations s'élevaient à 8,553 millions de personnes et que celles affiliées à une sécurité sociale étrangères étaient 1,882 million au 31 décembre.

la force de travail est de plus en plus précarisée et laissée au « sauve-qui-peut » individuel. Ainsi, les syndicats majoritaires – la Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CCOO) et la Unión General de Trabajadores (UGT) –, appellent à une rénovation du pacte social, tandis que les employeurs tentent d'exploiter la situation pour obtenir de nouveaux développements dans le processus de réforme du travail qui dure depuis des années.

DE FAIT, LA RÉFORME DU TRAVAIL (À SAVOIR LA FLEXIBILITÉ TOTALE de la force de travail et la réduction des droits du travail) a été pratiquement accomplie pour la plupart de la population salariée nouvellement embauchée (jeunes, femmes, immigrés, etc.). L'offensive est désormais axée sur les facilités de licenciement ainsi que sur la réduction des indemnités pour les travailleurs à contrats longs qui, par ailleurs, forment la base de l'affiliation syndicale (dans l'automobile, la chimie, l'alimentaire, les composants, la santé, les services publics, l'éducation, etc.). La réforme du marché du travail que réclame également la Banque d'Espagne est quelque chose qui se fait progressivement et plus ou moins subrepticement, à travers les manœuvres habituelles du capitalisme libéral où les paroles sont contredites par les actes. Ainsi, par exemple, les syndicats disent qu'ils n'accepteront pas la mise à pied, alors qu'elle est devenue un acte quotidien pour la plupart de la population active.

Aujourd'hui, le gouvernement semble prendre ses distances avec le patronat et le ministre du Travail affirme qu'il n'y aura plus de réforme du travail, alors que nous savons très bien qu'à travers règlements, dispositions et tout l'arsenal bureaucratique, les relations de travail (contrats, etc.) se modifient au quotidien et précisément dans le sens que souhaite le patronat.

Mais tout cela fait partie de la toile de fond des relations capital/travail qui apparaissent dans les médias comme les relations et les contradictions entre le capital (patronat) et les syndicats. En ce sens, la rupture des négociations entre le patronat et les syndicats est le résultat des contradictions économiques conjoncturelles entre les deux institutions du système de représentation capitaliste, mais qui renvoie à un arrière-plan structurel lié directement aux besoins d'accumulation de capital des entreprises représentées par la Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE).

Concrètement, le point de friction le plus saillant a été la demande du patronat de réduire sa contribution à la sécurité sociale (SS) de 5 % pour chaque travailleur. Cependant, jouer sur la baisse des salaires et des indemnités de départ (le patronat a pour objectif de les réduire à vingt jours par année travaillée et à un versement de douze mensualités au maximum) ne suffit pas à améliorer les bénéfices des entreprises et, en outre, la baisse des salaires et des revenus des travailleurs au-dessous d'un certain niveau devient, en réduisant la consommation, un handicap pour un éventuel redressement économique, sachant que la demande intérieure (consommation des ménages) qui a chuté de 15 % en 2008, a une énorme influence dans l'activité économique espagnole. L'amélioration de la productivité a été faible ou, en tout cas, insuffisante pour consolider une économie productrice de biens et services. A cet

Donc, dans ces lectures, j'ai trouvé très convaincant le pamphlet de Léon de Mattis *Mort à la démocratie [éd. Altiplano, 2007]*, davantage d'ailleurs que le dernier livre de Gilles Dauvé *Au-delà de la démocratie [éd. L'Harmattan, 2009]*. En ce moment, je lis le dernier livre de Claude Bitot, *Quel autre monde possible [éd. Colibri, 2008]*, dont même s'il est discutable ponctuellement la thèse d'ensemble me paraît très pertinente et correspond même à ma façon de voir actuellement l'évolution du capitalisme suite au formidable livre de Jacques Ellul *Le Bluff technologique [éd. Hachette, 1988]* que j'ai lu pendant mes vacances.

Il démontre bien l'évolution catastrophique du capitalisme actuel depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et que s'il devait y avoir une reconversion structurelle de la société mondiale, nous devrions décider de réduire sévèrement la population mondiale mais aussi de subir une baisse de notre niveau de vie en programmant d'autres façons de produire et de vivre, adaptées aux mœurs et façons de produire de chaque pays ; ainsi, contrairement à ce que les marxistes ont longtemps cru et défendu, la reconversion des différents modes de pensée, de vivre, de produire, ne nous amènerait pas, dans un premier temps, dans une civilisation du loisir où le travail serait aboli, mais plutôt [vers] une communauté humaine mondiale où le travail deviendrait la première nécessité pour tous ; les « décroissants » n'ont pas foncièrement tort lorsqu'ils disent que le mode de vie occidental ne peut pas, pour des raisons de coût énergétiques, être généralisé à la planète entière. Je ne suis pas d'accord avec Bitot lorsqu'il glorifie le travail manuel ressemblant fortement à l'artisanat pré-industriel. D'abord, la notion de « travail manuel » est typiquement bourgeoise, liée à la division du travail et à l'hyper-spécialisation au sein de l'industrie entre les techniciens, les administratifs et les ouvriers. Ensuite, même si les travailleurs, en société communiste, devront démolir et recycler une bonne partie de l'outillage technique, il restera une partie utilisable sur place ou à transférer dans des pays démunis de tout outillage pour l'agriculture et l'extraction des matières premières.

J'ai aussi reçu le dernier livre de Roland Simon *Histoire critique de l'ultra-gauche [Senonevero, 2009]* mais je n'ai pas encore eu le temps de le lire, bien que je lise actuellement trois à quatre livres en même temps mais sur des sujets différents ; j'ai ainsi découvert d'excellents ouvrages pouvant même étayer nos analyses critiques du capitalisme :

– *Le Fascisme en action*, de Robert Paxton *[Seuil, 2004]* : excellente analyse qui n'apporte rien de neuf mais répertorie clairement en contextualisant *[chaque texte]* tout ce qui a été écrit sur le sujet ;

– *La Tyrannie sportive*, de Jean-Marie Brohm *[Beauchesne, 2006]* : à partir de Freud et Marx, c'est une critique acerbe du vide de la sociologie actuelle et du sport-spectacle. (...)

P..

Cassez-vous !

Des nexialistes de Carcassonne

En août, nous avons reçu la lettre, non datée, que nous reproduisons ci-dessous, signée par V. D., nexialiste de Carcassonne. Elle met un point final aux relations que ce même V. D. avait initiées avec notre groupe. Une autre lettre d'un style similaire nous est parvenue, toujours non datée et signée par V. D.,

« Un futur parti mondial de la révolution (...) devrait s'appuyer sur les luttes et les différentes formes d'organisation spontanées des travailleurs »

D'un camarade de la Drôme.

Depuis le printemps, mes préoccupations politiques s'appuient surtout sur les analyses de *PI* [*Perspective internationaliste*)] et du Forum de la Gauche communiste (Controverses) (...). Finalement, au fil de mes lectures, je me sens assez proche des analyses de *PI* et souhaite participer, à partir de la rentrée, au soutien consécutif à leur « appel au milieu pro-révolutionnaire » lancé début avril ; en revanche, je me méfie beaucoup de Controverses (Forum de la GC) qui me paraît jouer le rôle de cheval de Troie du CCI ; dans le n° 1, j'ai bien apprécié les textes « Les paradoxes de la situation internationale » et « Marx à l'ombre de Darwin » qui me semblent assez justes. Mais le premier article m'a refroidi ; j'y ai en effet retrouvé le ton sec et doctrinaire du CCI ; de plus, les fréquentes références à Marc Chirik *[(1907-1990), cofondateur du CCI]* visent d'après moi à trop vouloir dédouaner les Bolcheviks des dérives substitutistes, en reprenant le classique schéma du CCI selon lequel les Bolcheviks auraient davantage été le jouet des circonstances. Si un parti politique du prolétariat mondial devait surgir dans les prochaines années, je pense honnêtement qu'il n'aurait absolument rien à voir avec les partis de la IIe et de la IIIe Internationales ; à partir du milieu du XIXe siècle, la bourgeoisie occidentale tellement triomphante qu'elle servit même de modèle aux prolétaires à travers deux idées importantes :

– la nécessité de s'organiser en parti ;

– l'inévitabilité de la conquête du pouvoir.

Arthur Lehning a parfaitement démontré, dans *Marxisme et anarchisme dans la révolution russe [éd. Spartacus, 1971]*, qu'il y eut peu de différence entre la social-démocratie et les partis communistes, la première s'appuyant sur les institutions existantes (les élections législatives, les syndicats), les seconds sur les masses en révolte pour conquérir le pouvoir ; différence uniquement de stratégie car les deux courants ne faisaient aucune confiance aux forces auto-organisatrices des travailleurs. Je ne sais pas à quoi ressemblerait un futur parti mondial de la révolution ; je pense seulement qu'il devrait s'appuyer sur les luttes et les différentes formes d'organisation spontanées des travailleurs pour les généraliser, y insuffler une dynamique de rupture avec le capitalisme, non pas pour prendre le pouvoir et gérer la nouvelle société à la place des travailleurs mais pour y abolir toute forme de pouvoir.

L'appel de PI au printemps dernier répond d'après moi à cette dynamique destinée à combattre le repli sur soi, les tentatives sectaires ainsi que les différents sentiments d'impuissance et de désespoir.

Sinon, je profite du temps partiel qui me reste pour lire beaucoup ; en effet, en octobre, la Poste met de nouveau en place des organisations de travail censées être plus productives et rien ne dit que j'aurai autant de temps de loisir car il y a actuellement beaucoup de départs à la retraite non remplacés et même des licenciements secs de CDI suite à une baisse du volume du courrier d'environ 10 % depuis le début de l'année, mais aussi en prévision de la lutte acharnée lors de l'ouverture à la concurrence prévue pour le 1er janvier 2001.

égard, le patron des patrons demande une réduction des salaires de 1 % dans le but d'augmenter la productivité.

Les bénéfices des entreprises de ces dernières années ont servi à la spéculation financière et immobilière ainsi qu'à des dépenses inutiles, et dans une bien moindre mesure à l'investissement productif et à une meilleure compétitivité des entreprises espagnoles. Les différentes subventions et aides financières accordées aux entreprises n'ont pas eu non plus l'impact souhaité sur la production espagnole, du fait qu'une grande partie en est allée à la spéculation financière ou ont été détournées vers la fortune personnelle des entrepreneurs et des gestionnaires.

Transfert de ressources

Nous devons tenir compte de la structure des entreprises (plus de 90 % sont des PME) et de leur faible compétitivité excepté dans certains secteurs. Bien entendu, la litanie sur l'amélioration de la productivité et des investissements en technologie est reprise depuis des décennies, mais la réalité a été la désindustrialisation, la mainmise de la finance sur l'économie et la perte de compétitivité.

Du fait de son tissu productif et de son niveau de compétitivité, il est facile de comprendre les difficultés de l'accumulation du capital dans le cas concret de l'économie espagnole. On peut ainsi se rendre compte que les capitalistes ont fixé leurs yeux sur les fonds de la Sécu, parce que finalement, la réduction de leur contribution qu'ils proposent n'est qu'une forme de transfert au capital de ressources financières provenant du travail.

Cette proposition du patronat doit être comprise comme inhérente à l'importante opération de transfert de ressources provenant du travail et allant au capital que représente l'ajustement économique global dans les circonstances actuelles. Nous sommes dans un processus général d'érosion des ressources de la population active,

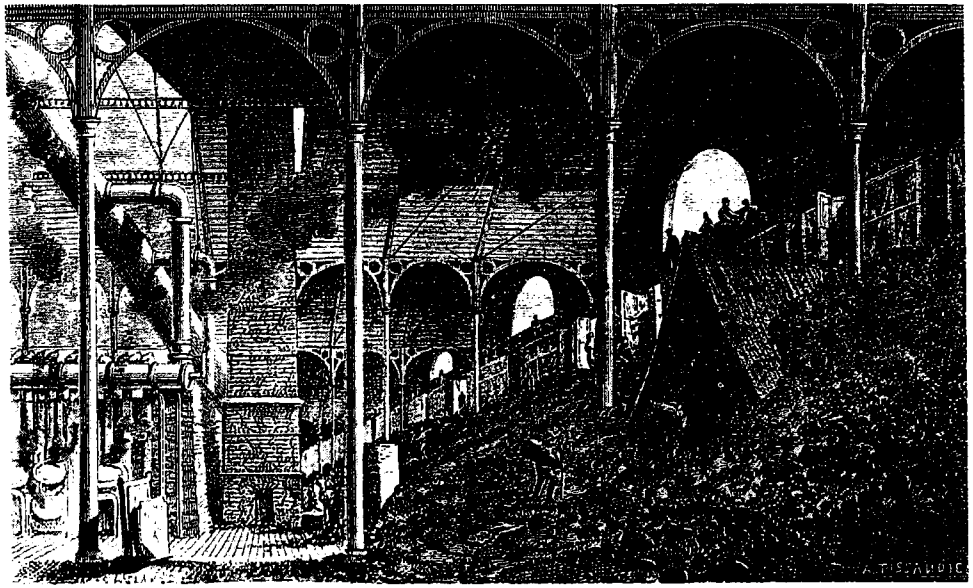


Fig. 22. — Arrivée des convois de houille à l'usine de la Villette.

favorisé par le rôle que détient la structure familiale dans la société espagnole.

Le patrimoine familial accumulé sous forme d'appartements, d'épargne, etc. par la génération précédente, qui a bénéficié des revendications salariales des années 1960 et 1970, contribue à atténuer la détérioration de la situation matérielle de la nouvelle génération du travail. C'est une pratique courante pour les parents d'aider leurs enfants pour rembourser les hypothèques de leur appartement ou de les accueillir (avec leur famille) chez eux, ou encore de prendre sur leur propre salaire ou retraite pour aider financièrement leurs enfants ou petits-enfants. Ce sont là seulement deux formes du transfert indirect des ressources du travail au capital qui contribuent à expliquer la relative passivité face à la chute réelle des salaires à l'embauche ou à la spéculation immobilière.

Le président de la Generalitat de Catalogne lui-même reconnaissait ce rôle de la famille comme palliatif à la dégradation de la population active quand il lançait, en décembre 2008, un appel pour un renforcement des liens de solidarité familiale face aux difficultés de la crise. Bien sûr, le recours familial a ses limites, tant du fait des changements sociologiques qu'impliquent la transformation de la famille traditionnelle que de leur capacité économique propre à répondre à leurs besoins croissants à moyen terme.

Nous sommes confrontés, par conséquent, à une situation dans laquelle se creuse un appauvrissement progressif mais réel et inexorable de l'ensemble des salariés à travers l'érosion de la richesse individuelle (familiale) accumulée, alors que le Capital opère une offensive contre le patrimoine collectif des travailleurs (sécurité sociale). Dans quelle mesure cette expropriation généralisée peut perdurer sans provoquer une crise sociale de dimensions importantes est une question que nous laissons aux amateurs de spéculations futuristes.

Le fait que les résistances survenues dans le monde du travail (mises à pied massives dans le secteur automobile [2] et les industries auxiliaires, par exemple) se soient limitées à la quête d'une indemnisation de licenciement la plus importante possible et à obtenir des conditions avantageuses pour la retraite anticipée, explique le calme social relatif qui entoure la restructuration en cours. Ce qui prédomine, c'est la recherche d'une solution individuelle à la situation, bien que cette possibilité soit de plus en plus problématique et, dans la plupart des cas, repose précisément sur le patrimoine familial. En outre, face à la hausse croissante du chômage, le gouvernement a lancé une série de mesures qui, avant même de montrer leur efficacité, se sont révélées très clairement insuffisantes.

Fonds publics

La hausse inexorable du chômage, surtout dans la construction, mais aussi dans le secteur de l'automobile et de ses composants, entre autres, a sonné l'alarme non

(2) Les fermetures d'usines et les procédures de licenciements ont lieu en cascade et se font sans incident, c'est-à-dire par la médiation syndicale et le paiement des indemnités. Nissan a annoncé fin août une compression du personnel jusqu'en décembre de 2 025 travailleurs dans son usine de Barcelone, après le licenciement en juillet de 700 travailleurs. Le conflit qui en découle s'est concentré sur la sélectivité des licenciements qui affectent les membres du syndicat le plus combatif (CGT), comme ce fut le cas chez SEAT. Ainsi, ce qui pourrait donner l'occasion d'aborder la question du travail dans la crise capitaliste actuelle, dans le cadre d'une extinction progressive du secteur automobile sans alternatives capitalistes pour les emplois, est détourné en une simple querelle syndicale.

pour les élèves à l'école (sans présager bien sûr des finalités de l'école dans le système capitaliste).

Malheureusement le temps me manque pour être plus disert.

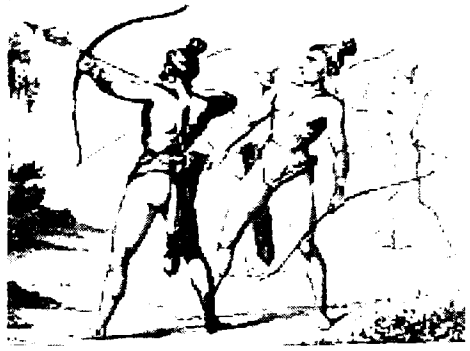
Réponse de l'auteur de l'article

Je ne crois pas du tout que les militants de Reconstruire l'école veuillent perpétuer l'école d'antan à l'identique. Le voudraient-ils d'ailleurs qu'ils ne le pourraient pas. Sont-ils réactionnaires ou conservateurs ? Je dirais les deux en prenant ces deux mots dans leur sens normal et pas dans leur sens idéologique. A mon avis, ils réagissent à une situation de plus en plus invivable en essayant de conserver une qualité d'instruction sans laquelle il n'est pas question d'émancipation.

En fait, je crois qu'on perd aisément de vue le bon sens le plus élémentaire tant les idéologies de « droite » et de « gauche » ont distordu le débat. C'est très tendance, par exemple, de refuser la transmission du professeur à l'élève. Faut-il donc réinventer le fil à couper le beurre à chaque génération ? Comme si on demandait l'avis des enfants avant de les mettre au monde ! Par ailleurs, ils sont devenus des « cœurs de cible » pour la publicité et les nouvelles technologies (que l'école s'empresse de relayer sans en faire la moindre évaluation). Ils sont gavés de gadgets électroniques, « surbookés » pour qu'ils fassent du sport alors qu'ils ne marchent plus à pied. Leurs rythmes scolaires se décident en fonction de l'industrie du tourisme et des RTT de leurs parents et le reste du temps, ils sont livrés à eux-mêmes et à leurs pairs dont la tendresse n'est plus à démontrer (il n'y a qu'à observer comment on traite un enfant ou un ado « différent » dans une cour de récréation ou à la sortie). Personnellement, je pense que nous surprotégeons nos enfants tout en les protégeant fort mal. Leur demander de décider de ce qu'ils doivent apprendre pour être intellectuellement prêts à affronter la vie réelle alors qu'ils ne sont pas des adultes en miniature mais des enfants qui n'ont pas fini de se développer me paraît être une démission des adultes. L'école est le seul endroit où certains auront accès aux connaissances indispensables pour vivre dans un monde complexe, et non, on ne peut pas faire table rase du passé car il a généré le présent.

Je ne sais pas ce que vont devenir les ados d'Entre les Murs , mais leur prof qui a les deux codes (bourgeois et populaire) doit, lui, s'en sortir assez bien entre le livre et le film ! Le faux égalitarisme n'est pas forcément où on croit. Et je pense aussi que la tendance très utilitariste de faire entrer les entreprises à l'école et de n'enseigner ce qui est « utile » sera surtout bénéfique pour les entreprises et les gouvernements autoritaires.

A. Sc.



rans et les traîtres, qui analyse le mouvement prolétarien tchèque dans la période de vague révolutionnaire de 1917-1921. Le but de ce matériel n'est pas d'écrire un truc du genre « histoire du prolétariat ». Nous sommes des militants de classe, des communistes, et le but de tout notre effort, c'est la révolution sociale ; c'est ainsi que la mise au jour de l'expérience de la lutte de nos frères et sœurs de classe (expérience depuis longtemps étouffée et déformée par les dépositaires de l'idéologie bourgeoise, stalinienne, libérale, etc.) serait en soi quelque chose d'intéressant et de méritant, néanmoins en tant que communistes nous nous efforçons de briser la séparation idéologique entre théorie et pratique, entre une simple énumération et une description des luttes de classe passées et le fait de tirer des leçons pratiques pour les luttes à venir. Notre but était, en d'autres termes, de nous approprier tous les points et niveaux qui représentent d'une part une rupture des militants de classe d'alors avec le capitalisme, et d'autre part une affirmation et le développement de notre programme historique de classe.

Vous pouvez trouver une introduction à ce texte traduite en français sur notre blog : http://tridnivalka.comyr.com/a-bas-tous-les-tyrans-et-les-traitres-contribution-a-la-critique-communiste-du-mouvement-proletarien-dans-les-territoires-tcheques-de-la-monarchie-austro-hongroise-1914-1918. Si vous connaissez quelqu'un qui aimerait traduire ce texte en français, s'il vous plaît faites-le-nous savoir. Nous en serions très reconnaissants, comme nous croyons que c'est là une des tâches de l'internationalisme de développer la communauté de lutte prolétarienne en dépit des difficultés linguistiques et à travers toutes les frontières mises en place par le capital.

Camarades, c'est tout pour le moment, mais nous souhaitons chaleureusement développer plus de contacts avec vous. Nous attendons votre réponse avec impatience, ainsi que vos critiques ou toute autre chose de votre part.

Pour la révolution sociale.

« Tridni valka »
(Groupe Guerre de Classe)

« Un mouvement de résistance, mais allant dans un sens plutôt réactionnaire qu'émancipateur »

D'un camarade des Deux-Sèvres

Concernant les résistances des enseignants à la libéralisation de l'école (voir *Echanges* n° 128), je vous confirme le peu de poids de ces mouvements de résistance, même si certaines régions sont plus touchées que d'autres, pour ce qui est des enseignants « désobéisseurs ». Quant au mouvement « pédagogique » que vous mentionnez, c'est certainement un mouvement de résistance mais allant dans un sens plutôt réactionnaire (protection de l'école d'antan, transmission des savoirs du prof aux élèves sous couvert d'égalitarisme républicain) qu'émancipateur.

Ce n'est malheureusement que le reflet de l'état déplorable des courants pédagogiques qui avaient pu, à une époque, laisser espérer l'aménagement d'espaces de liberté

seulement parce que le chômage et la stabilité sociale vont de pair, mais aussi parce que le chômage touche plus les travailleurs immigrés dont une grande proportion (tout comme les locaux) sont en passe d'épuiser au cours de la seconde moitié de 2009 leurs allocations chômage.

Compte tenu de l'escalade du chômage du début de l'année, le gouvernement a alloué 8 milliards d'euros pour que les communes (plan E) embauchent en lançant des travaux municipaux. Toutefois, à la mi-août, du fait des contrats arrivant à expiration et de la remontée du chômage, il a annoncé pour l'année prochaine un budget de 5 milliards supplémentaires. A la même date, le gouvernement a rendu public l'octroi d'une prime mensuelle, pour les chômeurs qui arrivaient en fin de droit le 1er août, de 420 euros pour six mois, prime renouvelable tant que le chômage serait supérieur à 17 %. Mais les critiques contre cette mesure s'étant exacerbées, le gouvernement a dû reconsidérer sa décision. En outre, fin août, le ministère de l'Industrie annonçait un plan exceptionnel d'investissements publics dans les infrastructures de 15 milliards d'euros. Par ailleurs, il existe toute une série de prestations et d'aides sociales pour les chômeurs de longue durée dont les montants varient selon les différentes régions autonomes, de 420 euros en Murcie (en quatorze versements) à 624 euros mensuels au Pays basque (voir *El País* du 21 août).

En bref, le gouvernement improvise des décisions dans le mouvement afin de maintenir la paix sociale et de recentrer la récupération de l'accumulation de capital, autrement dit maintenir l'équilibre entre l'appauvrissement social et le développement capitaliste qui se révèle de plus en plus instable. Les mesures keynésiennes comme les hausses d'impôts (3) récemment annoncées ont des effets limités et ne parviennent pas à relancer suffisamment la demande intérieure pour soutenir l'économie tout entière.

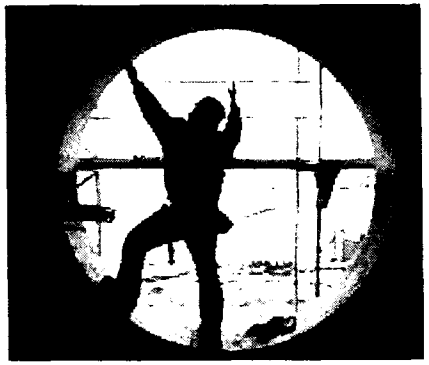
BIEN SUR, DANS CE CLIMAT DE CRISE GÉNÉRALE, « L'IMAGINATION DU POUVOIR » n'arrête pas de pondre des idées de stratégie d'endiguement qui se révèlent imparables. Ainsi, le président Rodríguez Zapatero, expert des toasts grillés au soleil, se propose de verser aux femmes s'occupant de personnes à charge (personnes âgées, malades chroniques, etc.) une prime de 400 euros. Il est facile de comprendre les économies budgétaires que représenterait pour l'Etat une telle mesure, si l'on compare avec le coût des soins dispensés dans un centre spécialisé ou dans un établissement de gériatrie sans compter les votes des familles « reconnaissantes » que cela apporterait au PSOE (aujourd'hui, nombre de femmes prennent soin des membres malades de la famille sans être rémunérées).

Par ailleurs, aucun signe apparent de mobilisation sociale, ni de la part des travailleurs (bien que le nombre de grèves soit en augmentation depuis 2005 alors que le

---

(3) Les mesures annoncées dans ce sens envisagent l'augmentation des impôts sur les revenus du capital tout en conservant le taux d'imposition sur les revenus du travail. Apparemment, il s'agit d'une mesure «progressiste», cependant cela correspond à une taxe qui vient grever l'épargne de nombreuses années de travail ou les indemnités de départ qui, dans le budget des personnes comme des familles, représentent un complément de revenu, qu'il s'agisse des salaires, des prestations ou des allocations de chômage. Si on ajoute à cela des taux d'intérêt en baisse, nous nous retrouvons face à un nouveau stratagème d'érosion / expropriation des réserves financières accumulées par une large fraction de la classe ouvrière.

Les transformations de la classe ouvrière espagnole



◆ La Confédération nationale du travail espagnole recommande la lecture d'un ouvrage de Daniel Lacalle, *La clase obrera en España. Continuidades, transformaciones, cambios* (éd. El Viejo Topo-Fundación de Investigaciones Marxistas, 2006) dans le n° 359 (août-septembre 2009) de son organe *CNT*. Un livre sur les changements qui affectent la classe ouvrière espagnole depuis plusieurs décennies (précarité, immigration, travail des femmes, etc.) et qui donne la parole à des collectifs de travailleurs favorables aux assemblées, critiques du rôle des syndicats majoritaires, selon l'auteur de cet article.

Discussions entre syndicats espagnols, patronat et gouvernement

◆ Les syndicats UGT (Union générale des travailleurs) et CCOO (Commissions ouvrières), la CEOE (Confédération espagnole des organisations d'etrepreneurs) et le gouvernement se rencontrent régulièrement depuis un an afin d'élaborer un nouveau pacte social. L'occasion pour la Confédération nationale du travail espagnole de fustiger le syndicalisme aux ordres de l'Etat et les exigences du patronat pour une plus grande exploitation de la force de travail dans l'éditorial, complété par un article en p. 5 du n° 359 (août-septembre 2009) de son organe *CNT* : « Que des syndicats se réunissent depuis un an avec des représentants du patronat sans aucune explication et sans que les travailleurs sachent ce qui se négocie, n'importe quel membre de ces syndicats devrait le rejeter immédiatement s'il avait un millimètre de conscience syndicale. » (p. 5)

Dans les prisons d'Espagne

◆ La Confédération nationale du travail espagnole soutient l'anarchiste Amadeu Casellas Ramón dans son combat pour sortir de prison où il a déjà passé plus de vingt-cinq ans pour des braquages de banques dans les années 1970 (voir *Echanges* n° 127, p. 42). Chaque numéro de son organe *CNT* publie un article à propos d'Amadeu, et parfois, une lettre de lui, depuis plusieurs mois.

Dans *CNT* n° 359 (août-septembre 2009), un article sur des manifestations à Madrid et Barcelone en faveur de sa libération et un courrier de lui dénonçant le monopole des ventes de cartes téléphoniques par l'opérateur Telefónica dans toutes les prisons de Catalogne.

Pour lui écrire : Amadeu Casellas Ramón, Centre Penitenciari Quatre Camins, Apdo n° 335, 08430 La Roca del Vallès – Granollers, Espagne.

« Nous nous efforçons de briser la séparation idéologique entre théorie et pratique... », p. 63 ◆ Enseignants : « Un mouvement de résistance, mais allant dans un sens plutôt réactionnaire... », p. 64 ◆ « Un futur parti mondial de la révolution... », p. 66 ◆ « Cassez-vous ! », p. 67, ◆ Traductions de « Ceux d'en bas », p. 68

Nous nous efforçons de briser la séparation idéologique entre théorie et pratique...

D'un groupe de république tchèque

Nous vous envoyons des salutations sans réserve de la part de notre groupe Tridni valka (1) (Guerre de Classe en français ou Class War en anglais, mais nous n'avons rien de commun avec le groupe britannique du même nom). Nous sommes plutôt un tout petit groupe, qui s'est formé récemment, un groupe de militants communistes (anti-léninistes). Vous pouvez visiter notre blog sur http://tridnivalka.tk, la plupart de nos matériaux sont publiés en tchèque, cependant beaucoup sont en anglais, et nous avons aussi essayé de faire un effort pour avoir des traductions en français, même si ce n'est pas une langue que nous pouvons vraiment parler.

Nous vous présentons ici notre texte sur les luttes prolétariennes en Grèce, *Mémoires du Futur. Considérations programmatiques sur les « images du futur » qui émergèrent durant le soulèvement de décembre en Grèce, et autres perspectives du mouvement prolétarien* », sur http://tridnivalka.comyr.com/souvenirs-du-futur (en français).

Nous croyons que dans une telle situation, comme l'actuel retour de notre soulèvement de classe dans l'Union européenne, considérée comme l'un des pôles les plus importantes d'accumulation du capital, il est nécessaire de fortifier et de développer notre communauté de lutte internationale, communauté de militants de classe, de révolutionnaires prolétariens. C'est ainsi que nous considérons ce texte, comme étant un outil permettant d'élargir la possibilité d'une discussion internationaliste au sujet des forces et des faiblesses du mouvement, au sujet de ses perspectives à venir et au sujet de la direction et de la façon d'agir des militants révolutionnaires, tant en Grèce qu'internationalement. Et c'est aussi la raison pour laquelle nous vous écrivons.

Récemment nous avons aussi publié (en tchèque et en anglais) la première partie d'une brochure intitulée *A bas tous les ty -*

(1) Le même groupe nous a adressé le 4 octobre un nouveau courriel, s'étonnant de n'avoir pas trouvé son texte dans notre dernier numéro (c'était sans mauvaise intention), et précisant :

« Nous avons publié cet été le premier numéro de notre revue en tchèque: *Tridni valka - komunistické revue*, reprenant notre texte sur la Grèce, nos points programmatiques (tous deux disponibles en français sur notre blog), toute une série de textes émanant du mouvement de décembre et un petit texte plus global sur les *Luttes Récentes de Notre Classe* que nous avons traduit en français. »

mineurs de la région de La Oroya, les planteurs de coca de Tingo Maria ou encore les paysans d'Andahuaylas a conduit au retocage de la loi qui ouvrait l'Amazonie aux compagnies pétrolières. Le point culminant de la mobilisation ayant été le blocage routier de la région de Bagua ; des manifestations violemment réprimées auraient conduit à la mort d'une douzaine de manifestants et de vingt-quatre policiers.

Chili

◆ *Peste noire,* numéro unique « Autour de la mort d'un compagnon au Chili, mais pas seulement », sur les actions de résistance au Chili, mai 2009, http://cette-semaine.free.fr/spip/

◆ « Un mouvement libertaire en plein essor », dans *Alternative libertaire* n° 187 (septembre 2009).

Honduras

◆ « Un sentiment de déjà-vu », dans *Alternative libertaire* n° 187 (septembre 2009) : le coup d'Etat perpétré au Honduras le 28 juin contre le président Manuel Zelaya, coupable d'avoir remis en cause les prérogatives des compagnies pétrolières pour se rapprocher du Venezuela de Chávez et d'avoir teinté son libéralisme de préoccupatins sociales (une vague de grève avait accueilli son élection en 2005). Selon *AL*, des entreprises des Etats-Unis et certaines fractions de la CIA auraient agi en free-lance...

Campagne antinucléaire

◆ Le réseau Sortir du nucléaire s'associe à la campagne internationale « Don't nuke the climate ! » (« Ni nucléaire, ni effet de serre ») à l'occasion du sommet de Copenhague sur le climat qui doit réunir des représentants de deux cents pays en décembre 2009. Nous avons décliné la proposition de ce réseau d'insérer dans *Echanges* leur dépliant de quatre pages sur cette campagne, tout en acceptant de nous en faire l'écho en diffusant en substance leur communiqué : « Cette campagne réunit 258 partenaires unis partout dans le monde, dispose d'un site Internet en cours de traduction dans dix langues (japonais, arabe, russe, espagnol, italien, allemand, anglais, portugais, espéranto...), et consiste en signatures de cartes-pétitions qui seront remises à Copenhague, envoi de visages pour une grande manifestation virtuelle, actions médiatiques locales et internationales. L'objectif est de permettre la plus large expression citoyenne possible pour dire non au nucléaire comme solution au réchauffement climatique et oui aux alternatives. » http://www.dont-nuke-the-climate.org/ [site en construction]

Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04. Tél. : 04 78 28 29 22

http://www.sortirdunucleaire.fr

Technologies

◆ « Les nanotechnologies, comment décider par temps de brouillard » dans *La Gazette des sociétés et des techniques,* n° 52, mai 2009 (copie à Echanges).

◆ Relevé dans le n° 32 du *Bulletin du Centre d'histoire sociale du XXe siècle* le compte rendu d'un séminaire sur « les usages militants de la technique ».

nombre de travailleurs est en baisse, et que le nombre d'heures perdues, signe de comportements erratiques, atteigne des sommets depuis 2004) ni de celle des chômeurs. Ce paradoxe s'explique en dépit de l'insolvabilité croissante des ménages qui ne peuvent rembourser leurs emprunts pour l'achat de logement, principale cause de l'endettement privé, parce que la dégradation des conditions matérielles de vie n'a pas atteint un niveau inquiétant pour la majeure partie de la classe ouvrière.

L'appauvrissement de la population salariée est perceptible grâce aux indicateurs macro-économiques (chute de la consommation) et à l'augmentation des emplois temporaires et mal payés (mileuristas : mot utilisé en Espagne pour ceux qui n'ont pas plus de mille euros par mois pour vivre) mais sa manifestation dans la vie quotidienne s'exprime à des niveaux différents d'intensité selon les conditions de chacun (la capacité de réduire sa consommation de loisirs, voyages... le soutien familial, le niveau de sa dette) ce qui fait que le processus est rampant et qu'il n'est pas encore dramatique excepté dans les cas des plus démunis sans soutien ni social, ni familial (les immigrés) (4).

Expédients de contrôle

Il existe un ensemble de dispositifs de contrôle social (5) qui limitent les effets dévastateurs du chômage et de la réduction des revenus des travailleurs des deux sexes (les femmes gagnent toujours moins que les hommes à travail égal). En plus des indemnités chômage (limitées dans le temps), il existe des indemnités (indéfinies) pour les chômeurs de longue durée de plus de 52 ans, des programmes de réinsertion sociale avec des cours subventionnés et une période de pratique rémunérée (programmes qui sont, de fait, une opportunité d'emploi pour des professeurs et des formateurs), des indemnités pour les familles monoparentales et ceci sans compter une infinité d'emplois financés par des fonds publics provenant des fonds structurels européens qui sont à la base de ce qu'on peut appeler, globalement, la paix sociale subventionnée.

Tous ces dispositifs agissent pour contrer les effets de la crise et de l'actuelle restructuration économique de façon à ce qu'ils atténuent le rythme de dégradation des conditions de vie des gens qui sont en attente de la reprise économique alors que personne ne sait ni quand, ni comment cette reprise se produira. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que les outils keynésiens, quoique limités, peuvent être utiles occasionnellement pour contenir les tensions sociales mais ne sont pas suffisants pour stimuler la reprise économique. Il en résulte une augmentation des dépenses en infrastructures que l'on tente par la pression fiscale bien qu'elle implique, une fois de plus, le danger de réduire la capacité de consommation pour la classe médiane de la population salariée.

Par ailleurs, l'alternative proposée avec insistance par les libéraux et la Banque cen-

(4) Nous sommes encore loin des chiffres du chômage des années 1980, période de restructuration et d'intégration à l'Europe, qui porta le chômage à 25 %. Cette restructuration contribua à la soumission des travailleurs et à leur conversion à un syndicalisme de concertation après celui de revendication et, enfin, à décimer la jeune génération prolétarisée par un usage politique du trafic et de la consommation de drogue.

(5) Selon les données officielles, les dépenses de protection sociale sont passées de 71 876 millions d'euros en 1991 à 205 236 M€ en 2006 alors que les rentrées ont été de 70 340 M€ et 220 546,5 M€ respectivement. Le PIB a été multiplié par trois durant cette période, grandement aidé par le flux des fonds européens (un peu plus de 1% de la croissance annuelle du PIB). Ainsi les dépenses de protection sociale augmentent avec la crise alors que le PIB baisse.

trale européenne consistant à renforcer la réforme du travail dans le sens du contrôle des salaires et de la baisse de la force de travail, afin d'éviter la spirale « salaire/prix », ce qui a été dans le passé la cause d'épisodes prolongés de chômage massif, sonne un peu trop comme une vieille recette. Dans la réalité, il s'agit plutôt d'éliminer le salaire minimum, de faire pression à la baisse sur le prix de la force de travail et de rendre entièrement flexible les contrats de travail. On augmenterait ainsi le nombre de contrats ; le travail disponible serait alors réparti en différents contrats tout au long de l'année dans chaque entreprise selon l'activité saisonnière (augmentation du caractère temporel), mais il s'agirait d'une forme de dissimulation du chômage, comme l'a démontré la pratique des dernières décennies.

La stratégie des syndicats consistant à accepter le contrôle salarial et la réforme du travail lors des deux dernières décennies sous le prétexte de la création d'emploi dénotait une étrange façon de pratiquer la solidarité de classe. Le résultat a, en effet, été une augmentation du nombre des contrats mais pour les intérimaires et avec un salaire de misère : le mileurismo – le fait de gagner mille euros est maintenant réservé à une partie privilégiée de la classe active des travailleurs. Par exemple, dans le commerce de détail à Barcelone, le salaire mensuel brut minimum ne dépasse pas 900 euros.

Enfin, à la lumière de la propagande médiatique (voir la prolifération d'analyses et de recettes délivrées par « les experts ») et des mesures pratiques adoptées par le gouvernement, l'impression est que nous sommes au milieu d'une totale confusion, qu'ils avancent en tâtonnant avec une canne d'aveugle en improvisant des solutions au hasard. De fait, les formules de l'économie politique, dans leurs versions néolibérale autant que keynésienne, montrent une efficacité limitée quant à rétablir une part d'accumulation de capital suffisante pour relancer l'économie sans une déstabilisation sociale aux conséquences imprévisibles.

C. V., août 2009

(traduit de l'espagnol)

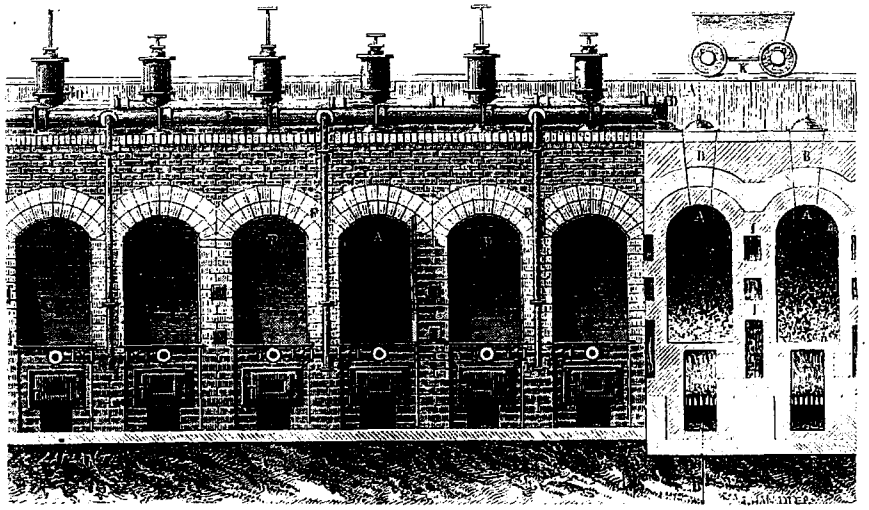


Fig. 55. — Nouveaux fourneaux à coke.

ciaux usent de multiples contraintes pour que les assurés se remettent au travail, souvent travaux obligatoires ou payés une misère, et tendent à prendre en charge le moins de monde possible. Ainsi, les mises en invalidité, qui autrefois cachaient le nombre des chômeurs, sont aujourd'hui remises en cause et la pression s'accroît sur les médecins pour qu'ils accordent le moins possible d'arrêts maladie. Près de 7 % de la population anglaise, nord-irlandaise et galloise est fichée par son ADN, les Blancs quatre fois moins que les gens de couleur. Tout cet arsenal répressif a pour but, selon l'auteur, d'empêcher quiconque de vivre en dehors du salariat comme le montrent les attaques contre l'économie informelle, quasi légale ou clairement illégale, qui se multiplient.

Guadeloupe

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 187 (septembre 2009), un entretien avec Raymond Gauthérot, ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG).

◆ « Guadloup : après la grève, le combat continue ! », dans *Courant alternatif* n° 192 (été 2009).

Nouvelle-Calédonie

◆ « Montée de fièvre à Nouméa » sur les luttes et les problèmes politiques de la Nouvelle-Calédonie dans *CQFD* n° 70 (septembre 2009).

◆ « La question kanak, toujours », dans *Courant alternatif* n° 192 (été 2009).

Grèce

◆ « The rebellious passage of a proletarian minority through a brief period of time. The december rebellion and the post-rebellion developments as aspects of the crisis of capitalist relations in Greece. » Texte en anglais par le groupe grec TPTG sur les événements de décembre et leur suite (copie à Echanges sur papier ou par courriel).

Voir aussi « Correspondance », p. 63.

Israël/Palestine : Anarchistes contre le mur

◆ Un long entretien avec un membre des Anarchistes contre le mur (Anarchists against the wall, AATW), un groupe non violent actif depuis environ cinq années, constitué principalement d'Israéliens juifs et arabes, dans le n° 359 (août-septembre 2009) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. – Signalons, à propos de ce groupe, cette remarque de Pierre Sommermeyer dans le numéro de *A contretemps* consacré aux « Juifs et anarchistes » (voir p. 74) : « On peut constater qu'il n'existe plus aujourd'hui de groupes se réclamant à la fois de ces deux dimensions. En Israël, par exemple, lesdits "Anarchiste contre le mur" ne le sont que par défaut. Désignés ainsi par les médias dans le but évident de les discréditer, ces militants radicalement engagés contre ce mur ont accepté ce qualificatif sans vraiment savoir, semble-t-il, ce qu'il recouvrait. »

◆ « Soutenir ou pas le Hamas ? » bulletin n° 3 de l'Association des Amis du Manifeste (BP 60005, 17100 Saintes Cedex) juillet 2009

Pérou

◆ Le gouvernement péruvien a modifié le tracé des zones indiennes protégées depuis les années 1970, suite à la découverte de ressources pétrolières et gazières. Selon *Alternative libertaire* n° 187 (septembre 2009), une résistance populaire agrégeant, autour de l'Association interethnique pour le développement de la forêt amazonienne (Aidesep), les

Syndicats

◆ Le texte définissant une « position commune » sur « la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme », signé le 9 avril 2008 par le Medef et la CGPME côté patronal, la CGT et la CFDT côté salariés, continue de faire couler de l'encre. *A Contre courant* n° 207 (août-septembre 2009), qui rappelle « le rôle que la plupart des directions syndicales ont joué dans les luttes de ces dernières années : jamais en pointe, toujours en train de freiner », et « la profondeur de l'enracinement des bureaucraties dans les institutions qui les nourrissent », construit un dossier « Dérives du syndicalisme, ou syndicalisme à la dérive ? », en reproduisant des extraits de notre article du n° 129 sur « La loi sur la représentativité et l'indépendance des syndicats », et des extraits d'un texte de la revue *L'Emancipation syndicale et pédagogique* (8, impasse Crozatier, 75012 Paris), qui insiste sur le « principe de faveur », selon lequel une convention collective de branche ne peut être moins favorable aux travailleurs que la loi, et un accord d'entreprise ne peut être moins favorable qu'une convention collective ». La loi du 20 août 2008 cherche à briser ce principe en privilégiant les accords d'entreprise, voire les avenants au contrat de travail individuel.

Un troisième texte repris de la revue *Syndicaliste!*, la revue du « Courant syndicaliste révolutionnaire » qui milite à l'intérieur de la CGT pour une réorganisation de la fédération sur la base du syndicalisme d'industrie (www.syndicaliste.fr), donne des indications sur plusieurs grèves récentes chez les sous-traitants de l'automobile, comme à Visteon (tableaux de bord pour l'automobile) et à Sonas (pièces détachées pour les tableaux de bord), où les travailleurs ont bloqué la production de PSA Sochaux et Mulhouse, de Renault Douai et d'usines de Mercedes. Bien sûr ce courant se félicite d'une grève chez SBFM où la CGT « a su faire vivre le contrôle ouvrier dans la perspective du maintien de l'outil de production » ... On est loin du refus du travail et des interrogations sur la pertinence de la production d'automobiles...

◆ « Printemps 2009, l'inefficacité des directions "syndicales" » dans *Critique Sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* n° 7 (septembre 2009).

Fig. 56. — Bonbons à l'acétate d'amyle.

LA CRISE ÉCONOMIQUE

AUX ÉTATS-UNIS : CONSÉQUENCES SOCIALES, RESTRUCTURATIONS ET MESURES D'ADAPTATION

(1re partie)

La crise économique touche surtout les plus démunis. Et les Etats qui voient leurs ressources diminuer coupent d'abord leurs budgets sociaux. Cependant des résistances apparaissent

AVANT TOUT DÉVELOPPEMENT, IL PARAIT IMPORTANT DE RAPPELER QUE les Etats-Unis restent de loin la première puissance capitaliste mondiale du point de vue économique et militaire. Troisième Etat du monde par sa superficie, presque équivalente à celle de la Chine, peuplé de 304 millions d'habitants, les Etats-Unis peuvent satisfaire leurs besoins énergétiques à 72 % ; pour nombre de ressources naturelles, minières et agricoles, ils sont dans les trois premiers mondiaux. Malgré les délocalisations, malgré une baisse de 12,5 % en 2008 et de 0,5 % dans les derniers mois, la production industrielle reste une des premières du monde (celle d'acier est la deuxième du monde). Les investissements en recherche et développement, notamment dans les nouvelles technologies, sont aussi les plus importants du monde : soulignons seulement que les crédits de recherche des seules universités de Californie sont supérieurs au budget du CNRS en France. On insiste souvent, pour évoquer la faiblesse de l'économie américaine, sur l'importance du déficit public et de la dette des particuliers et des entreprises (c'est effectivement un des caractères de la crise actuelle) et, surtout, sur l'importance du déficit de la balance commerciale (on affirme souvent à tort que la Chine, qui interviendrait pour 40 % dans ce déficit, détiendrait une des clés de la situation des Etats-Unis) (1). En fait, ce déficit vient sou-

> Les conséquences de la crise évoluant très rapidement, les chiffres, surtout les pourcentages, que nous citons, outre qu'ils peuvent parfois diverger selon les sources, peuvent avoir varié depuis la rédaction de ce texte ; ils ne sont donc représentatifs que de tendances.

(1) Quelques chiffres pour relativiser l'essor économique de la Chine, dont on dénonce par exemple l'expansion en Afrique : en 2008, le montant des échanges de l'Afrique s'élevait à 425 milliards de dollars avec l'Union européenne, 224 milliards avec les Etats-Unis, 267 milliards avec le Japon, 186 milliards avec la Corée du Sud et...74 milliards de dollars avec la Chine, soit à peine 6 % du total – la Chine est par ailleurs surpassée par l'Inde et la Malaisie pour les seuls investissements. Autre exemple, le déploiement nucléaire : le nombre d'armes nucléaires recensé est de 10 500 aux Etats-Unis, de 14 000 en Russie, de 320 en France et de 180 à 240 en Chine (autant qu'en Israël) ..Même

vent de productions financées par des capitaux américains (qui récupèrent ainsi une bonne partie de la plus-value) dont les marchandises importées à bas prix pèsent sur le niveau des salaires aux Etats-Unis même. L'origine de la crise aux Etats-Unis doit être recherchée dans l'économie mondiale et non dans des causes intrinsèques à ce pays, même si elles existent aussi.

Quant à la puissance militaire de cet Etat, malgré des échecs successifs et l'enlisement dans d'insolubles conflits, elle s'appuie toujours sur un nombre imposant de bases réparties dans le monde entier, et dont l'effet dissuasif est certain. L'assurance de la domination des Etats-Unis peut être encore illustrée par le fait que leurs droits de douanes sont parmi les plus faibles du monde (3,5 %), faisant d'eux un des champions du libéralisme, conforté par de faibles coûts de production garantis par des subventions (comme pour les produits agricoles).

A l'origine du désastre des « subprimes », la lente distorsion des revenus et le déclin du pouvoir d'achat des travailleurs

« Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent sa monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleurissent autour d'elles priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans toit sur la terre que leurs parents ont conquise »

(Thomas Jefferson, 3e président des Etats-Unis, 1802)

« Il est préférable que la plupart des citoyens de notre nation ne comprennent pas le fonctionnement de notre système bancaire et monétaire parce que, si c'était le cas, je pense qu'ils commenceraient une révolution dès demain matin. »

(attribué à Henry Ford [2])

Au moins dans la dernière décennie, le revenu des familles américaines a régulièrement décliné. Des estimations situeraient ce déclin moyen du revenu réel, entre 2000 et 2008, à 1 000 dollars par foyer. Bien sûr cette moyenne touche inégalement les différentes catégories sociales. Considérons l'exemple de l'industrie automobile : depuis plus de dix ans, afin d'endiguer la concurrence internationale, en particulier celle des entreprises japonaises implantées dans le sud des Etats-Unis, les « trois grands » (General Motors, Ford, Chrysler) ont réduit progressivement salaires et avantages (retraite et maladie) : entre 1989 et 2004, elles ont accru leur productivité de 28,6 % alors que les salaires n'augmentaient que de 4,1 %.

Le déclin des revenus, pour l'ensemble des Etats-Unis, peut être mesuré par d'autres chiffres : de 1982 à 2005, le revenu moyen a augmenté de 147 % ; si les prix à la consommation n'ont augmenté alors que de 106 %, les dépenses de santé augmentaient de 251 % et celles d'éducation de 439 % : il en ressort globalement un appauvrissement. D'autres

---

(suite de la page 17)
avec la réduction des arsenaux nucléaires (entre 1 700 et 2 200 pour la Russie et les Etats-Unis en 2012), la Chine resterait bien loin derrière les Etats-Unis (*Le Monde* du 24 avril 2009).

(2) Cette phrase souvent citée figure, selon le site internet en.wikiquote.org, dans un article de Russel Maguire, « In the Mercury's Opinion: How Internationalists Gain Power» dans *American Mercury* d'octobre 1957, p. 79. La citation est précédée de la phrase « M. Henry Ford Sr dit en substance », ce qui indique que la citation peut être une simple paraphrase.

DANS LES PUBLICATIONS / LUTTES

Grève post-fordiste chez Ford Visteon au Royaume-Uni

◆ L'abus du terme post-fordisme peut être agaçant, parce que le fordisme, cette organisation de la production assujettissant l'homme à la machine et tendant à contrôler non seulement son temps passé à l'usine mais aussi en dehors, est loin d'avoir disparu et s'est au contraire étendu grâce à l'informatique. L'auteur britannique de l'article « Une grève post-fordiste. Compte rendu du conflit chez Ford-Visteon en Grande-Bretagne » dans le n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat* s'en sert, malicieusement, dans le seul sens qui devrait lui être accordé puisque Visteon s'appelait anciennement Ford. En juin 2000, Ford avait externalisé la production de certains accessoires automobiles en créant une nouvelle entreprise, Visteon ; lors de ce processus les ouvriers de la nouvelle entité avaient obtenu de conserver leurs anciens privilèges. Ils croyaient ainsi avoir préservé leur avenir, fermant les yeux sur les conditions d'emploi moins favorables offertes aux nouveaux embauchés. Mais le 31 mars 2009, Ford-Visteon annonçait la fermeture de trois usines au Royaume-Uni : à Belfast (Irlande), Basildon (Essex en Angleterre) et Enfield (nord de Londres), entraînant 610 licenciements. Après une lutte lancée le 1er avril à partir du site de Belfast, pousuivie selon les circonstances locales de diverses manières par les autres sites, en dépit des entraves mises par le syndicat Unite, le conflit s'est achevé le 18 mai sur une victoire en demi-teinte : les travailleurs ont obtenu de meilleures indemnités de départ que prévu, mais ne sont jamais parvenus à rompre le cercle capital-gouvernement-syndicat qui préside aujourd'hui partout dans le monde à la reconfiguration industrielle.

L'arsenal législatif du Royaume-Uni contre ses pauvres

◆ Un article, « Grande-Bretagne : Contrôle de l'Etat et reproduction prolétarienne », dans le n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat*, retrace la montée de la législation britannique contre les pauvres depuis l'arrivée des travaillistes au gouvernement, poursuivant la politique menée par Thatcher avant eux. Sous le gouvernement de Tony Blair, plus de 3 000 nouveaux délits ont été inscrits au code pénal : travail au noir, école buissonnière, etc. En 1998, une Ordonnance sur le comportement antisocial (Anti-social behavior order, ASBO) fut introduite pour réprimer les petits délits de voisinage : musique trop forte, rassemblements bruyants dans la rue ou tout autre lieu public, etc. Les fauteurs de trouble risquent une condamnation à un travail d'intérêt général, avec port d'une veste floquée de « Community payback » (je rembourse la commune) qui les stigmatise. Il va sans dire que le pourcentage des sanctions pénales pour délits mineurs est au plus haut dans les quartiers défavorisés. De leur côté, les services so-

vail pour 100 000 travailleurs : 6 728 ; et Castille et León, le plus de morts au travail pour 100 000 travailleurs : 8,5.

Quant à la taille de l'entreprise, la majorité des accidents du travail ont lieu (autour de 70 %) dans les très petites entreprises. Soulignons, en outre, que la probabilité d'être victime d'un accident du travail est deux fois plus importante chez un sous-traitant que chez un autre employeur.

Causes de la sinistralité

A l'instar de tous les pays, les causes ultimes de la sinistralité dans l'économie espagnole sont à rechercher dans la logique entrepreneuriale du profit maximal. En Espagne, par rapport aux autres économies européennes, cette augmentation des bénéfices est obtenue d'abord par un accroissement de la compétitivité via une réduction des coûts du travail.

On peut voir aisément que le taux des sinistres est directement le fruit de la précarisation dont nous, travailleurs espagnols, sommes victimes sur les lieux de travail. Selon une étude de l'Union générale des travailleurs (UGT), *Siniestralidad-Precariedad, serie de datos 1997-2007,* la relation entre précarité et sinistralité au travail est plus qu'alarmante. Le travail temporaire fait que le taux des accidents parmi les travailleurs avec un contrat à durée déterminée (86 pour 1 000 travailleurs en 2007) est le double de celui de ceux qui sont sous contrat à durée indéterminée (40 pour 1 000). Il y a de nombreuses raisons à cela : le changement d'emploi, le manque d'information et de formation, le poste de travail ou le facteur psycho-social.

Les heures supplémentaires, l'extension de la journée de travail, choses absolument normales dans notre pays, impliquent que les accidents augmentent en nombre ; s'y ajoute le fait de travailler en équipe de nuit.

Les travailleurs précaires forment une majorité, grossie principalement par les immigrants, les femmes et les jeunes, comme l'a bien montré le syndicat CNT de Zamora dans un dossier sur la précarité au travail.

En ce qui concerne les jeunes (moins de 19 ans), les morts sur le poste de travail sont trois fois plus nombreux que pour la moyenne des salariés. Quant aux femmes, hormis qu'elles touchent des salaires inférieurs à ceux des hommes pour un même travail, elles pâtissent en majorité des contrats temporaires, de l'économie informelle et de ce qui apparaît rarement dans les statistiques, la double journée de travail, une dans l'entreprise et l'autre à la maison. Enfin, les immigrants (surtout les sans-papiers) sont soumis aux pires conditions, à cause de l'absence de contrat de travail et des conséquences néfastes qui en découlent relativement à la sinistralité.

Le travail précaire, le fractionnement du marché du travail (au point que l'on peut parler de différents marchés du travail) et les investissements plus que douteux de prévention des risques au travail font que l'Espagne est le pays de l'Union européenne qui compte la plus grande sinistralité, fruit de l'intérêt des entrepreneurs nationaux et des investisseurs étrangers à fonder la maximisation de leurs bénéfices sur la réduction des coûts du travail dans une mesure plus large que dans les autres pays européens, avec les terribles conséquences qui en découlent pour la classe ouvrière espagnole. C'est pourquoi nous pouvons affirmer qu'il ne s'agit pas d'accidents, mais à proprement parler d'assassinats.

G. F.

Travailler tue

◆ *A contre courant* n° 206 (juillet 2009) se fait l'écho d'une campagne menée par la fondation Copernic sur le thème « Travailler tue en toute impunité ».

évaluations expriment la même tendance : de 1989 à 2004, le revenu moyen des familles a augmenté de 35 % mais les cotisations retraite de 119 % , le logement de 56 %, l'endettement de 119 % (dont 103 % de crédits hypothécaires). De même de 2000 à 2008, quand le revenu moyen progressait de 3 %, le coût d'une assurance santé augmentait de 58 %. On peut mesurer l'importance des mesures prises par les trois « grands » de l'automobile dans le fait qu'ils assurent retraite et garanties maladie à plus de 2 millions de travailleurs et de retraités.

Le déclin des revenus peut être évalué d'une autre façon : après 2000, le taux moyen de l'épargne personnelle aux Etats-Unis était voisin ou en dessous de zéro, d'où la tentation de maintenir un niveau de vie avec le crédit bon marché, en espérant que la situation s'améliorerait ; ce qui n'arriva pas avec les conséquences bien connues. Ce déclin ne fera que s'accentuer avec la crise des « subprimes ». Le PIB va diminuer de 6,3 % au quatrième trimestre 2008, et de nouveau de 6,1 % au premier trimestre 2009 ; en décembre 2008, on estimait que la consommation des familles avait baissé de 14,7 % au cours de l'année (3).

UNE QUESTION que l'on peut se poser, concernant la diminution des revenus d'une bonne partie de la population résultant du renchérissement des produits « de confort » : logement, santé, retraite, est celle du développement exponentiel des crédits de toutes sortes, notamment des prêts hypothécaires.

La réponse est double :

– d'un côté, les besoins des créanciers, les établissements financiers de toutes sortes qui, disposant de capitaux de plus en plus importants du fait de l'accumulation de plus-value venant de l'exploitation mondiale, devaient faire fructifier ces capitaux ; l'explosion de la bulle informatique les avait conduit à des opérations financières spéculatives (comme les LBO, rachats par effet de levier) mais aussi sur l'immobilier pour particuliers, qui paraissait plus sûr. D'une certaine façon, on a assisté à une division dans les opérations de crédit : d'un côté un marché de gros réservé au monde des affaires et des entreprises, de l'autre une sorte de supermarché populaire du crédit, où des démarcheurs vendaient des prêts comme des aspirateurs avec toutes les déviances de la persuasion, dans une concurrence acharnée pour gagner des clients ;

– d'un autre côté, des clients qui, croyant à l'ascension sociale et aux vertus de la propriété (peut-être un vestige de la « conquête » sociale), se laissaient aisément persuader de souscrire de tels prêts pour s'assurer à la fois une sécurité et la possession d'un symbole de cette ascension sociale. C'est précisément, avec la baisse du niveau de vie, ce souci de maintenir artificiellement ce « rang social » et son symbole sécuritaire, qui va être la faille dans laquelle va tomber le secteur financier. L'avalanche de prêts hypothécaires a eu un double effet : un essor de la construc-

(3)Cette chute des revenus ne frappe pas toutes les classes sociales. De 2001 à 2007 on assiste à une distorsion dans l'échelle des revenus : pour le 1 % des plus riches le revenu s'accroît de 10 % par année ; pour les 99 % restant, il n'augmente que de 1,3 % par an, moins que le taux d'inflation. Les 15 000 familles les plus riches (0,1 % de la population) voient leurs revenus s'accroître de 5,46 % en 2006 et de 6,04 % en 2007 (ce taux annuel n'était que de 0,9% en 1979).

tion et de toute la consommation liée à l'habitat d'un côté, de l'autre un renchérissement du prix de l'immobilier, puisque l'argent coulait à flot et que le rythme de la construction ne suivait que lentement.

La dégradation des revenus ne ralentit nullement, dans un premier temps, la croissance de ce marché hypothécaire. La raréfaction des nouveaux clients exacerba encore plus la concurrence entre organismes de prêts, ce qui fit que ces prêts furent consentis à des clients aux revenus manifestement insuffisants, mais à qui on fit miroiter notamment des taux réduits de démarrage – mais on put voir des débiteurs défaillants dès la première traite de remboursement. D'un autre côté, ceux qui avaient déjà un prêt hypothécaire se crurent propriétaire d'un bien dont la valeur augmentait sans cesse : il leur fut offert de

Les limites de notre étude

◆ **Un seul pays ?** Parler de la crise, de ses effets et des mesures prises partout pour en endiguer les conséquences économiques et sociales, ne saurait concerner un seul pays : c'est un problème du capitalisme mondial même si chaque nation, inégalement touchée,peut être conduite à prendre des mesures spécifiques. Nous en sommes bien conscients, tout comme de l'interdépendance des effets et de telles mesures au-delà des frontières. Au sujet des nécessaires considérations théoriques générales (sur lesquelles existent des désaccords aussi bien du côté capitaliste que des réformateurs ou des « révolutionnaires »), il est bien difficile de dégager la réelle portée des mesures de sauvetage prises par les gouvernements, et leurs conséquences à moyen et long terme. Une seule certitude semble émerger : la tendance (qui n'est pas nouvelle mais qui s'est accélérée) à trouver de nouvelles sources de profit (restaurer le taux de plus-value) et dans la production de nouvelles marchandises et dans la modification des conditions d'exploitation du travail. Les tendances qui se manifestent déjà vont dans le sens des restructurations, des concentrations et des modifications des courants commerciaux. Ce sont les travailleurs qui en subissent le plus durement les effets. Plus que jamais, la lutte de classe reste l'élément essentiel des possibilités de survie du système.

Finalement, le seul sujet qui préoccupe vraiment tous les pouvoirs est de savoir quelle est la profondeur de cette crise. Est-ce une nouvelle de ces crises périodiques qui ont régulièrement secoué l'économie capitaliste et qui furent apparemment « surmontées » en quelques mois, ou bien est-ce une crise de la dimension de celle des années 1930 (qui ne fut d'ailleurs « résolue » que par la guerre mondiale) ? Une telle question se relie à celle que nous posions : quelles peuvent être les possibilités de survie du système ? Il semble, d'après des graphiques comparatifs établis sur la base 100 en juin 1929 et en avril 2008 pour une période d'une année, que la chute de la production industrielle mondiale suit des courbes identiques (*Financial Times* du 17 juin 2009).

◆ **Crise financière ou crise économique ?** Une autre discussion, plus concrète, mais que nous ne voulons pas ouvrir ici, est de savoir si nous sommes en présence d'une crise financière ou d'une crise

vail, accidenté du travail, n'entre pas dans la catégorie des sinistrés. Comme beaucoup se l'imagineront, la question n'est pas anodine alors que l'économie informelle atteint exceptionnellement 23 % du PIB, selon un rapport d'un collectif d'experts du ministère de l'Economie et des Finances.

Analyse conjoncturelle de la sinistralité

Le mercredi 18 mars 2009, le ministre du Travail et de l'Immigration, Celestino Corbacho, se félicitait devant la chambre des députés d'une réduction de 10,3 % de la sinistralité au travail *[en 2008]* par rapport à l'année précédente.

Quant au nombre des morts à leurs postes de travail, les statistiques enregistraient un maximum historique en 1989 (les premières statistiques ne datent que de 1983) : 14,7 pour 100 000 travailleurs ; un chiffre qui n'a cessé de diminuer pour atteindre actuellement 5,2. En 2008, les décès sur le lieu de travail ont baissé de 1,5 % par rapport à 2007, avec 831 morts. Cependant, comme le soulignait le bureau de presse du Comité national dans le précédent numéro de *CNT* (1), le nombre des décès au travail a en fait augmenté par rapport au nombre de travailleurs, passant officiellement de 5,1 à 5,2 pour 100 000 travailleurs.

Si l'on en croit les statistiques officielles, l'indicateur du taux des sinistres dans l'économie espagnole se serait amélioré. Toutefois, plusieurs données amènent à douter de ces évaluations. La première d'entre elles, ainsi que nous l'avons vu plus haut, tient aux statistiques mêmes ; l'impossibilité de dresser aujourd'hui un tableau chiffré clair et indépendant fait que les données générales dont nous disposons sont élaborées par l'Etat. En second lieu, ce type de statistiques est purement conjoncturel, le ministre ou l'entreprise de service chargés de les établir exaltent les chiffres et indicateurs qui leur conviennent le mieux, éliminant ceux qui pourraient démontrer une dégradation de la situation, pire encore, occultent la réalité structurelle de la sinistralité.

(1) Voir *Echanges* n° 129, p. 25. (NdT.)

Aspects structurels de la sinistralité

Les travailleurs espagnols représentent à peine 10 % du total de la population laborieuse de l'Union européenne. Pourtant, ils sont victimes d'environ 20 % des accidents du travail qui se produisent dans toute l'UE. Les accidents du travail sont, en Espagne, de 70 % plus élevés que la moyenne européenne, et les morts de 35 % ; la sinistralité y est donc beaucoup plus forte que dans les autres pays européens. On remarquera facilement que la croissance économique de ces dernières années n'a pas eu particulièrement pour effet de réduire les décès sur les lieux de travail. Dès que l'on s'attache à analyser la sinistralité en fonction de différentes variables, telles que le secteur économique, la région autonome, la taille de l'entreprise et la toujours plus grande précarité des postes de travail, on s'approche au plus près de la réalité des accidents du travail en Espagne.

Par secteur économique, la majorité des accidents et des décès sur le lieu de travail ont lieu dans les services ; n'oublions pas qu'environ 62 % de la population laborieuse travaillent dans ce secteur. Mais c'est dans le bâtiment que l'on compte le plus de morts par rapport au nombre d'employés : 12 746 pour 100 000 travailleurs, avec un total de 253 222 accidentés et 282 morts (2).

Par régions autonomes, les Baléares est celle qui enregistre le plus d'accidents du tra-

(2) Bien que semblant erronés, ce sont les chiffres que donne le mensuel *CNT*. (NdT.)

ACCIDENTS ET MORTS SUR LES POSTES DE TRAVAIL

UNE MULTITUDE D'INFORMATIONS TÉMOIGNENT, JOUR APRES JOUR, d'un nombre illimité d'accidents et de morts sur les lieux de travail touchant l'ensemble du territoire espagnol. Des travailleurs qui, les uns après les autres, laissent derrière eux familles, amis et connaissances. Morts de seconde zone qui n'ont pas le droit à des funérailles d'Etat et dont les ultimes responsables de la mort ou de l'accident, les entrepreneurs, ne subissent pas le poids du système judiciaire. Sans oublier que de nombreuses familles doivent emprunter un long chemin juridique pour obtenir la moindre indemnisation, répit dont profitent généralement les entreprises pour disparaître ou se mettre en insolvabilité et échapper ainsi à leurs obligations économiques.

Sinistralité et accidentalité du travail

Pour introduire le concept de sinistralité, nous devons d'abord expliquer comment il s'entend officiellement sur le poste de travail. La sinistralité est un indicateur qui répertorie la fréquence des sinistres en fonction, ou en conséquence, de l'activité sur le lieu de travail. Mais il convient de distinguer sinistralité et accidentalité.

Le sinistre lié au travail se définit comme tout événement prévu dans un contrat d'assurance et inclut une obligation d'indemnisation du travailleur. Il recouvre tout type d'accidents définis dans le contrat passé avec la compagnie d'assurance qui, lorsqu'ils surviennent, donnent droit au travailleur à une indemnité correspondant au préjudice subi.

L'accident de travail proprement dit, lui, s'entend au niveau législatif (article 115 de la loi de Sécurité sociale) comme « toute lésion corporelle affectant le travailleur à l'occasion ou par suite du travail effectué pour autrui ». Ce qui veut dire que lors d'un accident du travail (accidentalité), celui-ci peut n'avoir pas été envisagé contractuellement, contrairement au cas précédent. Sont aussi considérés comme accidents du travail ceux survenant sur l'itinéraire pour se rendre sur le lieu de travail, ou en partir, ainsi que les maladies professionnelles.

Ce cadre statistique et législatif soulève une série d'incertitudes en ce qui concerne le décompte de la sinistralité et de l'accidentalité au travail. Principalement à propos de ces « travailleurs sans assurances spécifiques » qui ne peuvent être considérés comme sinistrés. Ainsi, un travailleur sans contrat de tra-

* « Accidentes y muertes en los puestos de trabajo », article signé par un membre de l'Institut des sciences économiques et de l'autogestion (ICEA) de Barcelone (iceautogestion.org) et de la Confédération nationale espagnole du travail, Gaspar Fuster, paru dans le n° 356 (mai 2009) de *CNT*, p. 10-11.

nouveaux prêts garantis par cette valeur spéculative. On pourrait dire que cette extension délirante du crédit individuel était une sorte de substitut de la lutte de classe, car elle permettait des solutions immédiates et faciles à la diminution des revenus salariaux.

L'ENSEMBLE DU SYSTEME ainsi conçu ne pouvait fonctionner que s'il pouvait s'auto-alimenter, c'est-à-dire que si les emprunteurs remboursaient régulièrement leurs emprunts : ce que Madoff pratiquait à titre individuel avec quelques gros clients, tous les organismes de crédit, appuyés sur l'ensemble du réseau bancaire, le réalisaient à grande échelle avec une masse énorme de petits clients. Du fait de la lente dégradation des revenus, le système a atteint un point de saturation tel qu'il s'est enrayé et

économique de surproduction. Le fait que la chute dans la crise ait été, aux Etats-Unis notamment, marquée par un effondrement financier peut conduire à penser qu'avec l'essor démesuré du crédit et l'autonomisation du capital financier par rapport au capital industriel, cette crise est avant tout une crise financière. Cette considération peut se trouver renforcée par l'ensemble des mesures d'urgence prises dans la plupart des Etats pour éviter l'effondrement de tout le système bancaire. Pourtant, les milieux économiques et les dirigeants politiques sont particulièrement attentifs à tous indices de production et de consommation qui pourraient indiquer la « fin de la crise », car c'est effectivement la reprise de la production capitaliste (donc de l'exploitation du travail dans d'autres conditions que celles qui ont conduit à cette crise) qui peut conduire éventuellement à cette « sortie de crise ».

◆ **Un élément essentiel.** Nous ne voulons pas dans ce texte répondre à cet ensemble de questions. Même si nous insistons sur le caractère mondial de la crise, des mesures prises pour la surmonter et des résistances de classe, ce n'est pas privilégier un cas particulier que de considérer ce qui se passe aux Etats-Unis comme un élément essentiel dans l'évaluation des conséquences de la crise et dans les incidences des mesures prises nationalement pour tenter de la surmonter. Rien qu'à considérer l'estimation des pertes financières mondiales, celles concernant les Etats-Unis se chiffrent à 2 700 milliards de dollars sur un total mondial de 4 400 milliards de dollars, soit 60 % de ce total : les mesures américaines pour endiguer les conséquences de ces pertes sont donc essentielles, ce qui justifie de consacrer à ce pays un intérêt particulier.

Nous voulons montrer concrètement comment la crise s'exprime aux Etats-Unis, quelles en sont les conséquences d'abord sociales et quelles mesures sont prises sur tous les plans pour répondre à ces conséquences sinon pour surmonter la crise elle-même.

Quant à une conclusion, elle ne pourra être qu'à la mesure des incertitudes de la situation mondiale, tant dans l'évolution économique que dans les résistances de classe, et ne répondra certainement pas d'une manière satisfaisante aux questions que chacun peut se poser surtout pour un avenir proche.

a commencé à dégringoler dans un mouvement de plus en plus rapide – la crise économique a commencé à frapper les couches prolétaires les plus fragilisées entraînant une chute beaucoup plus brutale. Ce qui est certain, c'est que le mouvement de déclin, non seulement de ce marché hypothécaire risqué (les « subprimes ») mais aussi de l'activité économique des Etats-Unis, a commencé bien avant 2008 : fin 2008, cela faisait vingt-quatre mois que le bâtiment avait commencé à péricliter, et vingt-sept mois que l'industrie connaissait un sort identique.

Aujourd'hui, il n'est pas de secteur qui ne soit pas touché par le chômage ; en avril, le taux officiel se situe à 10 % de la force de travail mais le taux réel serait de 16 %. ; pour ce seul mois d'avril, ont été licenciés 149 000 personnes dans l'industrie, 46 000 dans la distribution, 110 000 dans le bâtiment, 135 000 dans la finance et 269 000 dans les services divers. Parallèlement, les salaires restent pratiquement bloqués quand ils ne sont pas « révisés » à la baisse. Si l'émission de signes monétaires a pu entraîner une inflation qui se serait située à plus de 6 % récemment, d'autres facteurs comme le bradage des marchandises font ressortir à d'autres moments des tendances à la déflation. La poursuite de ce développement rend particulièrement hasardeux toute prédiction concernant ce cycle infernal d'interdépendance : plus les revenus baissent du fait du chômage, de la pression sur les salaires ou de l'inflation, plus le marché du crédit s'effondre, plus le secteur des biens de consommation se rétrécit, plus l'ensemble des secteurs de l'économie voit la crise s'installer et se développer.

Dans un numéro spécial du *Financial Times* (12 mai 2009), consacré à « L'avenir du capitalisme », un article affirmait qu'il n'y avait pas « d'alternative crédible à l'économie de marché ». Curieusement, toute la classe politique de tous bords, y compris les « réformistes révolutionnaires », accrédite finalement les théories de l'économie libérale telles que l'un de ses maîtres, Richard Posner, membre éminent de l'Ecole d'analyse économique de Chicago, résume ainsi : « Les financiers portent une responsabilité initiale dans la dépression, mais on ne peut pas plus les en blâmer qu'on blâmerait un lion d'avoir mangé un zèbre. Le capitalisme est darwinien. »

Les limites actuelles des moyens traditionnels de la lutte de classe

Une part importante de la population, celle qui en raison de ses revenus et de ses activités pouvait se considérer comme faisant partie des « classes moyennes » (4) se trouve doublement pénalisée, à la fois par la perte de son emploi et, partant, de ses revenus et par la perte de ses possessions,

(4) Le terme « classes moyennes » pour parler de travailleurs est ambigu. Un exploitant agricole, un artisan, un commerçant... sont des travailleurs « propriétaires de leurs moyens de production »... en réalité propriétaires de dette. Faisant partie des classes moyennes, ils ont l'esprit d'entreprise...Pour ce qui est des prolétaires (n'ayant que leur force de travail à vendre), il y a effectivement une hiérarchie dans le salariat, qui va du sans-travail aux cadres. Mais la position « classe moyenne », en fait l'« aristocratie ouvrière », correspond plus à une hiérarchie mondiale de la force de travail, sans reprendre l'idée d'Engels considérant que pour l'Angleterre l'aristocratie ouvrière était payée avec les miettes du festin capitaliste. Point de vue fort discutable, car le taux d'exploitation y était plus élevé qu'ailleurs. Dans le contexte actuel, la grande disparité des revenus salariaux, à l'intérieur d'un même pays et internationalement, définit, indépendamment de toute place d'autorité et/ou de pouvoir, une sorte de hiérarchie des revenus dans laquelle les couches élevées peuvent bénéficier de conditions de vie impossibles à atteindre pour les couches les plus basses.

casse, Volkswagen cherche à Wolfsburg à contraindre les plus désespérés à un surcroît de travail, naturellement pas à des postes fixes mais provisoires, en tant qu'intérimaires. Volkswagen a conclu un accord d'"égalité des salaires" avec IG Metall. Selon cet accord, les intérimaires embauchés par Wob-SA au salaire horaire de base de 7,38 euros touchent, lorsqu'ils travaillent pour Volkswagen, environ 11 euros la première année, puis à peu près 13 euros la deuxième et autour de 16 euros la troisième. Lors des congés, arrêts maladie, etc. ils ne perçoivent que les 7,38 euros de base, et sont exclus des primes annuelles versées aux employés en contrats à durée indéterminée (CDI). Après deux années, ils peuvent prétendre à être titularisés. C'est là qu'est le problème pour nombre d'entre eux : selon Volkswagen, Wob-SA refuse de les employer au-delà d'une certaine limite afin d'éviter qu'ils n'obtiennent leur titularisation et d'avoir à se soumettre au paiement relativement élevé des salaires convenus par l'accord d'"égalité des salaires". On ne leur propose alors, quand on leur propose quelque chose, plus que des contrats auprès de la seconde agence d'intérim du groupe Volkswagen, AutoVision. Ce qui veut dire un nouvel employeur, un nouveau contrat de travail, "reprends tout à partir de zéro !"...

» Les 230 intérimaires qui restaient ont suivi un cours de qualification en mars. Parfait. C'était la première fois qu'ils se rencontraient tous dans un même endroit avec plusieurs de leurs collègues. C'est là que se sont connus ceux qui forment le cercle qui mène actuellement le conflit. Quelques-uns d'entre eux ont pris l'initiative de s'organiser. Ils se sont d'abord adressés au comité d'entreprise qui les a expulsés avec l'aide des gardes de sécurité de l'entreprise. Lorsque celui-ci sut qu'ils projetaient d'organiser une manifestation, il essaya d'empêcher les gens d'y participer : "Nous pouvons peut-être faire quelque chose d'une façon ou d'une autre... restez tranquille en attendant... !" Tout le monde sachant clairement que c'était des promesses en l'air, ils ont maintenu leur manifestation. Après quoi, AutoVision annonçait tout d'un coup qu'environ 90 personnes seraient détachées à Wolfsburg ; plusieurs ont accepté l'offre. En ce moment, 30 participants viennent encore régulièrement devant la porte de l'usine, sept sont en grève de la faim (l'un d'entre eux est à l'hôpital). Ni le comité d'entreprise ni IG Metall ne veulent rien entendre et se contentent de répéter : "Vous mettez votre santé en danger en faisant la grève de la faim." Les employés en CDI restent réservés. Lors d'une manifestation organisée par les intérimaires, 22 travailleurs en CDI, exactement, sur les 10 000 que compte l'usine, se sont joints à eux. Ils se disent que "c'est toujours ça", voient la peur chez les autres et ne blâment pas les travailleurs en CDI.

» Ce qui m'a impressionné, c'est l'ambiance et les rapports entre eux, ainsi qu'avec ceux qui viennent les voir. Tout le monde est accueilli avec une poignée de main et chacun se présente par son prénom, même si c'est quelqu'un qui vient de leurs propres rangs. On interroge les visiteurs sur ce qu'ils font, où ils travaillent, d'où on se connaît ; nous devons parler de nous, etc. Ils racontent en partie leur "vie", nous distribuent un tract qu'ils ont, semble-t-il, fait par eux-mêmes, nous demandent ce que nous en pensons. Et recherchent la discussion à propos de la fonction du travail intérimaire, veulent que nous leur expliquions des choses obscures pour eux, par exemple pourquoi l'Etat soutient le travail intérimaire, comment l'intérim s'est développé en Allemagne... »

(Propos de deux visiteurs.) ■

MANIFESTATION ET GRÈVE DE LA FAIM DE TRAVAILLEURS INTÉRIMAIRES LICENCIÉS PAR VOLKSWAGEN

Le 25 mars 2009, trois jours avant les manifestations contre la crise organisées par la gauche (1), plus d'une centaine de travailleurs intérimaires de l'usine des véhicules utilitaires de Volkswagen (VW) de Hanovre-Stöcken ont défilé de Klagesmarkt au centre-ville. Les mots d'ordre repris avec le plus de force parmi ceux entendus à cette occasion furent « Suppression du travail temporaire », « Aujourd'hui c'est nous, demain c'est vous », ainsi que de vibrants appels à la solidarité internationale. En cause, la résiliation de leurs contrats à la fin mars.

Les intérimaires de l'agence Wob VW exigent d'être inclus dans le programme légal de chômage partiel, à l'instar de leurs collègues titulaires. Le 19 mars, 200 intérimaires s'étaient déjà invités à la session du comité d'entreprise des véhicules utilitaires de Volkswagen de Stöcken pour y présenter leurs revendications. Le comité avait alors fait appel aux gardes de sécurité de l'entreprise pour les expulser de la salle de la réunion. Le 27 mars, plusieurs intérimaires entamaient une grève de la faim et s'installaient dans une tente devant la porte de l'usine. De fait, un bon endroit pour un début, mais « la gauche syndicale semble éprouver des difficultés quand une action se passe en dehors des syndicats ». Hormis la branche locale de la FAU (2), seuls la communauté turque et un club de motards sont passés voir ce qu'il en était.

« J'y suis allé aujourd'hui avec C. et tout allait très bien ! Ce sont de jeunes Turcs qui ont autour de 25-30 ans. Les faits : jusqu'à l'automne 2008, environ 900 intérimaires de l'agence Wob-SA, appartenant au groupe Volkswagen, travaillaient dans l'usine de véhicules utilitaires de Hanovre. On les a licenciés petit à petit ; au 1er janvier, 300 d'entre eux étaient encore jetés à la rue. Le comité d'entreprise et le syndicat IG Metall ont collaboré aux licenciements, refusé de donner les informations en leur possession, bercé les gens d'illusions, etc. Dans le même temps, depuis l'annonce de la prime à la

Cet article est paru dans n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat*, p. 46.

(1) Le 28 mars 2009, des manifestations contre la crise ont eu lieu dans plusieurs villes allemandes à l'appel de nombreuses organisations de gauche, dont Attac et Die Linke, à l'occasion du sommet de Londres du G20. (NdT.)

(2) Freie Arbeiterinnen- und Arbeiter-Union/Syndicat libre des travailleurs. (NdT.)

ou seulement l'une ou l'autre. Impossible d'avoir cette fois recours à ces fameux crédits hypothécaires, soit que l'on ait été dépossédé par éviction du bien qui leur servait de base, soit parce que la chute du marché immobilier interdit les prêts de substitution. La question qui se pose, la seule qui nous intéresse, c'est comment les travailleurs, quel que soit leur « rang » dans l'échelle sociale, se défendent dans ce qui est pour tous une dégradation de leurs conditions de vie, dégradation qui peut les frapper différemment en fonction de leur place dans la hiérarchie sociale des travailleurs.

Pour répondre à cette question, on est bien contraint de séparer d'une part les réactions par rapport au travail lui-même, contre leur licenciement ou le durcissement de l'ensemble de leurs conditions d'exploitation et d'autre part les réactions contre la dégradation des conditions de vie, à commencer par les conséquences des reprises de logements par les créanciers (les ravages des « subprimes »).

Contre les licenciements, il n'y a guère de luttes (contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays), si ce n'est quelques rares occupations d'usines à Chicago, dépendant de la construction (Republic Doors and Windows fabriquant portes et fenêtres – voir *Echanges* n° 127, hiver 2008-2009) et au Canada (Windsor, Ontario, proche de Detroit) dépendant de l'automobile. Toutes visaient, comme en France d'ailleurs, à obtenir le respect voire l'amélioration d'engagements financiers en cas de licenciements. Même si elles ont atteint plus ou moins ces objectifs, elles n'ont pas eu,

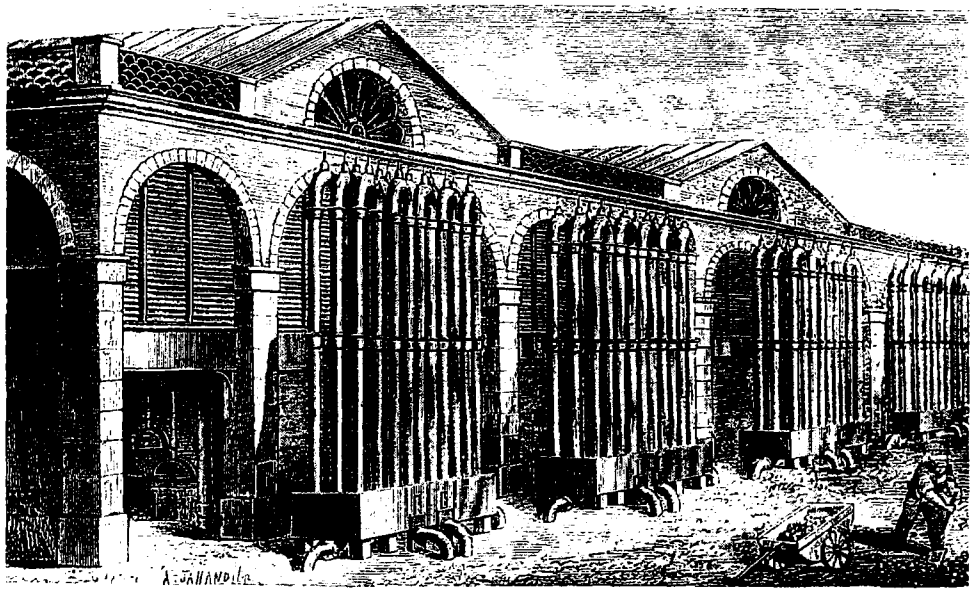


Fig. 27. — Jeux d'orgue.

comme l'espéraient les milieux « révolutionnaires », l'effet d'amorce d'autres luttes et, jusqu'à présent, sont restées des cas isolés – qu'il s'agisse des ouvriers de HartMarx (confection hommes) à Chicago ou de ceux d'une filiale à Rochester (New York). Et elles n'ont comporté aucune tentative, ni d'obtenir la réouverture de l'entreprise, ni de reprendre la production en autogestion.

Quant aux travailleurs encore en activité (c'est encore la plus grande partie d'entre eux, 80 % à 90 %, malgré l'importance du chômage), on peut penser qu'ils ne tentent pas de se lancer dans des luttes et qu'ils courbent le dos sous l'orage de peur de perdre leur emploi. Il y a des exemples de luttes pour le renouvellement des contrats en cours, car les dirigeants tentent, profitant de la situation d'ensemble, de réduire certains avantages, mais pratiquement toutes se sont soldées par des échecs, parfois après des mois de grève.

Ce qui se passe pour les « trois (ex) grands » de l'automobile, General Motors, Ford, Chrysler – tous pratiquement en faillite après des années de concessions syndicales et de restructurations – montre que les travailleurs ne font qu'accepter de nouvelles concessions pour garder leur emploi, même avec des conditions de travail particulièrement dégradées. Une des conditions imposées par le gouvernement pour le renflouement des trésoreries de ces sociétés était l'alignement des salaires sur ceux des entreprises automobiles japonaises sans contrat du sud des Etats- Unis. Mais celles-ci viennent d'imposer à leurs travailleurs une baisse des salaires, en alignant les taux sur les taux minimum de l'Etat dans lequel leurs usines sont situées. Une course sans fin dans la baisse des rémunérations, que les entreprises menacées par la chute des ventes engagent, avec chantage aux licenciements, pour tenter de préserver leurs marges. Plus du quart des salariés seraient touchés, notamment ceux des entreprises où le syndicat n'est pas reconnu. Que ce soit dans les « grands » de l'automobile ou dans les entreprises sans syndicat donc sans contrat collectif, l'aggravation des conditions d'exploitation est acceptée sans beaucoup de luttes par crainte de grossir les rangs des chômeurs.

Le *New York Times* du 18 juin 2009 constate que les « travailleurs américains ne sont pas descendus dans la rue alors que le chômage s'accroît, que les entreprises réduisent les salaires et les avantages », ajoutant « qu'il se voient encore partie d'une classe moyenne montante ». Par contre, il admet que « ...pour les jeunes, cette génération a trouvé des moyens plus effectifs de changer le monde... ils n'attendent pas que les choses empirent de telle sorte que le désespoir les force à descendre dans la rue. » Les travailleurs américains se sont tenus à l'écart de toute manifestation pour des raisons que vont de la crainte de voir leur emploi délocalisé au souci de préserver leur image de membres de la « classe moyenne » ; beaucoup développent un sentiment de culpabilité et une sorte de honte de ce qu'ils considèrent comme un échec personnel. En 2008,159 grèves ont été recensées, contre 1 352 en 1981 !

Pas de solutions individuelles face au déclassement social

Les résistances, si l'on peut les appeler ainsi – plutôt des palliatifs que l'on imagine temporaires – sont ainsi venues des réponses à un déclassement lent ou brutal autorisera une concentration dans le style Murdoch au sein de grands conglomérats, éliminant les organes plus petits et plus critiques. La fameuse loi sur la sécurité nationale passée en 1948 pendant la guerre civile qui a précédé la guerre de Corée, et au cours de laquelle des milliers d'opposants de gauche furent massacrés, reste en vigueur et a été récemment utilisée pour arrêter ou bien des groupes socialistes, pour le simple fait d'être socialistes, ou bien des libraires vendant des livres pro-Corée du Nord.

La défaire de Ssangyong ne peut pas être seulement attribuée au rôle ambigu de l'organisation nationale du KMWU qui, dès le début du conflit, engagea les négociations dans la voie étroite du thème « pas de licenciements » (position contrastant avec celle du président de la section syndicale de l'usine qui signa le document de capitulation et resta dans l'usine occupée jusqu'à la fin, alors même que son nom ne figurait pas sur la liste des licenciés). La défaite ne peut pas plus être expliquée entièrement par l'atmosphère due à la crise économique. Ces deux facteurs ont joué sans aucun doute un rôle majeur. Mais par-dessus tout et au-delà de leur impact indéniable, c'est la condition de la classe ouvrière coréenne qui est au centre de cette défaite : une année d'emploi, une année de chômage, avec le travail temporaire qui touche maintenant plus de 50 % de la force de travail..

Des milliers de travailleurs des usines voisines sont venus constamment en aide aux grévistes de Ssangyong, mais cela n'a pas suffi. Leur défaite, en dépit de leur héroïsme et de leur obstination, approfondira seulement la démoralisation régnante, jusqu'à ce qu'une stratégie se développe qui puisse mobiliser de larges couches de soutien, pas seulement pour lutter dans des batailles défensives mais pour aller à l'offensive.

L.G.

(traduit de l'anglais)

Une rencontre à Paris

Le 10 octobre 2009, des camarades en contact avec Loren Goldner, qui a vécu en Corée du Sud ces quatre dernières années, organisaient une rencntre à Paris avec quatre Sud-Coréens de passage, membres d'un réseau qu'ils ont défini comme hostile aux partis d'avant-garde et à la social-démocratie, ouvert à quiconque veut y collaborer et cherchant des contacts au niveaux national et international. Ils ont soutenu la grève de Ssang Yong (l'un d'eux travaille chez Hyundai) et s'y sont rendus à plusieurs reprises. Au contraire des partis de gauche, les ouvriers pensent que cet échec va durablement réfréner la lutte de classe. C'est le début des attaques contre les « emplois à vie ».

◆ Pour contacter les camarades sud-coréens : 2009dws@google.com

◆ Site de l'agence de presse coréenne Yonhap : http://japanese.yonhapnews.co.kr/ (en coréen, japonais, espagnol, anglais).

◆ Voir l'article « The Korean Working Class ; From Mass strike to casualization and retreat, 1987-2007 » sur le site Break Their Haughty Power : http://home.earthlink.net/~lrgoldner (en anglais), traduit sous le titre « La classe ouvrière coréenne : de la grève de masse à la précarisation et au reflux, 1987-2007 » dans le recueil de textes de Loren Goldner, *Nous vivrons la révolution* (éd. Ni patrie ni frontières, 2008. S'adresser à Yves Coleman, 10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris ou yvescoleman@wanadoo.fr)..

tricité de l'atelier de peinture fut finalement coupée, contraignant les occupant à utiliser des chandelles la nuit. La bataille finale commença le 3 août et se poursuivit jusqu'au 5. Une centaine de grévistes avaient finalement abandonné l'occupation durant la nuit (beaucoup écœurés par la violence sans merci de la compagnie et du gouvernement). Lors des négociations finales, le président de la section syndicale accepta la retraite anticipée (licenciement sans indemnisation) pour 52 % des occupants, et pour 48 % un congé sans solde d'un an accompagné d'une promesse de réembauche si les conditions économiques l'autorisaient. La société paierait aussi 550 000 won de prime mensuelle pendant un an à quelques ouvriers transférés dans les services de vente.

Les jours suivants, les affronts s'ajoutèrent aux menaces : des dizaines d'ouvriers restaient détenus avec des inculpations diverses, et des poursuites étaient engagées contre la KMWU pour des dommages et intérêts d'un montant de 500 millions de won (284 107 euros). Comme nous l'avons indiqué, des poursuites peuvent être engagées d'après la loi coréenne contre les grévistes individuellement, les laissant complètement ruinés ; cela s'est déjà vu dans le passé. L'entreprise prétend avoir subi, à cause de la grève, 316 milliards de won (178,456 millions de dollars) de dommages et perdu la production de 14 600 véhicules.

Cette vengeance calculée du gouvernement et de l'entreprise montre une escalade évidente dans l'offensive générale contre une possible opposition. Un an auparavant, au cours de l'été 2008, une grève de douze mois dans les grands magasins E-Land s'était terminée par une défaite. Les 10 000 employés qui s'étaient mis en grève pendant l'été 2007 durent reprendre le travail en acceptant une offre misérable qu'ils avaient initialement rejetée. D'autres avaient déjà abandonné la grève pour trouver un autre emploi. Les employés de E-Land avaient systématiquement occupé les magasins et en plusieurs occasions s'étaient battus avec la police et les hommes de main de la direction qui tentaient d'introduire des briseurs de grève dans les magasins. Pourtant, aucunes représailles aussi fortes n'avaient frappé les travailleurs avant ceux de Ssangyong.

C'est de la dictature de Park Chung-hee qui dura de 1961 à 1979 – les années glorieuses de l'émergence de la Corée comme le premier des tigres asiatiques – que le gouvernement de Lee Myong-bak du parti Hanaradang tire ses origines. La fille de Park fut évincée de justesse par Lee comme candidate du parti à la présidence en 2007. Une vision de la dictature de Park assez largement teintée de rose, centrée sur le dynamisme économique et minimisant ou ignorant sa répression brutale, s'est répandue dans la société coréenne ces dernières années. Elle trouve crédit dans une croissance en dents de scie dans les premières années 1990 et surtout depuis la débâcle financière de 1997-1998, quand la Corée passa sous les fourches caudines du FMI (une des conditions à une injection de 57 millions de dollars fut une augmentation considérable du travail temporaire).

Le gouvernement Lee, non seulement a annulé une taxe sur les transactions immobilières sur les constructions de haut standing imposée par le précédent gouvernement Noh, mais a remboursé les impôts collectés à ce titre. Au cours de la grève Ssangyong, il a introduit une loi très contestée sur les médias qui

d'un statut social (lié plus aux revenus qu'à une fonction quelconque sous le capital et procédant plus d'un imaginaire social, d'un conditionnement idéologique, que de la réalité d'un pouvoir quelconque dans le système capitaliste. Ce qui procure le sentiment que l'on appartient à une « classe moyenne »).

Il était inévitable que ces « solutions » fussent d'abord individuelles et qu'elles le soient encore. Il s'agit de préserver, non la survie comme pour les plus pauvres, mais un statut qui, soutenu par le revenu familial, s'apparente plus à un état d'esprit basé en partie sur le paraître et comportant l'affirmation d'un confort, d'une sécurité et d'un espoir d'aller « plus loin ». Ce déclassement de ceux qui se considéraient « classe moyenne » a fait que ceux-ci n'ont pas d'abord réagi par rapport à l'exploitation (perte de salaires, d'avantages, licenciement, etc.), mais aux symboles du statut social : perdre « sa » maison, c'est perdre un élément essentiel de ce statut idéalisé.

Les journaux américains sont remplis de témoignages détaillant les diverses manières individuelles de pallier, voir cacher ce déclassement. Ceci souvent indépendamment du problème du prêt hypothécaire que nous examinerons séparément.

Un seul exemple d'une telle situation : un couple avec deux enfants, lui venant d'être licencié, elle employée. Ils n'ont pas de dette hypothécaire et ils tentent simplement de survivre, même pas de maintenir le « standing ». Ils ont coupé dans le superflu (cinéma, restaurant, soins du corps) et concentrent leur souci sur le logement : ils se voient couper pour non-paiement successivement le téléphone, le câble... et finalement leur voiture est « reprise ». Lorsqu'il retrouve un travail, le première chose qu'il récupère est la voiture (une nécessité absolue aux Etats-Unis vu la dimension des villes et le manque de transports urbains).

Une étude a montré dans quel ordre sont prises les mesures d'économies par les personnes ou foyers en difficulté financière :

– restreindre les dépenses d'électricité et de chauffage ;

– rechercher un emploi supplémentaire ou des heures supplémentaires ;

– reporter des dépenses de santé (soins dentaires, examens de contrôle, radios...) ;

– prélever sur l'argent épargné ou sur le compte individuel de retraite ;

– emprunter à des amis ;

– vendre les bijoux de famille ou les déposer au Mont de Piété ;

– prendre des locataires ;

– accepter n'importe quel emploi. Brice Rump, président de l'Agence de travail temporaire Toledo Job, déclare : « ...le niveau des gens qui viennent à l'agence est incroyable... je vois quantité de gens talentueux qui tentent d'attraper n'importe quoi. Chacun rétrograde » ;

– pour les jeunes, de se tourner vers les « carrières militaires » (5) ;

– pour les vieux dont la retraite est insuffisante dans le naufrage des systèmes de retraite, le « retour au travail » dans ces emplois temporaires où ils entrent en concurrence avec les jeunes : on compterait aujourd'hui plus de 25 % des plus de 60 ans à vouloir travailler jusqu'à leur mort,

(5) Vu l'afflux de candidats fuyant la misère, l'armée a pu relever les conditions d'admission qui avaient été très abaissées pour assurer un minimum de remplacement dans l'armée de métier. En même temps l'âge limite a été relevé de 35 à 42 ans pour répondre à un afflux de demandes dont la courbe recouvre celle du chômage (« In sign of the times, older folks sign up for Army », *Baltimore Sun*, 16 août 2009).

contre 15 % avant la récession (6).

On pourrait dire que c'est la situation de chacun dans tous les pays industrialisés en cas de difficultés financières personnelles. Mais l'accélération du chômage (officiellement plus de 650 000 chômeurs en plus en février 2009. Depuis le début de la crise en décembre 2007, plus de 7 millions d'emplois ont été « perdus » dont près de 900 000 emplois temporaires) modifie quelque peu ces « priorités » de restriction. Cette montée du chômage ne s'est nullement ralentie : la seule semaine du 18 juillet 2009 a vu 30 000 chômeurs de plus ; on compte alors 4,4 millions d'Américains au chômage depuis plus de vingt-sept semaines et plus de la moitié d'entre eux n'ont droit à aucune indemnisation.

Un recensement de 2008 compte près de 40 millions d'Américains en-dessous ou au seuil de pauvreté, établi à 10 830 dollars par an (7 500 euros au cours actuel soit environ 630 euros mensuels) pour un individu (le double pour les familles). Le recours au Welfare (assistance sociale) n'est pas toujours possible, car déterminé par le montant des revenus et une certaine fierté peut en faire retarder la demande. Il en est de même pour tout ce qui concerne les couvertures santé que nous examinerons plus loin. L'extension des difficultés des entreprises rend problématique la recherche d'un emploi, même à temps réduit ou dans les « petits boulots ». Des exemples : dans un petit Etat comme Rhode Island, qui a connu dans les années 1960 un certain développement industriel puis le boom immobilier, a connu la récession dès 2005 avec l'envolée du chômage. Une offre de 80 emplois qualifiés a vu se présenter plus de 500 candidats. La chute du montant des retraites a conduit les retraités à chercher un emploi complémentaire dans des domaines où leur expérience professionnelle en fait des concurrents redoutables, notamment pour les jeunes.

L'INDEMNISATION DU CHOMAGE est elle-même sujette à caution. Là où existait dans le contrat de travail des assurances-chômage, les dirigeants d'entreprise tentent par tous les moyens de faire passer les licenciements pour d'autres motifs de départ, afin d'éviter une augmentation des primes d'assurance : un quart des chômeurs indemnisés de cette façon se sont lancés dans de longues procédures pour faire reconnaître leur droit à indemnisation. Hors assurance-chômage, l'indemnisation légale peut varier du tout au tout d'un Etat à l'autre.

Le déferlement des conséquences du défaut de paiement des prêts hypothécaires ne peut être séparé de la lente baisse des revenus des années antérieures, baisse qui s'est accélérée en 2007-2008 et qui s'accélérera encore en 2009 comme conséquence directe de la montée du chômage. On doit pourtant distinguer entre ce qui fut la défaillance des emprunteurs « inconscients », victimes de ce que l'on a appelé les « subprimes », des emprunteurs « normaux », que la crise économique (le chômage) a poussé à devenir des débiteurs « défaillants ».

Quelle est la part des deux ? Ce sont les premiers qui ont en quelque sorte amorcé le processus qui a fait boule de neige à mesure que toute l'économie de consommation s'est trouvée touchée. Cela dit, il ne faut pas mésestimer dans ce processus l'incidence aux Etats-Unis de la crise économique mondiale qui n'a fait que renforcer la caractéristique nationale des prêts « risqués » qui à

(6) « Older workers rush back into jobs market as downturn wrecks their retirement plans » (*Financial Times*, 10 mai 2009).

» Fin juillet, environ 700 ouvriers restés dans l'usine mangeaient comme repas normal des boules de riz avec du sel et buvaient de l'eau de pluie bouillie. Bien qu'un certain nombre d'entre eux aient été blessés dans la lutte, ils n'en continuaient pas moins à se battre.

» Le 20 juillet, la femme d'un cadre du syndicat se suicida à son domicile. Bien que son mari ne fût pas parmi les licenciés, il n'en participait pas moins à la lutte en dépit des menaces du management. Sa femme avait tout juste 29 ans. A ce moment, conséquence de la lutte, cinq personnes étaient mortes ou s'étaient suicidées.

» Le 25 juillet, le KCTU organisa un rassemblement devant la gare de Pyeongtaek. Après, les ouvriers et tous les participants, armés de tuyaux de fer et de pierres trouvées aux alentours, s'affrontèrent avec la police anti-émeutes en tentant de gagner l'entrée de l'usine de Ssangyong. Une violente attaque de la police les contraignit à s'en retirer. Les combats se poursuivirent dans la nuit dans les rues de Pyeongtaek.

» Nous, membres du KMWU, sommes supposés lancer une grève générale de six heures le 29 juillet, mais nous savons combien il est difficile de mobiliser tous les membres des syndicats pour se lancer dans une telle grève.

» La direction quant à elle garde un bon moral, en prétendant qu'elle a été acculée à la faillite.

» Sous la pression croissante des organisations civiques et de quelques députés, direction et syndicat avaient prévu de se rencontrer le 25 juillet. Mais la direction a annulé unilatéralement la rencontre, sous le prétexte que les ouvriers continuent de lancer des boulons et qu'elle ne peut accepter la revendication d'annuler tous les licenciements, et de faire travailler par rotation les ouvriers, avec des périodes de mises à pied temporaires non payées

» La direction rejetait toutes les concessions faites par le syndicat, celui-ci devant accepter seulement les licenciements. »

Le 27 juillet, les ouvriers de Ssangyong tinrent une conférence de presse et se rassemblèrent de nouveau devant l'atelier de peinture, échappant pour un moment à l'atmosphère étouffante des locaux occupés.

Les revendications présentées lors de cette assemblée étaient :

1) retrait de la police

2) négociations directes avec la direction et le gouvernement

3) publication des résultats de l'enquête sur les émissions illégales résultant de la mise en œuvre de la technologie des moteurs diesel hybrides.

Je finirai en me référant à la dernière partie de la conférence de presse :

« ...Nous avons fait de notre mieux pour que ce conflit soit résolu d'une manière pacifique par le dialogue. Mais si cette répression brutale et mortelle continue, nous déclarons clairement que nous sommes résolus à nous battre jusqu'à la mort.

» Tous ceux d'entre nous, ici présents montreront au monde leur détermination de mourir pas seulement comme des ouvriers mais aussi comme des êtres humains.

» Nous combattrons sans fléchir et regagnerons nos droits et finalement, nous retournerons chez nous. »

Lors de combats quotidiens du 20 au 27 juillet, police, mercenaires et briseurs de grève ont reconquis toute l'usine sauf l'atelier de peinture. D'importants contingents de police étaient massés dans le bâtiment proche, à quelques mètres de l'entrée de l'atelier de peinture.

Après l'échec de nouvelles négociations au cours du week-end des 1er et 2 août, l'élec-

les portes accompagnés d'une vingtaine de voitures de pompiers.

» Quand 2 000 policiers tentèrent de s'approcher de l'atelier de peinture, les ouvriers répondirent avec des jets de frondes et des cocktails Molotov. Les frondes envoyaient des boulons et des écrous, avaient un rayon d'action de 200 à 300 mètres et étaient très efficaces. Des barrages de pneus enflammés barraient les entrées et des nuages de fumée noire obscurcissaient le ciel au dessus de l'usine.

» La direction avait coupé l'approvisionnement en gaz et en eau et avait renforcé le blocage de tout approvisionnement vers l'usine, y compris en produits médicaux. Son but paraissait d'abord d'épuiser les occupants pour les contraindre à quitter l'atelier de peinture spontanément.

» Plus tard, ce jour-là, un hélicoptère de la police répandit des gaz lacrymogènes sur les travailleurs qui se battaient sur les toits. »

Le 21 juillet, le KCTU décréta une grève générale du 22 au 24 juillet et programma une manifestation nationale pour le samedi 25 juillet. Le KMWU annonça des grèves partielles les 22 et 24 juillet en solidarité avec la grève de Pyeongtaek et les négociations en cours. De tels mots d'ordre, qui sont habituels pour le KCTU, ne sont guères suivis ou soutenus et les grèves restent dispersées et sans efficacité. Le même ouvrier de Kia qui combattait la police aux portes de l'usine raconte les événements du 22 juillet :

« Nantis d'un jugement du tribunal, le 20 juillet, plus de 3 000 policiers et soldats, appartenant à la police des émeutes et à une unité de l'armée, tentèrent de reprendre l'atelier de peinture et sommèrent les ouvriers de l'évacuer. Devant leur refus, la police lança des attaques répétées contre les occupants pendant sept jours consécutifs ; ces attaques impliquaient aussi des mercenaires et des briseurs de grève, des ouvriers non licenciés.

» La police n'arrêtait pas de faire du harcèlement idéologique et un hélicoptère tournait constamment au dessus de l'usine pour empêcher les ouvriers de dormir et les épuiser nerveusement.

» L'approvisionnement en eau et en gaz étaient coupé et l'entrée de toute aide humanitaire était refusée (l'électricité n'avait pas été coupée pour empêcher la peinture et autre matériaux inflammables de l'atelier de peinture de se décomposer).

» A partir du 21 juillet, la police commença à déverser des gaz lacrymogène par hélicoptère sur ceux qui défendaient sur les toits le secteur de la peinture.

» Par intermittence , la police anti-émeutes tentait d'entrer dans l'atelier de peinture, utilisant des fusils spéciaux projetant des pointes chargées de 50 000 volts ; et les briseurs de grève lançaient des projectiles avec des frondes depuis l'immeuble d'en face.

» Naturellement, nous nous battons avec des tuyaux de fer et des cocktails Molotov devant l'usine pour défendre la grève.

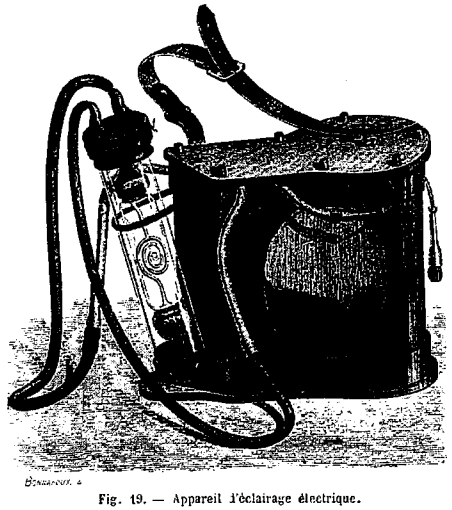


Fig. 19. — Appareil d'éclairage électrique.

leur tour ont approfondi la crise financière mondiale

Le marché immobilier et celui des prêts hypothécaires, « toxiques » ou pas « toxiques », est dans une sorte de chaos. D'un côté le prix des immeubles dégringole, non seulement privant les créanciers de leur gage mais aussi appauvrissant les « propriétaires » défaillants ou pas. En mai, les prix de l'immobilier avaient baissé de 30 %, rejoignant dans certains cas les prix de 1920, et un emprunteur sur cinq devait à l'organisme de crédit plus d'argent que la valeur de la maison achetée.

Les organismes créanciers se trouvent contraints de faire des choix destructeurs de leur propres avoirs, totalement dépréciés. En Californie, en mai 2009, un programme immobilier requérait pour son achèvement 1 million de dollars, les maisons étant invendables au prix coûtant ; leur destruction coûtait 100 000 dollars et la banque a décidé de les passer au bulldozer. La même chose est arrivée à Cleveland (Ohio), où toute une rue « repossédée » par les créanciers a été pillée et vandalisée dans de telles proportions qu'il a été plus « avantageux » de les détruire.

Sur ce terrain financier, on assiste à toutes les solutions de fortune : des spéculateurs rachètent en bloc les immeubles vides vandalisés pour une bouchée de pain et les revendent sur Internet, à bas prix, à des gogos qui se trouvent propriétaires endettés de maisons inhabitables parce qu'ils ne peuvent en assumer la restauration. D'autres, à partir du même achat en bloc, revendent 500 dollars l'unité, en proposant en outre à crédit, pour 400 dollars par mois – moins qu'un loyer – tout le matériel nécessaire à cette restauration. Entre les faillites des organismes de crédit, la circulation des titres de prêt, bien des débiteurs ne savent pas qui détient leur créance. Même globalement, il est difficile d'avoir des statistiques autres que parcellaires. Mais quelques chiffres disponibles peuvent donner une idée de l'ampleur des évictions, la « repossession » des habitations hypothéquées par les prêteurs (la plupart du temps des établissements de crédit adossés au circuit bancaire). Fin 2008, dans l'Etat du Maryland, sur un million de prêts, 100 000 sont « défaillants ». Sur l'ensemble des Etats-Unis, rien qu'en avril 2009, 150 000 défaillances supplémentaires sont enregistrées. Les saisies immobilières sont inégalement réparties : la moitié d'entre elles sont concentrées dans 35 Etats sur 50 dont, au premier rang, la Californie, le Texas et le Nevada.

CEUX QUI SONT EXPULSÉS et qui, souvent, en quelques semaines ont « tout perdu » (ils restent souvent redevables car la valeur de la maison reprise par la banque ne compense pas le montant du prêt), cherchent d'abord des appuis parmi leurs proches, dans des solutions de fortune, parce qu'ils ne sont pas totalement démunis et parce qu'ils espèrent encore que cela ne durera pas et que « les choses s'arrangeront ». Mentalité américaine ou mentalité « classe moyenne » ? Toujours est-il que les journaux abondent de témoignages concernant des « solutions » provisoires qui, même si elles témoignent d'une certaine détresse, ne pourront rester provisoires longtemps, surtout s'il s'agit de familles. En même temps, ces témoignages individuels teintées d'espoir ont aussi quelque peu une dimension collective et indiquent qu'il existe encore de ces solutions « pos-

sibles », même si l'avenir reste incertain. Qu'adviendra-t-il si ce provisoire dure, si le nombre des gens vivant d'expédients augmente considérablement ? Qui peut dire si cela ira dans le sens des réponses collectives qui paraissent s'amorcer face aux expulsions de logement ?

Bornons-nous à brosser le tableau de ce que ce provisoire est aujourd'hui :

– le partage du logement avec des parents ou des amis, même si cela signifie vivre dans un garage. Mais c'est la moins pire des solutions, qui relève aussi d'une appartenance de classe ;

– le repli sur les motels : un diplômé de bonne classe moyenne, 44 ans, au chômage, vit dans une pièce d'un motel sordide avec femme et trois enfants. L'environnement n'est pas le milieu qu'il pouvait fréquenter auparavant : disputes conjugales, bagarres d'ivrognes, prostitution... De plus, s'il doit payer de 800 à 1 400 dollars par mois, il devra évacuer vingt-huit jours plus tard, autrement le séjour se transformerait en location, ce que le tenancier ne veut absolument pas ;

– la vie dans une caravane ou des mobile homes, dans des sortes de cités qui préexistaient, mais très encombrées ;

– les foyers d'urgence, solution d'autant plus temporaire que ces foyers peuvent être fermés dans la journée et tout l'été. Les conditions de vie dans ces « shelters » sont décrites par un SDF : « J'ai été arrêté parce que je refusais d'aller dans un refuge et ai été emprisonné à Rikers. Je n'ai pu m'empêcher de rire quand j'ai vu que les draps de mon lit étaient marqués "Département des sans-logis", parce que prison et refuge sont une seule et même chose. C'est un exemple du front uni entre les services pour SDF et le système pénal ici à New York. Ce système est tout entier contre nous. Nous sommes traités comme du bétail, nourris comme des oiseaux et, pire, traités comme des détritus de la vie commune, mis de côté sur le bord du trottoir (7) » ;

– des cités sauvages de tentes, qui ont surgi un peu partout dans le pays dans des endroits isolés, ou des sortes de bidonvilles dont l'insécurité tient moins aux habitants eux-mêmes qu'aux répressions policières ou au maintien de tolérances toutes provisoires ;

– des parkings gardés où l'on peut dormir dans son automobile ;

– les bibliothèques publiques sont devenues des lieux où l'on ne vient pas seulement pour trouver de la chaleur ou pour dormir, mais aussi pour trouver des interlocuteurs et des conseils suppléant les centres communautaires surchargés ou inexistants.

MEME SI LES RECENSEMENTS SOUS-ESTIMENT LA SITUATION DES ENfants, notamment de ceux des familles urbaines, même si déjà avant la récession le nombre des enfants vivant dans la pauvreté augmentait de façon significative, tous les indicateurs montrent que dans la période récente la proportion d'enfants vivant dans les familles monoparentales ou dans les foyers de chômeurs a sensiblement augmenté. Et cette situation s'aggravera encore, alors que bien des Etats pris à la gorge

(7) *Left Turn*, janvier-février 2009 : « Housing, Race and the Shelter –Industrial Complex » signé « par un tas de gens de Picture the homeless ».
Picture the homeless est une organisation créée à New York par des sans-logis : www.picturethehomeless.org

tionaliste), brandissaient des attaques du genre « sympathisants de la Corée du Nord ». Des manifestations en soutien à la grève se tenaient périodiquement à Séoul et à Pyeongtaek mais elles rassemblaient rarement plus de quelques milliers de participants.

Les 26 et 27 juin, gouvernement et employeur reprirent des attaques plus sérieuses : des hommes de main, des briseurs de grève recrutés parmi les non-licenciés et la police des émeutes tentèrent d'entrer dans l'usine. Après de violents combats au cours desquels bien des ouvriers furent blessés, ils parvinrent à conquérir le principal bâtiment de l'usine. Les grévistes occupant l'usine se retranchèrent dans le secteur « peinture » ce qui faisait partie de la stratégie que nous avons évoqué (en janvier, 5 personnes étaient mortes à Séoul dans un incendie allumé lors d'un affrontement avec la police, ce qui avait déclenché des semaines de manifestations).

Le lendemain, la société déclara qu'il y avait eu assez de violences (ce qui était une reconnaissance de la résistance pugnace des travailleurs) ; police et mercenaires furent évacués et l'entreprise demanda au gouvernement de s'impliquer directement dans des négociations.

Après l'attaque des 26 et 27 juin, dont le but était d'isoler la lutte de Ssangyong et de briser la grève, des actions solidaires tentèrent d'élargir le soutien aux grévistes hors de l'usine. Ces tentatives comportaient des campagnes de rue, principalement d'organisations familiales dans le centre de Séoul et dans la zone de Pyeongtaek ; le KMWU organisa une grève générale de quatre heures au cours de laquelle les métallos des usines voisines se rassemblèrent devant les portes de l'usine.

Le 1er juillet, l'eau fut coupée dans l'usine ce qui signifiait que les occupants, pour faire face à l'été coréen chaud et humide, devaient récupérer l'eau de pluie et improviser des WC de fortune dans des tonneaux. Alors que les négociations échouaient, toutes les issues de l'usine furent bloquées.

Les 4 et 11 juillet, le KCTU (Confédération coréenne des syndicats) organisa des manifestations nationales en solidarité avec la grève de Ssangyong. Ces actions furent pourtant peu suivies et la direction du KMWU hésita à lancer une grève générale en réponse aux attaques contre l'usine. Les activistes pensent que les dirigeants du KMTU et du KCTU étaient plus préoccupés par les prochaines élections (927 activistes tinrent une journée de grève de la faim dans le centre de Séoul le 11 juillet). Ma propre expérience m'a enseigné qu'au cours des quatre dernières années de telles actions purement rituelles ont rarement influencé l'issue des luttes, sauf à démontrer leur faiblesse et leur isolement.

Finalement, le 16 juillet, 3 000 membres du KMWU se rassemblent devant l'Hôtel de ville de Pyeongtaek en solidarité avec les grévistes de Ssangyong ; Quand ils tentent de rejoindre l'usine, ils sont bloqués par la police et 82 ouvriers sont arrêtés. Lors de cette tentative avortée d'atteindre l'usine en apportant de la nourriture et de l'eau, les sbires de la direction s'en prenaient particulièrement aux bouteilles d'eau.

Les dés furent vraiment jetés le lundi 20 juillet. Un ouvrier de l'usine voisine Kia Motor Company, qui vint avec des centaines d'autres pour défendre l'usine attaquée par plus de 3 000 policiers, mercenaires et briseurs de grève, décrit ainsi ce qui apparaît comme une véritable opération militaire :

« Ce matin-là, à la fin de l'équipe de nuit à 5 h 30, nous sommes allés aux portes de l'usine Ssangyong où la lutte continuait dans les mêmes conditions que la veille.

» Vers 9 ou 10 heures, de nombreux bus de la police des émeutes arrivèrent devant

vernement ne voulut tout d'abord pas risquer un nouveau revers en lançant immédiatement l'assaut contre l'usine de Pyeongtaek.

Le 16 juin, une importante manifestation anti-grève rassembla plus de 1 500 protestataires devant les portes de l'usine. Y participaient 1 000 cadres, les briseurs de grève, 200 hommes de main et 300 travailleurs qui ne figuraient pas sur les listes de licenciement et ne soutenaient pas la grève. Quatre cents policiers anti-émeutes étaient stationnées non loin de là, ne bougeant pas et finalement, la manifestation des briseurs de grève fut déclarée illégale, apparemment par crainte que les grévistes et leurs supporters les attaquent.

Lors de cette manifestation de briseurs de grève 700 à 800 travailleurs des usines voisines, comme Kia Motor Company, vinrent pour défendre l'usine, en partie répondant à l'appel du KMWU.

Les occupants élaborèrent des plans de défense armée contre d'éventuelles tentatives de reconquête de l'usine par la police, stockant des barres de fer et des cocktails Molotov. Comme position de repli, ils se concentrèrent sur l'atelier de peinture où ils pensaient que se trouvaient des matériaux inflammables qui dissuaderait la police d'utiliser des bombes lacrymogènes susceptibles se provoquer une explosion (c'était une bonne idée, comme on le verra plus tard, mais finalement elle s'avéra inutile).

J'ai parlé avec un militant participant à l'occupation, qui critiquait fortement le rôle du syndicat. Selon lui, le KMWU garda le contrôle de la grève. Pourtant, au contraire du rôle que les syndicats avaient joué dans la lutte de Visteon au Royaume-Uni ou dans le démantèlement de l'industrie automobile aux Etats-Unis, le KMWU soutint l'action illégale, couvrant l'occupation de l'usine et organisant sa défense armée. Mais d'autre part, dans les négociations avec la direction, il centra les revendications sur « pas de licenciements » et mit la pédale douce sur la sécurité de l'emploi pour tous et contre la sous-traitance.

Le noyau dur de l'occupation de l'usine reposait sur 50 à 60 groupes de base de 10 travailleurs, qui chacun avaient élu un délégué pour coordonner les actions. Selon le même militant, ces délégués étaient les travailleurs les plus combatifs et les plus conscients.

Une fois de plus, la grève a bénéficié à l'origine d'un climat politique favorable qui mettait le gouvernement coréen sur la défensive, mais il se redresse maintenant avec la crise profonde de l'industrie automobile et la crise économique mondiale. L'usine de Kia Motor Company voisine était elle-même en pleines négociations critiques pour des mesures permettant de faire face à la crise, et GM-Daewoo est menacée par la réorganisation mondiale de GM. La stratégie de la direction, comme dans le cas de Visteon, a été au mieux une guerre d'usure (amorcée dès 2006) ou même une fermeture immédiate de l'usine.

FIN JUIN, LE GOUVERNEMENT ET LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE abandonnèrent leur position attentiste et commencèrent à passer à l'offensive. Le 22 juin des poursuites judiciaires étaient déjà engagées contre 190 grévistes. Quelques jours plus tard, un des travailleurs licenciés, lourdement endetté, se suicidait. Le climat social et politique continuait à s'alourdir ; des enseignants et des moines attaquaient le glissement accéléré du gouvernement vers la droite de plus en plus conservatrice et les forces de l'ordre, sous la férule du parti Hanaradang (ultra-na-

par la nécessité de résorber leur déficits suppriment les programmes d'aides aux familles démunies (8).

L'entrée dans l'illégalité : une amorce de solutions collectives

MAIS TOUS N'ESSAIENT PAS DE TROUVER ces solutions de fortune et sombrent dans le désespoir, ce qui ne veut pas dire que ceux qui cherchent ces solutions échappent à des tensions psychologiques pouvant entraîner des problèmes relationnels plus ou moins violents. Plus de la moitié des adultes d'âge universitaire ont des troubles psychiques (un quart ne sont pas traités) – dépression, anxiété –, souvent noyés dans l'alcool ou les drogues. Au-delà des perturbations domestiques (éclatement des familles, disputes conjugales, violences conjugales jusqu'au crime, en augmentation de 18 %), la croissance des suicides a atteint un taux jamais vu ; de 28 % en 2008 par rapport à 2007.

D'autres actes de désespoir individuel comme l'incendie de la maison « repossédée » (qui peut être aussi une fraude à l'assurance), la résistance armée aux agents d'expulsion, peuvent dégénérer soit dans les « mass murders » dont la fréquence augmente dangereusement, depuis le « suicide » familial collectif jusqu'aux massacres dans les écoles ou ailleurs, soit dans l'accroissement de la criminalité ordinaire (par exemple à Detroit [800 000 habitants], en juin 2008, 30 meurtres ont été recensés – ce qui est dans la moyenne mensuelle [9]). Un seul exemple de ces résistances du désespoir : un vieux de 78 ans barricadé dans son appartement résiste à son expulsion les armes à la main ; il faut un siège de cinq heures par cent policiers appuyés par des hélicoptères, une véritable opération militaire, pour finalement l'abattre. Ce n'est pas un cas isolé.

De même il y a une recrudescence des attaques de banques ou de caisses de commerces, non plus par des gangs locaux ou le « crime organisé », mais par de simples particuliers (« dramatique », dit un rapport du FBI) de 22 % dans le sud de la Californie, de 421 % dans le seul comté d'Orange (Californie), de 54 % à New York, souvent pour des sommes dérisoires (1 410 dollars « pour payer mon loyer », dit l'une d'elles ; 1 000 dollars « pour éviter l'expulsion », dit une autre). Actuellement, aux Etats-Unis, on compte 7,3 millions de prisonniers, y compris les prisonniers sur parole (un adulte sur 31) et leur nombre s'accroît.

Pour tenter d'exploiter le besoin d'argent nécessaire aux dépenses quotidiennes, les banques ont tenté de développer le système des cartes de crédit, une sorte de report des difficultés qu'elles connaissaient dans le secteur des prêts hypothécaires. La dimension prise par cette nouvelle menace spéculative a conduit en mai 2009 le gouvernement à réglementer l'utilisation de cette forme de crédit, imposant aux banques une sélection plus sévère des porteurs de cartes et imposant un délai de quarante-cinq jours avant tout changement du taux d'intérêt (de tels changements étaient pour partie la cause des défaillances dans le cadre des « subprimes »). Aujourd'hui, la dette moyenne par famille s'élève à 10 500 dollars, et le total de ces dettes personnelles (hors « subprimes ») s'élève à 2 500 milliards de dollars. La courbe des défaillances de remboursement des crédits sur carte suit exactement la courbe de progression du chômage.

(8) « Study: recession likely to leave kids worse off » *The Washington Post*.
(9) Chaque année on recense aux Etats-Unis 30 000 morts par armes à feu, une moyenne de 84 par jour

Mais, à l'inverse il y a tout un ensemble de réactions que l'on pourrait qualifier de positives, soit individuelles soit collectives.

Au lieu de faire brûler la maison dont ils sont dépossédés, certains des expulsés la vident totalement de toutes ses installations fixes, jusqu'au dallage de l'entrée, ne laissant que les murs. Ils peuvent être «aidés » en cela par des gangs organisés qui se sont fait une spécialité de « vider » de la même façon les maisons inhabitées après l'expulsion ou l'abandon d'un occupant défaillant. Nous verrons ci-après les conséquences de ces maisons vandalisées dans le grand ballet de l'immobilier aux Etats-Unis.

Le squat est une des fores de cette récupération individuelle mais squatter sa propre maison ou une maison abandonnée, c'est de la récupération permanente et un affrontement direct et constant avec l'autorité du propriétaire. Souvent, cette forme d'action, pour individuelle qu'elle paraisse (elle concerne une famille ou un groupe de copains), revient à une action collective car, même lorsqu'il s'agit du refus d'évacuer et, donc, de squatter sa propre maison, cela ne peut se faire qu'avec un soutien ouvert ou indirect. Cette résistance a pris des formes très diverses mais toutes, semble-t-il, hors des partis ou des syndicats, s'apparentant plus aux groupes de solidarité, d'entraide, apparus dans les manifestations des latinos contre le projet de loi durcissant la répression contre les immigrants (*). Ces formes impliquent un changement de mentalité dans les relations de voisinage qui pourrait signifier l'apparition d'une communauté d'intérêt de classe et de la solidarité consécutive.

Là encore, on ne peut citer que des exemples car il s'agit de mouvements locaux qui ne se fédèrent que rarement au-delà d'un Etat. Leur diversité semble être aussi conséquente que leur nombre. Ils se meuvent en général de part et d'autre de la frontière de la légalité, de l'occupation pacifique à la violence pour empêcher les expulsions ou les ventes aux enchères.

En Floride, un groupe d'avocats bénévoles, Take back the law, anime une autre association, National Coalition for the Homeless, qui fédère une douzaine d'organisations similaires dans les Etats-Unis. Ils organisent une sorte de désobéissance civile, recensant les candidats SDF pour leur indiquer les maisons vides qu'ils ont repéré par ailleurs, tentant souvent de prendre de vitesse les prédateurs ou squatters. Ils donnent des conseils juridiques, à commencer par « produce the note », un acte qui peut bloquer une expulsion parce que dans la faillite des sociétés immobilières et la reprise des créances dans le chaos de la finance immobilière, personne ne sait plus qui est finalement le véritable détenteur de la dette.

Dans le Minnesota, une organisation similaire, Human Rights House, a organisé une sorte de réseau clandestin baptisé « Chemin de fer souterrain du monde moderne ».

Women in Transition, dans le Kentucky, fait la chasse aux propriétés à squatter pour les redistribuer.

Metro Atlanta Task Force for the Homeless entend rester plus dans la légalité : cette

(*) Voir « Le géant s'éveille », *Echanges* n° 117 (été 2006), et « Les centres ouvriers», n° 126 (automne 2008).

seulement 7 000. En février 2009, la société coréenne s'est mise en faillite, proposant une restructuration et offrant l'usine de Pyeongtaek en garantie pour de futurs emprunts lui permettant de sortir de la faillite. Le tribunal approuva ce plan impliquant des licenciements pour que l'entreprise redevienne rentable.

La stratégie de la direction semble avoir été sur le long terme de réduire progressivement les effectifs et de transférer les technologies en Chine. Depuis la prise de contrôle de la société chinoise, celle-ci n'a procédé à aucun nouvel investissement chez Ssangyong Motors et n'a lancé aucun nouveau modèle. En décembre 2008, il y eut une brève action de protestation contre ce transfert de technologies ; les procureurs coréens ont questionné la légalité des transferts en Chine de technologies développées avec des subsides gouvernementaux, mais jusqu'à présent, aucune action n'a été engagée à ce sujet.

Les travailleurs ont répondu à la mise en faillite de l'usine par des grèves d'avertissements contre les licenciements prévus. Ces grèves limitées se transformèrent, lorsque le plan de licenciement fut dévoilé, le 22 mai, en une grève pleine et entière, avec prise de l'usine et occupation par les 1 700 travailleurs. Au programme, trois revendications principales : pas de licenciements, pas de travail temporaire et pas de sous-traitance. L'entreprise cherchait à contraindre 1 700 ouvriers à prendre une retraite anticipée et licenciait 300 salariés temporaires.

Les travailleurs de Ssangyong sont organisés par le syndicat Korean Metal Workers Union (KMWU) et ils ont travaillé, en moyenne, de douze à vingt ans dans l'usine. Un travailleur permanent gagne approximativement un salaire annuel de base de 30 millions de won (environ 17 090 euros) un temporaire ne gagne que 15 millions de won pour le même travail ; en Corée, le salaire de base est seulement une fraction du salaire, qui comprend des primes (pour les permanents) et un chiffre significatif d'heures supplémentaires à taux majoré ; souvent dix heures par semaine, qui sont acceptées et souvent souhaitées par la plupart des travailleurs comme un supplément de salaire nécessaire.

A la mi-juin, environ 1 000 travailleurs poursuivaient l'occupation avec femmes et enfants apportant la nourriture. Environ 5 000 travailleurs restaient à la maison et environ 1 000 cadres et briseurs de grève travaillaient, uniquement à faire de l'entretien, car aucune voiture ne sortait des chaînes depuis les débuts de l'occupation.

Dans les premieres semaines de l'occupation, la police n'était guère présente à Pyeongtaek. C'était en partie à cause de la crise politique qui avait suivi le récent suicide de l'ex-président Noh Mu-hyeon et des manifestations qui s'ensuivirent, exprimant la colère croissante contre le gouvernement de droite de Lee Myong-bak. Ce gouvernement, élu en décembre 2007 sur un programme de fort développement économique, et déjà quelque peu discrédité par des mesures spectaculaires répétées en faveur des riches et par la crise mondiale, fut tout d'abord quelque peu désarçonné par l'importance de l'attaque des manifestations, mobilisant jusqu'à un million de participants. Après que l'intervention de la police des émeutes lors des funérailles de Noh eut provoqué une nouvelle flambée de colère et fait descendre encore plus de manifestants dans les rues, le gou-

LA DÉFAITE DE LA GRÈVE DE SSANGYONG MOTORS

Une dure répression a suivi la capitulation des 976 ouvriers qui avaient occupé leur usine

APRES SOIXANTE-DIX-SEPT JOURS DE LUTTE, LA GREVE DE SSANGYONG MOTOR Company et l'occupation de l'usine de Pyeongtaek (Corée du Sud) s'est terminée le 5 août. C'est une défaite pour les 976 ouvriers qui avaient occupé le 22 mai cette petite usine automobile et l'ont tenue contre des assauts quasi militaires répétés : l'accord signé par le syndic de faillite Park Young-tae et le président de la section locale du syndicat Han Sang-kyun représente en effet une capitulation quasi totale. C'est même pire que cela, après la signature, des douzaines de grévistes ont été arrêtés et interrogés par la police en vue de possibles poursuites pour activités criminelles ; ceci indépendamment d'un procès monstre contre le syndicat Korean Metal Workers, à qui le pouvoir demandera 45 millions de dollars d'indemnisations, et probablement d'autres procès distincts contre des grévistes rendus responsables de déprédations occasionnées par la grève.

Au-delà d'une victoire antérieure et plus dramatique contre des protestations populaires il y a un an et demi (ne faites pas de prisonniers), le gouvernement coréen de Lee Myong-bak (droite dure) montre ainsi son intention de passer au rouleau compresseur toute résistance potentielle à un mode de gouvernement indéfectiblement favorable au grand capital.

La grève de Ssangyong fait écho de diverses manières à la dynamique montrée par la lutte de Visteon au Royaume-Uni (voir p. 59) et dans toutes les batailles autour des restructurations de l'industrie automobile de par le monde. Impliquant la prise immédiate de l'usine, son occupation et, dans sa défense, de violents affrontements avec la police, les sbires patronaux et les briseurs de grève, cette grève est la première lutte de cette dimension en Corée du Sud depuis des années. Sa défaite – qui suit une longue série de défaites dans les années récentes – n'est guère un bon présage pour des résistances futures.

Ssangyong Motor Company a été rachetée il y a trois ans par la société chinoise Shanghai Automotive Industry Corporation, qui détient 51% du capital. A cette époque, l'usine de Pyeongtaek (située environ à 45 minutes de Séoul) employait 8 700 travailleurs ; au début de la grève, ils étaient

organisation locale démarche les banques pour négocier l'occupation légale des maisons abandonnées.

Un groupe de chômeurs du bâtiment de Cleveland (Ohio) répare bénévolement les maisons abandonnées pour les remettre à des SDF.

Un groupe de New York, dans une brochure *Housing, Race and the Shelter Industrial Complex* (10), définit comme suit la tâche qu'il s'est assignée : « La raison pour laquelle nous nous battons pour le logement sans discrimation de race, de couleur ou de statut économique, est que jusqu'à un certain point, d'une manière ou d'une autre, chacun connaît des temps difficiles, et que personne ne veut connaître une plus grande déchéance que celle qu'il subit déjà. Rien qu'à Manhattan il y a assez de maisons abandonnées pour loger tous les SDF de New York. Picture The Homeless (PTH), avec ses alliés, l'a prouvé. Et pourtant il y a encore des hommes, des femmes et des enfants à la rue à New York, donc nous continuons notre combat. Nous voulons aussi faire prendre conscience du fait que si c'est le problème de chacun, nous avons besoin de tous pour le régler... Pour organiser des campagnes, il est difficile de trouver du temps afin de remplir un agenda politique plus poussé, surtout que des nouveaux affluent sans cesse. Beaucoup d'entretiens ne permettent pas de franchir une étape élémentaire. Il est important que ces entretiens ne se déroulent pas seulement dans une organisation particulière ; c'est une des raisons pour lesquelles PTH adhère à d'autres groupes comme Right to the City ou Coalition to save Harlem... »

Quelle est la dimension de telles organisations qui semblent avoir fleuri partout sur le territoire national ? Ce sont, sans doute, les mêmes qui organisent ou participent à des actions plus radicales – depuis des manifestations jusqu'à des actions directes contre les banques ou contre leurs dirigeants, en passant par des oppositions de fait aux expulsions ou la présence aux séances de tribunaux. Un slogan ambigu court sur Internet : « Le gouvernement ne veut pas réglementer les banques, alors on va les attaquer. » On ne sait pas quelle est l'importance nationale de ces Rapid Defence Team qui entendent organiser des mobilisations et intervenir contre les expulsions. On ne peut que citer le florilège de ces actions directes :

– plus de 30 banques ont reçu en octobre 2008 des enveloppes contenant une poudre blanche (menace réelle ou feinte ?) ;

– occupation, à l'appel d'ACORN (Association of Community Organizations for Reform Now) d'une banque à Oakland par 40 personnes, bientôt virées par la police ;

– de telles occupations sont signalées dans différentes villes, mais elles dépassent les agences bancaires pour se reporter dans les tribunaux où se déroulent les procès contre les débiteurs défaillants, préalables à l'expulsion ; le nombre des « perturbateurs « peut monter jusqu'à 100 manifestants. Partout, la police intervient ;

– en février 2009, à Greenwich (Etat de New York), plus de 300 manifestants se regroupent devant le domicile de deux dirigeants de banques qui ont refusé de renégocier les prêts, les bloquent dans leur maison et couvrent les murs des environs de graffitis hostiles ;

– des mouvements sauvages sont signalés à Boston, Detroit, Memphis, Cleveland ;

– une organisation Bail out People Movement organise une manifestation à Wall Street ;

(10) Voir note 7.

– le 9 avril, des milliers de manifestants, la plupart immigrants, défilent dans les rues de Los Angeles pour les droits des immigrés en raison de l'aggravation de leur condition sous l'impulsion de l'organisation Mexican National Brotherhood ;

– on assiste à une explosion de menaces (leur nombre a plus que doublé en six ans) contre les procureurs et les juges, à un point tel que certains d'entre eux doivent bénéficier d'une protection 24 heures sur 24, changer de route, installer des systèmes de sécurité... et a conduit à l'installation d'un centre national high-tech destiné à rechercher l'origine des menaces. Des bombes auraient été déposées devant certains tribunaux. Avant de procéder à une expulsion, les shérifs se font précéder de « spécialistes » qui s'assurent que la maison est bien vide et qu'il n'y a pas, comme cela s'est produit, de chien agressif ou de bombe artisanale (des conseils sont même donnés sur Internet pour piéger ainsi les « autorités ») ;

– une autre initiative qui relève de l'humanitarisme et vise à suppléer aux carences des services sociaux est cette clinique en plein air sur un stade de Los Angeles qui, du 11 au 18 août, a soigné et même opéré plus de 3 000 patients incapables de se payer un soin quelconque pour des maladies parfois graves (11). Les coupes claires dans les services de l'éducation semblent également provoquer des sursauts locaux qui apparaissent pourtant bien sporadiques ;

– le 21 mai, à Detroit, plus de 100 étudiants manifestent contre le licenciement de deux directeurs d'universités qui se sont opposés à un projet de 50 écoles, le licenciement de 33 principaux et de 900 enseignants ;

– à Los Angeles, neuf enseignants sont en grève de la faim pour protester contre le licenciement de 2 250 enseignants ;

– à Santa Cruz, 100 enseignants et étudiants ont formé un Student of Colorado Collective contre les restructurations et l'augmentation des droits universitaires ; 450 d'entre eux manifestent le 22 mai et occupent les bureaux de l'université (deux arrestations).

D'autres initiatives, individuelles ou collectives se manifestent : repossession de terrains vagues ou publics pour y pratiquer des cultures de subsistances, à Detroit ou ailleurs ; travail gratuit offert par des chômeurs qui veulent garder la main pour l'avenir, ou ne pas sombrer, mais ce phénomène dont nous ignorons la dimension (il existe un site Internet qui recense de tels volontaires et les entreprises, généralement des start-up, disposées à les « accueillir ») laisse pour le moins perplexe ; on pourrait voir cela comme les différents systèmes de formation de chômeurs en France mais dus, là, à des initiatives privées (12).

QUEL SENS ACCORDER à tout ce foisonnement de résistances tant individuelles que collectives, d'actes de désespoir comme d'actes offensifs, de démarches de survie, toutes actions souvent à la limite de la légalité ? D'un côté, on peut saluer ces initiatives qui, bien que n'empruntant pas des chemins traditionnels, témoignent de tentatives de changer quelque chose dans le

(11) Cette « clinique ouverte » a été créée par l'organisation humanitaire Remote Aera Medical (RAM) pour proposer des soins médicaux gratuits aux populations les plus démunies d'Amérique du Sud. Tout un symbole d'avoir à promouvoir la même activité au sein de ce qui fut l'Etat le plus riche es Etats-Unis

(12) « Crisis spurs people to work for free- good or bad? » (Agence Reuters, 13 juillet 2009).

étendue au monde entier, cet article aborde la crise sous ses traits purement capitalistes : capital financier, déséquilibres des comptes internationaux, menaces de bulles spéculatives. En conclusion, l'explication de la crise de son seul point de vue financier, par un usage démesuré des produits dérivés ou des crédits immobiliers accordés généreusement (subprimes), ne signifie pas grand-chose ; c'est le système capitaliste qui explique au contraire le recours aux produits dérivés et au crédit en général. Tous les articles sur la crise parus dans Wildcat sur www.wildcat-www.de (en allemand).

Prétexte

◆ « Crise capitaliste : les coupables font payer les victimes » dans *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* n° 7 (septembre 2009). La crise, un prétexte pour remodeler le salariat.

Pas la fin...

◆ « C'est pas la crise finale ? », un entretien avec l'économiste Frédéric Lordon, dans *CQFD* n° 69 (5 juillet 2009).

Chimérique ou Chinamérique

◆ L'alliance objective de la Chine et des Etats-Unis dans le partage de l'économie mondiale a donné naissance à un nouveau mot, Chimérique (Chinamerique, en français). « Chimerica » est le titre d'un article du n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat* qui analyse les alliances et les tensions entre Chine et Etats-Unis.

La Chine est maintenant le premier détenteur mondial de réserves en dollars et les Etats-Unis les premiers consommateurs de biens manufacturés en Chine. Leur interdépendance est à ce point centrale pour le capital que certains économistes parlent d'organiser un G2 pour discuter de l'organisation économique mondiale, en marge des G8 et autres G20. Car les déséquilibres sont nombreux en Chine qui menacent le capitalisme internationalement : un modèle d'exportation qui a atteint ses limites avec des coûts de production en augmentation constante, contraignant le pays à développer son expertise industrielle et ainsi entrer en concurrence directe avec les pays industrialisés, par exemple dans l'automobile, ou bien encore investir ses réserves en dollars dans l'industrie au niveau mondial ; un chômage important (plus de 10 % de la population active, c'est-à-dire plusieurs millions de travailleurs) et des problèmes concomitants dans les campagnes ; une consommation en berne et un fort taux d'épargne du fait du démantèlement de l'Etat-providence depuis la fin des années 1980 ; enfin, des conflits sociaux en nombre croissant (58 000 conflits pour les trois premiers mois de l'année selon des statistiques officielles).

Quant aux Etats-Unis, l'endettement du pays, gouvernemental et par individus, s'élève à un tel niveau qu'il semble ne plus rester pour le réduire d'autres solutions que monétaires : dévaluation du dollar, inflation ou bien encore manipulation des taux d'intérêts, au risque de mettre en péril l'économie mondiale.

LA CRISE DANS LES PUBLICATIONS

Vers la fin de l'industrie automobile

◆ Le n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat* prédit « La fin d'une industrie clé » du capital, le secteur automobile, constructeurs et sous-traitants, frappé au niveau mondial par les surcapacités, la surproduction et l'extrême compétition. Jusqu'à maintenant, « les milliards de subventions, les primes à la casse, le chômage partiel et les exonérations d'impôts ont garanti la survie de l'industrie automobile y compris ses surcapacités », et peuvent retarder provisoirement l'effondrement de ce secteur industriel, mais ce n'est qu'une question de temps. Comme le résume un travailleur de l'équipementier Karman : « Autrefois nous avions tous en tête que les CDD étaient en situation précaire, qu'ils n'avaient pas de chance, mais que nous, les CDI, étions en sécurité. Nous savons maintenant que nous sommes tous précaires ; ce que nous ne savons pas, c'est juste quand notre tour viendra. »

Point de vue financier

◆ Dans le n° 84 (été 2009) de la revue allemande *Wildcat*, un complément à l'analyse de la crise qu'elle poursuit depuis deux numéros (voir *Echanges* n°s 127 et 128, respectivement p. 11 et 70) : « Update Krise ». Alors que les précédents numéros s'intéressaient aux effets de la crise et de la prolétarisation

Songes et mensonges du « capitalisme vert »

◆ « A propos du capitalisme vert » : la régulation verte du capitalisme n'est que l'art de faire passer des vessies pour des lanternes, écrit Michel Legris dans *A contre courant* n° 206 (juillet 2009), exemples concrets à l'appui. Entre autres à cause de la stratégie d'obsolescence des produits (nécessaire pour contrer l'incessante baisse de la rentabilité), consubstantielle au capitalisme lui-même. « Face à la mutation technique effectuée au XXe siècle, qui a fini par changer la nature et le sens de l'héritage technique du capitalisme » remettent en cause l'idée de « réappropriation de cette base technique du capitalisme et de l'expropriation des expropriateurs – . M. Legris met en avant, comme type d'action nouvelle, le fait que « sur le continent américain et dans de grandes agglomérations touchées par la désindustrialisation *[Rosario en Argentine ou Detroit aux Etats-Unis]*, des populations ont fait naître, sur de grands espaces tombés en friche, d'importantes agricultures urbaines. » Une préfiguration de l'abolition de la différence entre la ville et la campagne ?

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 186 (été 2009) : « Les mensonges déconcertants du capitalisme vert » ; dans le n° 187 (septembre 2009) : « Taxe carbone, une nouvelle TVA repeinte en vert ! » Dans chaque numéro, *AL* publie une chronique «Dico anticapitaliste » ; celle du n° 186 est consacrée au mot « société de consommation », celle du n° 187 au mot « croissance ».

système capitaliste. Mais d'autre part, on peut aussi en conclure que la tolérance du système (même si la répression en fixe les limites) réduit ces phénomènes sociaux de réponse à la crise à des adaptations, aidant l'ensemble du système capitaliste à surmonter sa crise sans en contester ni en menacer les fondements. C'est l'avenir qui tranchera. On peut quand même penser que, d'une manière ou d'une autre, ces expériences innovantes laisseront des traces.

Un article récent du *Washington Post* demandait : « Où sont passées toutes les protestations ? », pour conclure qu'il existait un grand mécontentement mais fort peu de manifestations. Pourtant , quand on voit que le gouvernement a rapatrié d'Irak des unités spéciales antiterroristes pour assurer la sécurité intérieure en cas de troubles sociaux, rôle normalement dévolu à la Garde nationale, ne peut-on penser que, lorsqu'il s'agit d'ordre social, la classe dominante est plus consciente des dangers qui la menacent que les groupes politiques traditionnels ? Et qu'elle accorde à des signes nouveaux et des méthodes inhabituelles de résistance plus d'importance que ces groupes, prisonniers de schémas orthodoxes de la lutte de classe ?

Ceux qui ont vécu les dernières manifestations antiguerre du Vietnam, en 1968, et tout le mouvement hippy, cherchent en vain à retrouver les mouvements et les actions qui ont marqué leur jeunesse. Il en est de même pour ceux qui remontent plus loin dans les luttes ouvrières pour tenter de retrouver des signes de grands mouvements des années 1930 ou des années 1970. « Ils peuvent observer que toutes ces luttes ont été suivies de quarante ans de conservatisme et d'offensive du capital. A quoi ont bien pu servir ces affrontements et pourquoi alors les renouveler ? Les limites de la protestation sociale et politique par les voies traditionnelles conduisent au cynisme. » L'auteur de l'article en conclut que le manque de symboles n'est pas du tout un manque de passion, et que les jeunes d'aujourd'hui ont une approche des problèmes qui les touchent totalement différente, utilisant tout un ensemble de techniques qu'au nom d'une éthique dépassée, les parents considèrent avec mépris.

Ces jeunes seraient plus intéressés par un affrontement direct avec le pouvoir que par des manifestations, et ce qu'ils font serait beaucoup plus efficace. La conclusion de l'article pose que cette situation constitue le socle d'un engagement politique que nous ne voyons pas.

La débâcle de tous les services publics

Parmi tous ceux qui sont pris dans la tourmente des réductions de revenus, du chômage et des « repossessions » , et dont le nombre s'accroît sans cesse, on trouve ceux qui peuvent « s'en sortir », ceux qui trouvent des expédients pour ne pas subir trop durement ce qu'ils considèrent comme une « mauvaise passe » et ceux qui sombrent, qui désespèrent ou qui s'organisent pour résister et trouver une solution temporaire.

On parle beaucoup dans ce tableau des « classes moyennes », cette couche prolétaire qui vivait quelque peu le « rêve américain » sans trop se soucier des problèmes économiques, financiers, politiques, militaires qui s'accumulaient peu à peu. On parle beaucoup moins des autres prolétaires, américains, petits Blancs ou Afro-Américains, immigrants légaux ou illégaux qui, pour une bonne part, vivaient déjà cette précarité qui déborde aujourd'hui leur milieu traditionnel et pour qui la crise n'est,

aggravée, que la continuation de ce qu'ils vivaient déjà depuis des années.

Les Etats en faillite. La crise ne frappe pas seulement toute l'activité économique et le secteur financier. Mais aussi tous les appareils administratifs des collectivités diverses, depuis l'Etat jusqu'au moindre village, depuis les organisations politiques ou syndicales jusqu'aux collectifs variés de solidarité et d'entraide : tous dépendent de l'activité économique pour leur financement, fût-il minime, et l'afflux des « gens dans le besoin » rend leur activité encore plus précaire. Hallye Jorda, porte-parole du contrôle financier de l'Etat fédéral, peut annoncer : « On est à court d'argent, donc on vit en prélevant dans les fonds spéciaux comme le portefeuille dédié aux catastrophes naturelles. ». L'ensemble des services publics est touché. Ces dysfonctionnements sont si généraux et si polyvalents qu'on ne peut en citer que des exemples.

Les Etats vont cumuler en 2009 un déficit de 121 milliards de dollars et cherchent à le combler par des restrictions de tous ordres : fermeture des refuges, des écoles, des prisons, licenciement de fonctionnaires, réduction des aides... Les plus touchés sont ceux qui avaient emprunté pour financer des travaux publics d'aménagement et ne peuvent plus faire face aux remboursements. Les aides de l'Etat fédéral sont conditionnées à l'exécution de « réformes ». Un exemple en est donné par le secrétaire fédéral de l'éducation qui, visitant Detroit, soulignait qu'il était « absolument fondamental d'imposer de nouveaux règlements aux écoles renforçant les contrôles et introduisant le salaire au mérite ».

Wilmington (Ohio) est une petite ville de 12 000 habitants. La suppression, pour réduction d'activité, du hub de DHL (messageries et logistique, filiale de l'allemand Deutsche Post) entraîne le licenciement de 8 000 travailleurs (7 000 familles se retrouvent sans ressources). La ville, dont le fonctionnement dépendait totalement des impôts versés par l'entreprise et les travailleurs, se retrouve en faillite. Elle ne peut même plus assumer le service de l'hôpital local, à un moment où nombre de chômeurs se retrouvent sans assurance maladie. La soupe populaire, qui a dû créer 200 places supplémentaires, a du mal à accomplir son soutien quotidien.

Pontiac (Michigan), une ville de l'automobile proche de Detroit, perdra 20 % de ses impôts et doit réduire la moitié de son secteur enseignant ; 20 écoles sont fermées, ce qui touche 7 200 élèves.

Fin 2008, Birmingham (Alabama) (agglomération industrielle du Sud, 1 million d'habitants) se retrouve avec 3,2 milliards de dettes dans ce qui est considéré, pour une ville, comme la plus grande faillite de l'histoire américaine. Elle a emprunté aux banques pour la modernisation d'un réseau d'égouts et ne peut plus faire face aux échéances. La ville est passée sous contrôle fédéral.

Mansfield (Ohio), ville de 50 000 habitants, voit 1 200 travailleurs de General Motors à la rue et affiche 1 million de dollars de déficit. Flint (Michigan), autre ville de l'automobile, est véritablement ravagée ; elle doit fermer sa caserne de pompiers (90 licenciés) et même ses policiers. On pourrait multiplier les exemples à l'extrême.

L'Etat de Californie (taux de chômage 11 %), en janvier 2009, se retrouve avec 41 millions de dollars de déficit après une baisse du rendement des impôts et l'impossibilité de les augmenter (proposition

tème monétaire ajoute la crainte théorique à la panique pratique, et les facteurs de la circulation frémissent devant l'impénétrable mystère de leurs propres rapports économiques (15). »

(Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, p. 109.)

Il apparaît donc que la question du dollar comme monnaie universelle est au centre des contradictions du monde capitaliste, au centre de leurs rivalités. Comme l'histoire de l'argent nous l'enseigne, il arrive toujours un moment ou il faut passer sous les fourches caudines du « paiement au comptant », ce moment semble arrivé.

En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas que le retour à l'étalon-or change les paramètres de la crise du capital, ni un système basé sur les DST et autres monnaies.

Il nous faudra revenir sur cette question dans un prochain article.

Gérard Bad
septembre 2009

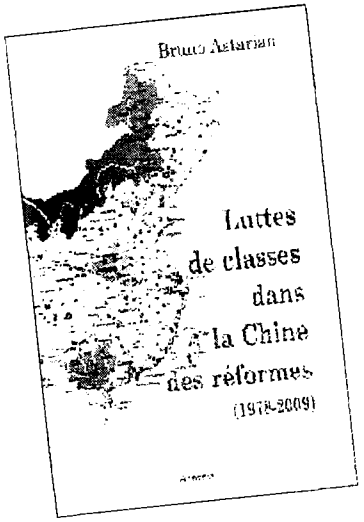
---

(15) Boisguillebert, qui voudrait empêcher les rapports de production bourgeois de se cabrer devant les bourgeois eux-mêmes, marque, dans ses idées, une prédilection pour les formes de l'argent où il n'apparaît qu'idéalement ou de manière fugitive. Ainsi avait-il fait pour le moyen de circulation. Ainsi fait-il pour le moyen de paiement. Ce qu'une fois encore il ne voit pas, c'est le passage immédiat de l'argent de sa forme Idéale à sa réalité extérieure, c'est que la mesure des valeurs, imaginée seulement, recèle déjà le dur argent à l'état latent. Le fait, dit-il, que l'argent est une simple forme des marchandises elles-mêmes apparaît dans le grand commerce, où l'échange s'effectue sans intervention de l'argent après que « les marchandises sont appréciées ». (Le détail de la France, *ibid.*, p. 210.) [Note de Marx dans la *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*]

DANS LES PUBLICATIONS

Chine

◆ Bruno Astarian vient de publier aux Editions Acratie *Lutte de classes dans la Chine des réformes(1978-2009)*.



Il s'y livre en cinq chapitres à une description de cette nouvelle puissance : « Les capitalistes » (faiblesse du capitalisme chinois) ; « Le hukou » (problème des migrants) ; « Les paysans » (révoltes paysannes et exode rural) ; « Le prolétariat » (après la restructuration des entreprises publiques, misère et précarité) ; « Lutte du prolétariat chinois » (nombreuses protestations, mais pas d'embrasement généralisé). Et dans un sixième (« Le prolétariat chinois face au capital mondial ») à des interrogations sur la « solution chinoise » à la crise actuelle et sur les perspectives d'une révolution communiste.

Editions Acratie, L'Essart, 86310La Bussière(diffusion Dif'pop). – editionsacratie@minitel.net – http://acratie.ouvaton.org

le désir que l'argent doit rapporter de l'argent ; en système capitaliste on ne s'assied pas sur son tas d'or, on cherche à le valoriser en permanence. Donc il est parfaitement normal que les banques centrales vendent de l'or quand il y a un pic du prix de l'once. Par contre, ce qui est plus original et qui porte à réflexion, c'est le « carry trade » (14). Comme tous les « carry trade » il s'agit de jouer sur des différentiels, ici une banque centrale prête son or à un très faible taux à une banque amie, qui se charge de mettre cet or sur le marché. La vente de l'or étant réalisée les fonds recueillis sont alors placés dans des fonds plus rémunérateurs (type emprunts d'Etat).

L'affaire est particulièrement juteuse : quand le loyer de l'or est déduit, les rendements sont de 3 % à 4 %, un bon pécule. Seulement le prêt d'or se négocie pour une certaine durée (un mois à dix ans) et à échéance il faut restituer l'or physique. Si le cours de l'or triple au moment où il faut restituer l'or, il est bien évident que nos banques se retrouveront avec une difficulté de plus. Selon les rumeurs, 15 000 tonnes d'or auraient été prêtées (la quantité totale d'or extrait depuis que l'homme s'y intéresse et l'accumule est estimée entre 145 000 et 155 000 tonnes seulement). Il n'est donc pas de l'intérêt des banques de laisser s'envoler au-delà d'un certain seuil le cours de l'once d'or.

A partir de là, il est possible d'imaginer divers scénarios. Quand l'or emprunté refluera vers les banques centrales, celles-ci pourront alors le vendre de nouveau à un bon cours, tout en faisant baisser les cours en fonction de la masse d'or mise sur le marché, ce qui provoquera un effondrement du prix de l'or, à la grande satisfaction des banques emprunteuses et aux détriments de ceux qui pensent que l'or va atteindre le nirvana.

AVANT LE G20 DE PITTSBURGH, LE MINISTRE DES FINANCES CHINOIS A FAIT publier dans le *Wall Street Journal* une lettre ouverte, félicitant Ben Bernanke pour sa reconduction à la tête de la Réserve fédérale. Mais passé les politesses, la lettre prend l'allure d'un avertissement : elle accuse des politiciens irresponsables de vouloir monétiser la dette. « Nous avons donc décidé de protéger nos avoirs en dollars et d'acheter de l'or ou des matières premières dont les cours monteront si le dollar baisse », indique la lettre (*La Tribune* du 11 septembre 2009, p. 9) . Tout laisse à penser que nous entrons dans une nouvelle phase de la crise dont Marx disait :

> « C'est là la phase particulière des crises du marché mondial que l'on appelle crise monétaire. Le summum bonum [le bien suprême] que, dans ces moments, on demande à grands cris comme l'unique richesse, c'est l'argent, l'argent comptant, et toutes les autres marchandises, précisément parce que ce sont des valeurs d'usage, semblent auprès de lui inutiles, des futilités, des hochets, ou encore, comme dit notre docteur Martin Luther, simples parures et ripailles. Cette brusque conversion du système de crédit en sys-

(14) Le carry trade est une technique financière qui consiste à profiter des écarts de rendement entre différents types d'actifs. Concrètement, cette opération consiste à emprunter dans une monnaie dont les taux d'intérêt sont bas (comme le yen) et à placer cette somme dans des pays qui rapportent beaucoup plus.

rejetée par référendum le 19 mai). Parmi les mesures envisagées pour « redresser la barre » la suppression de l'assistance aux vieux, aux familles dans le besoin, des bourses d'études et le licenciement de 1 700 enseignants dont 600 dans le secondaire. Outre la polémique sur la fermeture des prisons et la vente éventuelle des locaux pénitentiaires, la suppression des garderies d'été prive 250 000 étudiants de tout revenu d'appoint. Dans l'Illinois, les réductions de l'aide aux démunis éliminent 240 000 assistés dont 160 000 malades mentaux.

Le 15 avril, le Centre des priorités politiques et budgétaires (CBPP, Center on Budget and Priorities Policy) annonce que 47 Etats sur 50 sont virtuellement en faillite, et que 40 d'entre eux ont réduit tous leurs services y compris les services d'assistance divers (18 sur la santé, 21 sur l'enseignement primaire, 28 sur le secondaire et les universités, 37 sur les effectifs de leurs agents)*.

Les restrictions concernant l'éducation tiennent non seulement aux restrictions de crédits des administrations diverses mais aussi au renchérissement des droits et des cours dans l'ensemble des établissements des trois niveaux de l'éducation mais beaucoup plus marqués pour le secondaire et le supérieur. Beaucoup d'étudiants ne peuvent même plus obtenir les prêts ; les « petits boulots » de complément ne sont plus accessibles en raison de leur raréfaction et de la concurrence des chômeurs et des retraités qui doivent compléter leur maigre retraite. Une enquête sociologique récente a conclu au sujet des Etats-Unis : « Nous sommes dans un pays où la population âgée est plus instruite que la population jeune. »

(*) www.cbpp.org/cms/index.cfm?fa=view&id=1283

Un autre aspect des restrictions budgétaires concerne les prisons, à un moment où l'appareil répressif est plus que jamais sollicité. Par exemple, faute de moyens, New York envisage de fermer quatre établissements pénitentiaires. En Californie, on assiste à un chantage : on vend les prisons de l'Etat et on libère les prisonniers si vous n'augmentez pas les subventions fédérales. Dans certains coins reculés où la prison est le plus important employeur, on assiste même à des mouvements populaires sur le thème « Sauvez nos prisons ».

H. S.

(à suivre)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO :

LES SYSTEMES DE RETRAITE et de couverture santé.
L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE

LES MESURES DE SAUVETAGE DU CAPITALISME AMERICAIN

LA FINANCE : des circuits financiers à l'Etat fédéral, aux collectivités et aux particuliers.
L'INDUSTRIE. La solution. keynésienne : les grands travaux.
L'ASSURANCE MALADIE
HARO SUR LES IMMIGRÉS
LE CONDITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE
LE RENFORCEMENT DE LA « PRÉSENCE AMÉRICAINE » : domination mondiale et répression sociale.
FACE À LA MONTÉE DES PÉRILS, une criminalisation tous azimuts.

PERSPECTIVES.

OR ET DOLLAR LES RELIQUES DE LA BARBARIE CAPITALISTE

1 Les préliminaires au G20 : la danse du scalp contre le dollar roi

La danse du scalp contre le billet vert est de nouveau active et de nouvelles tribus tournent autour du feu pour liquider le roi dollar et adorer de nouveau le veau d'or.

Ce n'est certes pas nouveau. Depuis l'abandon de l'étalon-or en 1914 (1), jusqu'aux accords de Bretton Woods (2) après la seconde guerre mondiale, la gestion financière de la planète fut l'objet de nombreuses remises en question. Le Bancor (3), proposé comme monnaie internationale, fut rapidement mis au rancart par les Etats-Unis qui imposèrent alors le dollar. Tant que les Etats-Unis disposaient dans les coffres de Fort-Knox d'importantes réserves en or, il n'y avait pas de problème. C'est seulement quand la croissance économique se déplaça des Etats-Unis vers l'Europe, que les réserves d'or des Américains s'amenuisèrent et se traduisirent par un déficit de plus en plus important de la balance des paiements des Etats-Unis. C'est à ce moment que les premières remises en cause du dollar comme monnaie universelle commencèrent. En dépit de di-

(1) Le système de l'étalon-or a fonctionné de 1879 à 1914. Issu de l'échec du système bimétallique, il ne survivra pas à la crise économique et financière créée par la première guerre mondiale.

(2) Du 1er au 22 juillet 1944, les représentants de quarante-quatre pays se réunirent à Bretton Woods (ville du New Hampshire aux Etats-Unis), afin d'instituer un nouvel « ordre monétaire » suite à la deuxième guerre mondiale. Les accords conclus là sont à l'origine de la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

(3) Etalon monétaire international dont la création fut proposée par John Maynard Keynes lors de la conférence de Bretton Woods (1944) et qui aurait servi de référence pour déclarer les taux de change.

Les orpailleurs du Rhin (XVIIIe siècle).

4 Un bref rappel historique

Si en 1609 les banques d'Amsterdam remplacèrent la monnaie métallique par des billets de banque qui n'étaient, que des certificats de dépôt en or, ceux-ci ne pouvaient être considérés comme monnaie, mais comme de simples titres de propriété sur de l'or. Nous pouvons dire que le billet comme monnaie symbole prend véritablement naissance en 1656, initiative prise par Johan Palmstruch, fondateur en 1657 de la Banco de Stockholm (banque de Suède).

Johan Palmstruch fit imprimer des billets sous le nom de « Kreditivsedlar » une unité monétaire de papier crédit. La banque très rapidement eut des problèmes à cause de l'impression d'un trop grand nombre de billets. Palmstruch fut retenu comme responsable des dommages et condamné à la prison (le Madoff de l'époque). En France, la banqueroute du financier Law (13) en 1720 et l'expérience frauduleuse des assignats de la révolution qui avait gagé les biens du clergé devenus biens nationaux, ne fit que renforcer la méfiance vis à vis de la monnaie papier.

Cette méfiance vis-à-vis du papier monnaie, aujourd'hui le dollar, explique l'engouement pour la relique barbare, « le vrai argent », qui en réalité tout au plus ne vaut « que le temps de travail socialement nécessaire à son extraction ». Ce qui veut dire en clair, que la hausse vertigineuse du prix de l'once d'or, au-dessus de sa valeur, connaîtra un atterrissage brutal dès qu'une autre valeur refuge se présentera comme plus sécurisante et rentable.

La hausse du cours de l'or est particulièrement intéressante pour les Etats endettés. Ceux-ci peuvent de temps en temps vendre ou louer une partie de leur stock d'or à des prix inespérés en prenant bien garde de ne pas faire tomber les cours, mais en maintenant une fluctuation haussière de ceux-ci. *Le Figaro* ne parle-t-il pas d'une once d'or à 2 000 dollars pour bientôt ? Quant au Gold Anti-Trust Action Committee (GATA), une organisation privée fondée par des analystes financiers, il affirme que la stratégie de manipulation du prix de l'or par le gouvernement américain a commencé à échouer ; pour cet organisme, il y a un plan d'étouffement du prix de l'or, visant à cacher une mauvaise gestion du dollar américain, afin que celui-ci conserve son statut de monnaie de réserve mondiale.

Il y a en apparence du vrai dans la réflexion du GATA, mais la raison des ventes et des prêts d'or est bien plus motivée par

(13) John Law, protestant écossais émigré en France, avait dès 1705 émis l'idée que le papier monnaie serait bien supérieur aux métaux précieux comme instrument d'échange, à condition d'en gager l'émission sur des terres.

nation de rapports féodaux et du capitalisme marchand et commercial; celui ci fut progressivement abandonné du fait du développement du capitalisme industriel qui exigeait pour son expansion d'importantes liquidités.

Mais ce ne fut pas la seule raison. Les tricheries et altérations sur le poids de la monnaie or étaient nombreuses. En effet dans sa fonction de moyen de circulation, l'or était devenu numéraire et dès lors il fut monnayé selon l'étalon de la monnaie de compte. Des pièces d'or étaient mises en circulation selon un certain poids d'or – livre sterling, shilling, etc. –, sous la forme de numéraire. L'Etat, qui venait à peine de sortir des langes du féodalisme, décida de frapper la monnaie. Seulement, la contradiction entre l'or trésor et l'or numéraire sera l'objet de tricheries (11).

Mais cette falsification ne devait pas suffire. Elle va même se perfectionner par rapport à l'ancien régime. Comme dans l'ancien régime, il est nécessaire de lever des impôts et taxes en tout genre sur le citoyen, en procédant à l'éternel affaiblissement de la monnaie.

Avec le billet de banque, « l'ombre de l'or » comme le dira Marx, l'altération des monnaies métalliques recula quelque peu. Ce ne fut pas d'un point de vue moral ou religieux, mais tout simplement parce que les gouvernements trouvèrent des moyens plus perfectionnés pour pomper le citoyen.

L'un de ces moyens fut le remplacement de la monnaie métallique par le papier monnaie. Avec celui-ci, on retirait à la monnaie toute valeur intrinsèque ; on avait cet avantage sur l'or que son étoffe (12), sa matière, n'avait plus de valeur en elle-même. Le billet de papier n'est plus qu'un signe qui peut être totalement dévalorisé, alors que sous le métallisme la valeur ne pouvait se déprécier que du montant de la différence entre la valeur intrinsèque de sa matière et sa valeur monétaire.

(11) « Jacob [*W. Jacob :* An Historical Inquiry into the Production and Consumption of the Precious Metals, *Londres. 1831. vol. IL chap. XXVI, p. 322.*] estime que, par suite du frai, sur 380 millions de livres sterling existant en Europe en 1809, en 1829, soit en vingt ans, 19 millions de livres sterling avaient complètement disparu. Si donc la marchandise sort de la circulation dès le premier pas qu'elle fait pour y entrer, le numéraire, lui, après avoir fait quelques pas dans la circulation, représente plus de teneur métallique qu'il n'en contient. Plus le numéraire circule longtemps, la vitesse de circulation restant constante, ou encore, plus sa circulation devient active dans le même laps de temps, plus son existence fonctionnelle de numéraire se détache de son existence métallique d'or ou d'argent. Ce qu'il en reste est *magni nominis timbra* [l'ombre d'un grand nom]. Le corps de la monnaie n'est plus qu'une ombre. Alors que le procès la rend plus lourde à l'origine, il la rend maintenant plus légère, mais elle continue de valoir dans chaque achat ou vente isolés la quantité d'or primitive. Devenu un souverain fantôme, un or fantôme, le souverain continue à remplir la fonction de la pièce d'or légitime. Alors que les frictions avec le monde extérieur font perdre à d'autres leur idéalisme, la monnaie s'idéalise par la pratique, son corps d'or ou d'argent devient pure apparence. Cette deuxième idéalisation de la monnaie métallique, opérée par le procès de circulation lui-même, ou, encore, cette scission entre son contenu nominal et son contenu réel, est exploitée en partie par les gouvernements, en partie par les aventuriers privés, qui se livrent aux falsifications les plus variées de la monnaie. Toute l'histoire de la monnaie, du commencement du moyen âge jusque bien avant dans le XVIIIe siècle, se ramène à l'histoire de ces falsifications d'un caractère double et antagonique, et c'est autour de cette question que tournent en grande partie les nombreux volumes de la collection des économistes italiens de Custodi. »
(Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions.sociales, p. 77-78)

(12) Ce mot désuet d'étoffe pour désigner la matière dans laquelle est fabriquée la monnaie est employé par Gustave de Molinari dans son *Cours d'économie politique* vol. 2 [1854], accessible en ligne : http://oll.libertyfund.org/?option=com_staticxt&staticfile=show.php%3Ftitle=653&chapter=104250&layout=html&Itemid=27

verses mesures de « replâtrage » le dollar se maintiendra. C'est en mars 1968 qu'une nouvelle crise monétaire éclate, qui se soldera par la mise en place d'un double marché de l'or (4).

Depuis que le dollar est devenu l'étalon monétaire de la planète, aucun de ceux qui ont essayé de le détrôner n'y est parvenu. En France, De Gaulle puis Giscard ont essayé, ils ont été évincés. Quand Saddam Hussein voulut payer le pétrole en euros, il mettait en place une arme de « destruction massive » qui lui coûtera la vie.

Depuis, la crise financière a considérablement réduit la puissance de la City et de Wall Street. Le dollar n'est même plus une monnaie suspecte, il n'est plus une monnaie ou, si l'on préfère, il est une « monnaie hélico » (5) alimentée par la planche à billet.

Alors les détenteurs de dollars s'énervent un peu plus et prennent des initiatives. Les monarchies du Golfe (Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Koweit, Oman, Qatar) envisageaient, pour 2010, une monnaie unique sur le modèle de l'euro. ; au moment de signer l'accord, elles n'étaient plus que quatre. Puis ce fut le tour des détenteurs de matières énergétiques, qui ne veulent pas être les dindons de la farce, de passer à l'offensive. L'OPEP et la Russie veulent marcher sur les traces de Saddam Hussein ; elles comptent mettre en place une monnaie unique pour honorer les contrats pétroliers. Le Kazakhstan et l'Iran veulent une monnaie régionale, la Chine propose la mise en place d'une monnaie universelle via un instrument de paiement dont la valeur serait déterminée à partir d'un panier de monnaies, et non plus fixée sur celle du dollar américain. Or cet instrument existe déjà, mais pas pour cet usage : ce sont les droits de tirage spéciaux (DTS), le panier de monnaies utilisé par le Fonds monétaire international (FMI). Fin mars, Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI, déclarait « légitimes » les discussion sur une nouvelle monnaie de réserve.

Michael Hudson (6), dans son article « Dé-dollarisation: le démantèlement de l'empire militaire et financier américain » (17 juin 2009) va jusqu à écrire :

> « La ville Russe de Iekaterinbourg, la plus importante à l'est de l'Oural, pourrait désormais être connue comme le lieu où sont morts non seulement les tsars mais aussi l'hégémonie américaine. Non pas uniquement l'endroit où le pilote américain Gary Powers a été abattu en 1960, mais aussi celui où l'ordre financier international dominé par les Etats-Unis d'Amérique a été mis à bas. »

(4) L'or monétaire ne représentait plus, en 1968, que la moitié des réserves mondiales, contre les deux tiers en 1958. L'économie mondiale manquait de liquidités, ce qui favorisera le passage de l'étalon de change-or à l'étalon dollar.

(5) En novembre 2002, Ben Bernanke (qui n'était alors qu'un des gouverneurs de la Réserve fédérale) a prononcé un discours célèbre dans lequel il déclarait qu'au cas où la déflation aux Etats-Unis serait semblable à celle du Japon, le gouvernement américain devrait imprimer de l'argent à l'infini (faire marcher la planche à billets) et le déverser par hélicoptère. Depuis on le surnomme « helicopter Ben ». Les marchés le soupçonnent d'être un inflationniste.

(6) Michael Hudson, économiste brillant et, jusqu'à récemment, tout à fait marginal (pas marxiste, plutôt hudsonien). Son livre *Super imperialism* (1972) décrivit si bien la stratégie américaine de l'« Imperial Management Through Bankrupcy » (gestion impériale par la faillite) que le gouvernement Nixon s'en servit pour affiner sa stratégie. Il démontra que l'« aide » américaine subventionnait les exportations américaines et rien de plus, ce qui obligea le ministère du Commerce à réviser et même à supprimer les statistiques sur lesquelles Hudson s'appuyait. *Super Imperialism* a été réédité en 2002 par Pluto Press (Londres) avec une nouvelle préface et un nouveau chapitre final qui remettent l'analyse à jour.

La remise en cause des Etats-Unis sera le thème principal des réunions élargies de Iekaterinbourg (ex-Sverdlovsk) des 15 et 16 juin 2009, rassemblant le président chinois Hu Jintao, le président russe Dmitri Medvedev et les représentant les six pays de l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS). Cette alliance regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. L'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Mongolie y ont le statut d'observateurs. Mardi 16, le Brésil s'y joindra pour les discussions commerciales entre les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). »

Suite à cette réunion, Nicolas Sarkozy s'est dit en accord avec l'esprit de Iekaterinbourg, dans la logique du gaullisme. Et lors du G8 qui s'est tenu à L'Aquila (Italie), plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants ont clairement remis en cause l'ordre monétaire existant depuis les accords de Bretton Woods, ainsi que la prédominance du dollar dans les échanges mondiaux. Le président français a appelé à un débat sur la monnaie de réserve. Le représentant chinois a évoqué, pour sa part, « un régime monétaire international de réserve diversifié et rationnel » sur la base des droits de tirage spéciaux.

Le ministre allemand des finances, Peer Steinbrück (social-démocrate), a tenu à prendre ses distances en informant la presse que l'Allemagne restait farouchement favorable au dollar comme monnaie de réserve. Selon lui, « le rôle dominant des marchés financiers anglo-saxons » demeure, mais il s'est « relativisé » avec la crise financière. M. Steinbrück a indiqué, dans un entretien avec l'hebdomadaire *Manager Magazin*, que « le dollar va certainement garder son rôle particulier », mais « dans une proportion moins importante ».

La réponse américaine ne s'est pas fait attendre.

Le président Obama, au cours d'une conférence de presse tenue le 25 mars à Washington, a défendu le dollar : « En ce qui concerne la confiance dans l'économie américaine ou dans le dollar, je ferais remarquer que le dollar est extraordinairement fort en ce moment. Et la raison pour laquelle le dollar est fort en ce moment, c'est que les investisseurs considèrent que les Etats-Unis ont l'économie la plus forte du monde, avec le système politique le plus stable du monde. Je ne crois pas à la nécessité d'une monnaie mondiale.»

2 Le sommet du G20 à Pittsburgh consacre l'hégémonie américaine

DERRIERE LE HOCHET DES BONUS, que le gouvernement français en la personne de Nicolas Sarkozy agite pour impressionner la finance américaine qu'il veut mettre au pas, le chasseur de prime est revenu bredouille. Tout au plus fut-il question que les Etats-Unis adoptent en 2011 les règles de Bâle II (7). Le sommet prétend se « démocratiser » en suicidant le G8 au profit du G20, nouvelle structure permanente de l'ordre mondial, où tout se passe avant les assemblées officielles, dans des réunions plus intimes. Qui empêchera le G8 (sous un autre nom) de se réunir pour s'entendre ?!!

(7) Les règles « Bâle II » sont un ensemble de directives concernant les risques bancaires, et principalement le risque de crédit ou de contrepartie et les exigences en fonds propres. Elles ont été préparées depuis 1988 par le Comité de Bâle, créé en 1974 et composé des gouverneurs des banques centrales de treize pays de l'OCDE.

L'élargissement se fait au détriment, des pays de l'Union. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne verront leur pouvoir diminué. Quant aux Etats-Unis, ils ne seront pas affectés. Ils ont simplement accordé à leur principal créancier, la Chine le droit de continuer à être créancière, alors qu'avant le G20, nous l'avons vu, la Chine se voulait l'avant-garde des pays émergents pour une nouvelle monnaie universelle autre que la « monnaie hélico ».

La Chine restera muette sur la remise en cause de ce « dollar hélico », ayant sans nul doute trouvé un compromis provisoire avec les Etats-Unis, notamment sur une hause des taux d'intérêt et le renoncement à des mesures protectionnistes. C'est curieusement Ben Bernanke, président de la Fed, qui devant des parlementaires américains indiquera après le G20 que le rôle du dollar comme monnaie de réserve était menacé à long terme.

Ce n'est donc pas l'hégémonie du dollar qui fut la cible du G20, mais le nucléaire iranien. Dès l'ouverture du sommet, une déclaration fracassante contre l'Iran et la prolifération de sites nucléaires fut émise. Nicolas Sarkozy s'est même fortement distingué par son attaque véhémente contre le régime de Téhéran. Attaque qu'il avait déjà prévue avec la chancelière allemande, Angela Merkel, fin août.

Il faut tout de même souligner que le groupe Total s'est fait rafler sa place sur le projet iranien South Pars (un important site d'exploitation offshore de gaz naturel, à la frontière du Qatar) par le groupe pétrolier chinois CNPC. Ce qui explique l'attitude plus offensive de Sarkozy et l'extrême discrétion de la Chine sur le problème du nucléaire iranien.

Comme la Bourse est toujours sensible aux déclarations guerrières, la déclaration de Pittsburgh n'est pas faite pour déplaire au président Mahmoud Ahmadinejad et Wall Street qui espèrent une remontée des cours du pétrole qui vient de se produire (8).

3 Du veau d'or à la « relique barbare »

ALORS QUE LE DOLLAR RECHUTE, l'or – « la relique barbare », comme devait l'appeler Keynes – vient de franchir les 1 000 dollars l'once (9). Tout laisse à penser que la *relique* est de nouveau la *valeur refuge* la plus sécurisante, un moindre mal face à son ombre le dollar qui n'est plus qu'un « chiffon de papier ». Et, comme l'avait en son temps constaté Karl Marx, le capitalisme en arrive toujours en période de crise à se buter la tête contre l'or, cette barrière de métal (10).

Si la référence à l'or était le plus grand signe de richesse d'un Etat à l'époque du mercantilisme, époque encore sous la domi-

(8) Le 1er octobre, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » pour livraison en novembre a coté 70,82 dollars. A Londres, sur l'InterContinental Exchange, le baril de Brent de la mer du Nord à échéance novembre s'est établi à 69,19 dollars. Plus globalement, le prix du pétrole a doublé depuis décembre 2009.

(9) L'once d'or pèse 28,3499 grammes, ou encore 141,7498 carats.

(10) « Avec le développement du système de crédit, la production capitaliste cherche continuellement à lever cette barrière de métal, cette barrière à la fois matérielle et imaginaire de la richesse et du mouvement de celle-ci, mais revient toujours se buter la tête contre ce mur. Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de change, des titres, des marchandises doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or. »
Karl Marx, *Le Capital*, t.III, chap. XXXV (p. 607, Editions de Moscou).